La légende de la gauche au pouvoir

Le front populaire

Ph. Riviale • J. Barrot • A. Borczuk

Ed. La Tête de Feuilles (1973)

TABLE DES MATIERES

PRESENTATION

Lorsqu'on sait que la même Chambre des députés de 1936, mêlée en 1940 au Sénat, vote en faveur de Pétain par 569 voix contre 80; et que, pour l'essentiel, les orientations économiques et sociales du régime de Vichy, ainsi que le personnel de l'administration et des affaires, sont conservés par la « Libération »[1], il faut bien que notre temps soit écrasé sous des tonnes d'idéologie pour ne pas voir le peu de réalité de l'opposition entre « fascisme » et « démocratie », « droite » et « gauche », etc. L'immensité du domaine historique, et sa spécialisation, facilitent d'autant mieux les points de vue superficiels que l'accumulation de faits, par les uns, fait bon ménage avec la production de nouveaux concepts et la fuite théorique en avant, chez les autres. On n'a souvent le choix qu'entre des monographies ou des interprétations formellement brillantes et vides. En particulier, on ne mesure pas assez la profondeur de la *contre-révolution* en 1936. On croit voir au moins une aspiration prolétarienne parce que des *ouvriers* se mobilisaient derrière le Front populaire. Or justement le triomphe du capital n'est jamais aussi éclatant, ni si bien déguisé, que lorsqu'il parvient à rassembler, non pas la bourgeoisie, mais la classe ouvrière, pour défendre l'Etat, *son* Etat. Les études et documents réunis dans ce recueil n'ont pas l'ambition de fournir un dossier complet, mais serviront au moins à établir l'archéologie d'un mythe, qui est encore de nos jours une force matérielle, puisque la politique (de la gauche aux gauchistes) s'en revendique et s'en sert. On constatera d'ailleurs que sur le fond le programme de la gauche est identique en 1973 à celui de 1936. Seule change la manière plus « scientifique » de le présenter. Comme le thème des 200 familles paraît primaire confronté aux calculs des comptables nationaux. Dans ce domaine, bien sûr, on ne saurait adresser ni compliment ni grief à la gauche, qui se modernise comme le reste du capital. Cette fois, en revanche, le prolétariat n'est plus dans une situation d'écrasement. En cherchant à le maîtriser, le capital ne veut pas parachever une contre-révolution, mais prévenir une révolution dont la perspective — prochaine ou lointaine — pénètre chacun de crainte ou d'espoir. C'est pourquoi l'affirmation, même partielle, de ce que fut le Front populaire, et aussi de l'action alors dérisoire menée contre lui par le mouvement communiste, est une attaque contre tous ceux qui ont besoin des mythes du passé pour contrôler le présent. En ce sens cet ouvrage n'appartient à l'histoire que dans la mesure où il contribue à la faire.

Jean BARROT.

1 Paxton, *La France de Vichy, 1940-1944,* Seuil, 1973.

LA DIALECTIQUE DU P.C.

1. *Théorie.*

Le P.C. en France ne peut se comprendre que dans l'analyse historique de son rôle. Sa fonction de parti des travailleurs ne suffit pas à le définir; il constitue une forme de regroupement, de centralisation et de redistribution dans la sphère politique, de la lutte des classes.

Le P.C. en France se déclare le représentant des travailleurs, et situe son existence sur le terrain des classes; pourtant son attitude peut déconcerter d'abord l'observateur. Prenant position en faveur des « classes moyennes », contre le « grand capital », il propose une redistribution des cartes en faveur des français de toutes origines, de toute profession, de toute tendance, par sa lutte contre les monopoles.

Avant 1934 par contre, il appelle à la révolution, aux soviets et à l'antagonisme de classes; il oppose son intransigeance à tous les partis bourgeois.

Où est donc la vérité du P.C. ? Sa vérité est dialectique. Elle n'est pas dans une phase ni dans une autre; ni dans l'appel à la guerre civile, ni dans la collaboration de classes.

Après 1920, date de fondation du P.C. en France (la S.F.I.O. ne suffit plus comme représentant politique du prolétariat; sa participation à la guerre l'a déconsidérée), le mouvement révolutionnaire du prolétariat y est déjà battu; les grèves de 1919-1920 ont contribué à relancer l'économie de l'après-guerre. Les chances d'une victoire du prolétariat ont disparu, comme elles ont disparu en Allemagne, en Angleterre, en Italie.

Tandis que le temps du repli arrive, le P.C. se comporte de manière apparemment irresponsable; c'est sa période « gauchiste ». Ses appels restent lettre morte, et contribuent à isoler les plus actifs des prolétaires, qui, en France, n'ont pas été écrasés (tandis qu'ils l'ont été en Allemagne, par exemple) mais seulement battus tactiquement. Le sursaut est encore possible, même si l'on peut estimer qu'il se heurterait, après 1920, à une résistance très forte. La tâche qui s'imposerait alors serait de théoriser la contre-révolution qui commence, d'organiser la défensive : une structure de parti, national et donnant sur le terrain politique des directives inapplicables, est à l'opposé de ce que font par exemple les conseillistes allemands, qui tentent de résister dans chaque entreprise, chaque secteur.

Aussi le P.C., dans sa phase « pure et dure », agit en fractionnant le prolétariat, et en rendant impossible, à cause de sa prise de position politique, l'affirmation du prolétariat comme une totalité, dont l'existence constitue l'agent destructeur du capital. Se bornant à attaquer l'Etat, le P.C. tente en réalité d'utiliser le mouvement qui se développait en 1919, comme un bélier contre la bourgeoisie; il essaye de s'en faire une arme, pour accéder comme parti à un rôle national de représentant politique des « opprimés ».

A partir de la crise mondiale des années 30, tout change. Le P.C. va tenter à présent de jouer ce rôle qu'il se préparait depuis 1920 : l'alternative « populaire » dans la gestion du capital.

A présent que le capital est en crise, son intervention comme parti des opprimés va permettre de proposer au capital l'aide des travailleurs, contre la reconnaissance du P.C. comme partenaire politique.

Tandis que face à la crise il serait possible de regrouper le prolétariat contre le capital; alors que la résistance de l'Etat est affaiblie; alors que le moment est favorable à une action du prolétariat pour se dégager de sa condition en brisant la société de classes, le P.C. propose la collaboration des classes.

A partir de là, le P.C. n'a de cesse (que) de voir réalisée une large union politique permettant le sauvetage du capital national.

Cependant, le P.C. doit continuer à tenir son rôle vis-à-vis du prolétariat, dont il est le modérateur, la tête politique. Aussi, faut-il éviter d'avoir à lutter contre le prolétariat, donc : éviter de gouverner. Le P.C. veut faciliter la collaboration du prolétariat au sauvetage du capital, c'est pourquoi il doit rester dans la coulisse. Il est certain qu'il faut s'attendre à des réactions dans les entreprises, aussi va-t-il falloir les mater. Si le P.C. y participe directement, c'est sa ruine, car tout peut basculer contre le gouvernement qui aura à réprimer les tendances révolutionnaires.

Le P.C. reste donc en réserve, prêt à doubler ses partenaires pour le cas où les choses iraient mal pour eux; (lorsque la résistance ouvrière a faibli, en 1937, il propose d'entrer au gouvernement).

Tandis que, de son côté, la C.G.T.U. avait regroupé les travailleurs à tendance « gauchiste », à partir de décembre 1921, le P.C. favorise, de 34 à mai 36, la réunification de la C.G.T.; Ainsi, au niveau syndical, le P.C. assure-t-il également l'unité ouvrière dans le but très précis de favoriser la concertation avec le patronat. Dès lors, à partir de 1934, le P.C. devient, dans la coalition parlementaire, le représentant des plus défavorisés, de ceux qu'aucun gouvernement ne saurait représenter. D'où la vaste opération de propagande auprès des paysans, des couches moyennes plus ou moins ruinées. Il n'est plus alors question de classes; l'adversaire cette fois, c'est le fascisme, qui voudrait faire basculer les paysans, les couches moyennes, les ouvriers, hors de la démocratie, c'est-à-dire du libre jeu des partis; le P.C. devient champion de la démocratie, le champion des partis républicains (voir le « Front des Français »).

Le P.C. dans ses différentes phases est-il un complice du capital ? Faut-il distinguer entre la « masse » du P.C. et sa direction ? Ces questions n'ont pas d'intérêt décisif. La véritable question est la suivante : le P.C. est-il un organe du capital ? A cela nous répondrons comme ceci :

1° les P.C. et le P.C.F. en particulier, se sont constitués en groupant d'après une tendance (les éléments les plus « conscients »), une minorité jusque-là politiquement inassimilable. Cette minorité a été érigée par le capital en organisation gardienne de la

force révolutionnaire existant dans la société;

2° le P.C. a, dans une première phase, érigé un mouvement révolutionnaire donné, en symbole inaltérable (U.R.S.S., 1917);

3° ce faisant, il a dressé toute sa stratégie sur le renouvellement (hypothétique) de conditions données : celles de prise du pouvoir par les bolchéviks, transformée progressivement en une victoire de larges couches des masses populaires, reprenant en mains la révolution abandonnée par la bourgeoisie nationale, c'est-à-dire succédant, ou plutôt devant succéder en France, à la bourgeoisie progressiste de 1789-1848. Dans cette première phase de son existence, le P.C. fait abstraction des réalités de la contre-révolution;

4° dans une seconde phase, il a mis en pratique ce qu'il avait préparé auparavant : faire de la force révolutionnaire emmagasinée par lui, un argument politique, et un moyen de pression sur ses « adversaires politiques »;

5° enfin, il a établi ainsi sa position : collaboration avec quiconque reconnaîtra qu'il existe une force révolutionnaire potentielle, et en conséquence fera place aux détenteurs de cette force, seuls capables de la maîtriser, et d'en faire une possibilité de renouveau politique et économique.

Ce qui implique :

a) séparation du « politique » et de l'« économique »;

b) la force révolutionnaire est utilisée comme influx politique et économique, capable de remettre en route le capital rétrograde et dépérissant;

c) c'est-à-dire : rôle progressif de cette force révolutionnaire; agissant comme l'entrée d'un nouveau facteur dans les rapports de production capitaliste : participation des « opprimés », jusque-là masse amorphe, devenant agents actifs du capital.

Au total, le P.C. a élaboré une stratégie de parti politique, dont la force et le mandat sont constitués par le fait que ce parti détient la possibilité de faire agir suivant une escalade savamment modulée, la force révolutionnaire existant dans la société, le prolétariat, en le contraignant sans cesse à agir en élément actif du capital, en capital variable conscient de sa valeur. Comme tel, le P.C. est un organe du capital : le gardien du prolétariat.

Philippe Riviale.

2. *Historique.*

Le P.C.F. s'est constitué en décembre 1920 en entraînant derrière lui la grande majorité du parti socialiste, sur la question de l'adhésion à la Troisième Internationale (c'est-à-dire sans aucune clarification politique) et sous la conduite de Frossard et de Cachin (révolutionnaires notoires...).

Son centrisme pouvait alors apparaître une tendance dure, dans la mesure où la S.F.I.O. et ses dirigeants s'étaient déconsidérés, et par la politique de guerre, et dans une moindre mesure par l'échec aux élections de 1919.

De cette époque date la liaison entre P.C.F. et Union soviétique. Le P.C. est reconnu par la Troisième Internationale comme le seul dépositaire des forces révolutionnaires existant en France. En échange de cette caution, il contribuera à mythifier la Russie comme pays du socialisme.

***

Mais la question fondamentale pour cette période est la suivante : à quoi correspond la création d'un parti révolutionnaire sept mois après l'écrasement sans combat du mouvement gréviste de mai 1920 ?

La grève des métallurgistes de juin 1919 comme d'autres grèves spontanées, les manifestations des 1er mai 1919 et 1920 témoignaient de l'existence d'une minorité ouvrière de gauche qui, par son action, tendait à démasquer le rôle réel du syndicalisme, qu'il soit majoritaire ou minoritaire.

Cette minorité (d'ouvriers) fut battue en mai 1920 : l'écrasement de son mouvement de grève, écrasement organisé par la C.G.T. unie, fut national (et même en Afrique du nord). Aucune région, aucune branche d'industrie ne put avoir d'autonomie dans son action. Les ouvriers révolutionnaires de la métallurgie, déjà éprouvés en juin 1919, furent littéralement asphyxiés par les consignes syndicales. (En Allemagne, le mouvement communiste fut battu les armes à la main, et région par région, ce qui a pu permettre une certaine théorisation de la situation.)

Le découragement et l'amertume des grévistes se traduisit par la désertion des syndicats. Le syndicalisme, habituel réceptacle des énergies révolutionnaires, ne pouvait plus continuer à remplir son rôle mystificateur de candidat à la gestion du capital : l'anarchosyndicalisme est bien mort en mai 1920.

Parallèlement à cet échec inévitable de l'organisation économique s'achevait la faillite du parti socialiste, organisation politique des ouvriers. Les deux organes traditionnels du capital organisant le prolétariat étaient dépassés. Mais dépassés ne veut pas dire pour autant : à liquider. Provisoirement en veilleuse, ils retrouveront leur importance au moment opportun pour le capital.

La minorité ouvrière se retrouva donc isolée et de la C.G.T. et du P.S. Le capital devait nécessairement l'organiser, pour éviter tout sursaut révolutionnaire. Pour cette minorité, le problème était d'ordre organisationnel, dans la mesure où l'échec de mai était interprété comme résultant :

1° de la meilleure organisation de la bourgeoise;

2° de la trahison de la C.G.T., organisme traître à la classe ouvrière.

Sans faire une généralisation systématique, on peut estimer qu'à cette époque le

mouvement communiste lorsqu'il prend l'initiative le fait sous forme de conseils Soviets en Russie, Räte en Allemagne, comité d'action des métallos de juin 1919 en France. La forme Parti peut être adoptée lorsque les conditions de lutte s'avèrent difficiles : ainsi dans la féodale Russie. Il faut remarquer également que le K.P.D. allemand à sa formation n'est pas un parti au sens traditionnel du terme. C'est lorsqu'il se transformera en un vrai parti qu'il constituera un obstacle à la révolution (d'où les scissions successives).

La forme Parti cristallise le mouvement révolutionnaire en reflux (voir la Russie). Lorsque les possibilités de victoire s'évanouissent, le parti a pour fonction de regrouper les ouvriers « conscients ». Il est donc amené à être la forme d'organisation d'une classe qui est l'accoucheuse de la nouvelle société, mais qui a, au cours de cette période de reflux, des intérêts spécifiques à défendre, à l'intérieur du système capitaliste. D'où l'effacement des groupes réellement révolutionnaires (K.A.P.D. après 1923, Bordiguistes après 1926).

Le parti pose le problème de la révolution, non comme un mouvement dialectique de la société, mais comme la prise du pouvoir. Son but est d'amener la dictature du prolétariat, qui succédera ainsi à la bourgeoisie comme classe dominante, et ainsi comme nouveau gestionnaire du capital. De là l'adéquation parfaite du modèle russe : ce pays accumulant le capital sous la direction apparente du prolétariat, est donc « socialiste ».

Le capital n'est pas envisagé comme rapport social, mais simplement comme une exploitation des ouvriers par les capitalistes, au moyen de l'Etat. Cette définition porte en germe l'opposition exploiteurs/exploités, que nous retrouverons par la suite, poussée à son paroxysme.

Sur le plan économique, le P.C., en tant que parti, donc en tant que séparant le politique de l'économique, ne peut organiser les ouvriers « gauchistes ». Ceux-ci ne peuvent pourtant pas rejoindre la C.G.T. L'opération de conquête de l'appareil, payante sur le plan politique (le P.C. supplantant le P.S.) tente de se renouveler sur le plan économique. Mais c'est l'échec, de justesse. Echec relatif, d'ailleurs; l'important était de parvenir à regrouper, au plan des entreprises, les ouvriers révolutionnaires, sur une base syndicaliste : la C.G.T.U. Le P.C. joua ainsi le rôle essentiel de redistribution dans la sphère économique.

Par là même, le prolétariat n'est plus affirmé comme une totalité, comme la négation du capital, mais il est fragmenté : il est politiquement le candidat au pouvoir, représenté par le P.C. Economiquement, il lutte pour son pain quotidien, défendu par la C.G.T.U. Ceci pour les « bons » ouvriers. Les autres sont organisés plus « calmement » par la C.G.T. et le P.S. qui les corrompent, les empêchent de rejoindre le « vrai » parti révolutionnaire. La bolchévisation du parti aboutit à écarter les ouvriers non militants, tout en parcellisant encore davantage les adhérents au sein de la cellule.

Donc, dès son origine, le P.C. s'inscrit dans la logique démocratique; il n'est pas une organisation subversive de la société et de ses conditions d'existence, mais un parti politique qui va jouer son rôle de représentant de la classe ouvrière (et sur le terrain

parlementaire dès que l'occasion s'en présentera, en 1924).

Parallèlement à cette participation électorale se déroule la phase « gauchiste » du P.C. : la Ruhr 1923; le Rif 1924; la tactique classe contre classe; le 1er mai 1929. Elle a comme fonction de donner l'illusion, à ceux qui participent et à la masse qui observe, d'un activisme révolutionnaire propre à masquer l'activité principale électoraliste du Parti.

A la fin de la phase (1930), la plupart des militants ont quitté le parti, ce qui est non seulement sans importance (puisque cette phase est placée sous le signe de la reconstruction économique, sans problème pour le capital), mais encore utile dans la mesure où le parti est considéré, parmi les masses ouvrières, comme « pur et dur », mais que l'on ne peut rallier pour l'instant. Ainsi se crée le moule organisationnel dans lequel pourra se déverser, après 1934, quand de grands changements semblent possibles, les masses désireuses de vivre mieux.

***

Le problème essentiel de la seconde période du P.C., amorcée dès 1930, mais apparaissant en pleine lumière après 1934, est celui-ci : comment un parti représentant et organisant les ouvriers les plus « conscients », aboutit-il à prôner l'alliance avec les classes moyennes, le Front français, et l'Union sacrée.

La réponse à cette question doit partir de l'analyse faite plus haut, et qui peut se résumer ainsi; le P.C. est un organe du capital, en tant que rassemblant les ouvriers les plus résolus, les plus conscients de leur exploitation, en une organisation prétendant à la succession de la bourgeoisie dans les rapports de production existants.

Nous avons vu qu'au cours de la première phase, le P.C. participe aux élections (= parti), tout en se déclarant insurrectionnel, et adoptant le mot d'ordre « des soviets partout » (= révolutionnaire). L'échec des actions « gauchistes », les relatifs succès électoraux l'amènent dans sa dialectique à mettre l'accent sur le rôle majeur que peuvent jouer les élections. Car militairement la bourgeoisie est trop forte. Or, électoralement, le P.C. isolé est trop faible. Comment sortir du dilemme ?

La crise mondiale ne va commencer à produire ses effets en France qu'à partir de 1934. Le capital doit s'attaquer aux conditions de vie des ouvriers, et pour la première fois aux classes moyennes. Mais il ne peut jouer la carte du fascisme, pour des raisons sociales : la trop grande importance des classes moyennes. Or le prolétariat, qui n'avait pas été massacré, commence à se manifester (Brest-Toulon). Seule la menace du fascisme peut assurer la réalisation de la solution de rechange : le Front populaire. (D'où le 6 février, le financement des ligues, leur non dissolution, etc.).

Pour le P.C., la bourgeoisie apparaît en pleine décomposition. La concentration, réaction du capital à la crise, est traduite socialement : les grands capitalistes mangent les petits; les classes moyennes ne sont plus nécessairement les alliés de la grande bourgeoisie; les ouvriers ne sont plus les seuls exploités, les seules victimes. Et ces classes

moyennes, électoralement, ont une importance décisive en France.

Le P.C. entrevoit maintenant une victoire possible; les classes moyennes oscillent. Si rien ne se passe, la ruine peut les amener à des solutions désespérées, hors du cadre traditionnel de la démocratie bourgeoise, à adopter le fascisme (ou la révolution prolétarienne, puisque pour le P.C., c'est la même chose, voir les analyses sur Brest et Toulon). Il est évident que paysans, artisans et petits commerçants ne rejoindront pas le P.C. Or le Parti radical, représentant traditionnel des classes moyennes, perd des voix aux élections; il risque de ne plus pouvoir assurer son rôle. L'essentiel consiste à présent à maintenir la cohésion du Parti radical (qui est encore au gouvernement peu avant les élections). Il faut donc l'inclure dans la solution de rechange, recherchée par le capital, claironnée par le P.C. C'est pourquoi le P.C. n'aura de cesse que de faire entrer les clients du P.R. dans le front des victimes, qui, de « prolétarien » devient maintenant « populaire ».

Les classes moyennes, celles qui font « tourner la roue de l'histoire à l'envers » deviennent, par l'auréole de leurs martyrs (artisans sans avenir, étudiants sans emploi, et surtout boutiquiers faillis), les maîtresses du jeu, les alliées naturelles du prolétariat.

Pour le P.C., la question du pouvoir politique pour la classe ouvrière seule n'existe pas à cette époque (en fait, elle n'existe jamais). L'alternative front populaire ou révolution prolétarienne devient fascisme ou démocratie. La caractéristique essentielle du fascisme, c'est l'absence du parti de la classe ouvrière. Donc constituer le front populaire des victimes de la crise devient le seul moyen de sauver la démocratie.

Le P.C. porte ainsi ses prémisses à ses ultimes conséquences : organisation de la classe ouvrière (même si elle n'en représente effectivement qu'une partie) en tant que seule classe victime de la bourgeoisie, seule classe opprimée, le P.C. en est venu à représenter toutes les victimes, non du rapport capitaliste, mais des grands capitalistes.

De plus son rôle d'organe du capital s'est encore accru; le P.C. a fait de chacun de ses militants ouvriers des chiens de garde. Le rôle « passif » du début : empêcher les ouvriers de s'organiser, est devenu un rôle actif : en faire des briseurs de grève.

De 1936 à 1939, l'action du P.C. s'élargira en spirale : la conception du capitalisme comme méfait de grands capitalistes doit donc aboutir à « l'union de la nation française », à « la France aux Français ». Le P.C., en poursuivant sa propre dynamique fondée sur la défense des opprimés, réalise ainsi les desseins du capital : assurer l'union sacrée pour la guerre inévitable.

Albert BORCZUK.

LES POSSIBILITES D'ACTION ECONOMIQUE DU FRONT POPULAIRE 1936-1938

La crise économique des années 30 a marqué pour le capital mondial, les limites de sa reproduction dans le cadre du marché mondial de 1914. Le sursis qu'avait provoqué le capital en 1914, en décidant la destruction massive des moyens de production, et en liquidant par là même le prolétariat le plus menaçant, avait trouvé son terme au début des années 30, où le niveau de saturation de 1914 était reproduit, avec cette fois un rapport de production donnant un taux de plus-value nettement plus faible qu'en 1914, et des chances de modifier encore le rapport, quasiment nulles.

La modification de ce rapport était difficile; toutefois, en élargissant le marché à des zones encore exclues du rapport capitaliste (Asie, Amérique latine, voire Europe orientale), on pouvait parvenir à compenser un taux de plus-value encore diminué, par le report de la réalisation de la valeur d'échange hors des limites de la zone capitalisée.

En France, le problème était différent de ce qu'il était dans les zones les plus développées : il y avait une possibilité en France d'obtenir une nouvelle concentration du capital dans les limites du territoire national. Il existait en France une grande partie de la population non salariée au capital. (Ce n'est qu'en 1930 que la population urbaine y égale la population rurale.)

1. *La crise en France.*

Pour comprendre le problème spécifique de la France dans les années 30, il est indispensable de saisir à quel point les rapports de production avaient vu leur développement freiné après la chute du Second empire. (Les causes, ainsi que les conditions de cette rupture relative du développement du capital en France feront l'objet d'autres développements.)

Avant 1930, la France apparaissait comme un pays prospère aux yeux des économistes et de leurs commanditaires, précisément grâce à ce fameux « équilibre » dû à une lente industrialisation et à un secteur précapitaliste pléthorique. Cela avait pour effet :

1° une surpopulation relative très restreinte, grâce à un faible accroissement de la population, limité par des rapports de production agricole et artisanal peu productifs;

2° une atténuation de la tendance à la baisse du salaire relatif;

3° un frein efficace à la baisse tendancielle du taux de profit, dû pour une bonne part au maintien d'une production précapitaliste concurrente;

4° une exportation massive de capitaux, qui correspondait en réalité à une

exportation de la formation de capital, la concentration du capital étant limitée par le report hors frontières de la plus-value réalisée;

5° le tout entraînant la formation de couches moyennes non incluses dans le rapport de production capitaliste.

L'apparente prospérité, aux yeux des économistes, fut renforcée après 1919; alors que la dépression de 1920-1921 frappait l'ensemble des pays industriels, la victoire militaire permit à la France de commencer immédiatement à récupérer en Allemagne une masse de capital, que les immenses destructions vont permettre d'utiliser aussitôt. A cela, il faut encore ajouter la dépréciation du Franc qui vient faciliter la tâche du capital français.

Dans l'après-guerre, la position de la France lui permet de vivre sur l'acquis d'avant 1914 : sa métallurgie est favorisée par l'Entente Internationale sur l'Acier, par rapport à celle de l'Allemagne. Mais dans le même temps le gouvernement français incite à l'acquisition de machines-outils en Allemagne, afin de faciliter les réparations (voir R. Wolff, « Economie et finances de la France », New York, 1943, p. 61).

Enfin, les deux facteurs les plus favorables sont, pour éviter la surproduction de capital, *a)* un empire colonial resté jusque-là à l'écart des rapports de production capitaliste, et *b)* un marché intérieur susceptible d'être transformé par l'assimilation par le capital des couches précapitalistes.

La structure de l'économie française reste en effet marquée par une faible part relative de l'industrie dans l'ensemble des activités, et une faible concentration dans l'industrie :

— D'après l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales (« l'évolution de l'économie française » 1910-1937) la répartition en pourcentage par branches de l'économie est la suivante :

Années	Agri-culture	In-dustrie	Com-merce	Prof. libér.	Domest.	Total
	%	%	%	%	%	
1906..	42,7	34,9	10,0	7,8	4,6	20 720 000
1921..	41,5	36,1	10,7	8,1	3,6	21 721 000
1931..	35,6	39,1	12,9	8,6	3,8	21 612 000

— D'autre part d'après Laurat (« la crise mondiale » 1935) la population active industrielle se répartit comme suit, en pourcentage :

	1906		1926	
	%		%	
« milieu non-capitaliste », isolés ..	26,7	53,2	13,4	33,7
« milieu non-capitaliste », 2 à 5 p.	26,5		20,3	
« région limite », 6 à 10 personnes.	4,9		5,5	
« capitalisme », plus de 10 pers. ..	41,9		60,9	

— Quant à la concentration dans l'industrie, secteur artisanal mis à part, c'est-à-dire dans les entreprises regroupant plus de dix personnes, la répartition des entreprises est la suivante :

	1906 (sans Als. Lorr.)	1926
Total	40 998	62 327
De 11 à 50 personnes ..	31 907	47 590
De 51 à 100 personnes ..	4 530	7 368
De 101 à 500 personnes ..	3 950	6 321
Plus de 500 personnes	611	1 048

ce qui donne, en pourcentage :

	%	%
De 11 à 50 personnes	77,8	76,3
De 51 à 100 personnes	11,0	11,8
De 101 à 500 personnes	9,7	10,1
Plus de 500 personnes	1,5	1,8

Quelle que soit la limite de telles indications, que ce soit à cause des sources ou des méthodes qui ont permis de les obtenir, on ajoutera que suivant l'I.S.R.E.S. (op. Cit.) la part relative des établissements de plus de cent personnes a augmenté entre 1906 et 1931 dans les industries de transformation, la manutention et les transports, le commerce et la banque; elle est restée stationnaire dans l'agriculture, et a diminué dans les « services publics industriels ».

Par contre de 1931 à 1936, on constate, d'après la même source, une diminution de l'importance relative des établissements de plus de cent personnes dans les mines et carrières, les industries de transformation, le commerce, les banques et les « services publics industriels ». Pendant ces cinq années, la part relative des petits établissements est en augmentation dans tous les secteurs, sauf manutention et transports.

Notons toutefois qu'une double évolution semble s'être produite; d'une part, le

mouvement de concentration paraît avoir été ralenti par la crise, à partir de 1931, mais d'autre part, il faut tenir compte de ce que le capital, en France, paraît avoir évité la forme d'entreprises concentrées, vulnérables et peu aptes à utiliser les formes artisanales ou de petite industrie existantes, que par contre le mode d'intégration par la sous-traitance permettait d'absorber sans briser les couches moyennes petites-possédantes, qui devenaient ainsi sans douleur salariées, avec une apparence d'indépendance.

Il n'empêche que la concentration financière demeurait particulièrement faible. Le tableau suivant indique, en pourcentage, la concentration des entreprises en capital, en 1911 et en 1936 (les chiffres sont multipliés par 5 en 1936 pour tenir compte de la dévaluation) :

Classes	Moins de 1 M	1 M à 2 M	2 M à 5 M	5 M à 10 M	10 M à 20 M	20 M à 50 M	Plus de 50 M
	%	%	%	%	%	%	%
1911.	12,5	16,0	30,3	18,3	11,4	8,2	3,3

Classes	Moins de 5 M	5 M à 10 M	10 M à 20 M	25 M à 50 M	50 M à 100 M	100 M à 250 M	Plus de 250 M
	%	%	%	%	%	%	%
1936.	23,0	19,4	26,7	14,5	8,9	6,4	1,1

Ici encore nous ne discuterons pas de la méthode et des incertitudes propres à de tels décomptes; l'indication de l'absence de concentration financière est suffisamment marquée.

C'est une économie où une agriculture archaïque et une industrie largement non concentrée jointe à un artisanat traditionnel jouent un rôle majeur, que la crise de surcapitalisation va frapper, en révélant la nécessité pour cette économie de s'adapter; la crise joue en France le rôle de révélateur, en même temps que de destructeur du système « équilibré » de l'économie française.

La crise mondiale bloque les exportations; en 1934, en francs constants, le total des exportations ne représente plus que 17,5 milliards, contre 34 avant 1914.

Les vieilles industries sont les plus touchées; les industries nouvelles perdent au plus la moitié de leurs chiffres d'exportation, de 1931 à 1934 :

	1931 Millions de Francs	1934 Millions de Francs
— Métallurgie, export	9 054	4 425
— Chimie, export	2 072	1 165

Au contraire, le chiffre d'exportation tombait de 1 à 1/3 pour cuirs et peaux (417 millions contre 1 233 millions) et de 1 à 1/4 pour bijouterie et œuvres d'art (233 millions contre 804 millions).

Tandis que cette diminution des exportations se produit, on assiste à une accélération des faillites (cuirs et peaux : en moyenne : 74 faillites trimestrielles en 1913, et 169 en 1933).

Pendant ce temps, la modernisation de l'outillage ne se fait pas; du fait de l'élévation des prix français par rapport aux prix mondiaux, mais surtout du fait de la persistance de taux de plus-value absolue très forts (dans les houillères, une progression des rendements humains est obtenue dans les années 30; elle est interrompue par les lois de 1936 sur la durée du travail).

Fait caractéristique, le secteur concentré se referme sur lui-même; en 1931, la métallurgie se regroupe au sein du Comptoir Sidérurgique de France, renouvelé en janvier 1932, jusqu'en novembre 1935; c'est un organisme corporatif pour les produits semi-finis, une entente de branche. De leur côté les houillères ont conclu en mai 1931 l'accord « interbassin ». Pendant cette période, de tels accords ne concernent que le secteur déjà concentré; le reste part à la dérive. Même le textile, suréquipé, est gravement touché, sa dissémination est sa perte.

Dès lors, un double phénomène apparaît; tandis que le capital concentré, en France, s'organise face à la crise, et s'apprête à fonctionner en autarcie, suivant l'exemple des pays plus industrialisés, les formes d'économie précapitalistes, dont nous avons pu voir l'importance en France, perdent soudain leurs débouchés traditionnels, et se voient perdues; les couches de producteurs ruraux, et surtout les couches moyennes de petits producteurs et petits commerçants se voient sur la pente qui les mènera à la prolétarisation. La vieille structure économique « équilibrée » risque de disparaître, et le prolétariat va enfin se trouver renforcé en France, de paysans expropriés, de boutiquiers déchus, et d'artisans sans commandes.

En effet, le capital national, devant la crise, commence à reporter ses échanges vers une zone non-capitalisée, restée jusque-là inexploitée : les colonies, où les possibilités d'accumulation de capital neuf sont immenses, et où les débouchés existent pour le secteur concentré, dont le lien avec le marché intérieur est momentanément rompu.

En pourcentage des importations totales, la part des colonies connaît en effet l'évolution suivante :

	1911-1913	1920-1922	1924-1926	1928-1930	1931-1933	1934-1935
	%	%	%	%	%	%
Importations d'Algérie .	4,75	3,75	4,25	5,5	11,0	11,6
Autres colonies	5,75	6,25	6,75	6,5	7,75	10,9

et pour les exportations, en pourcentage des exportations totales, mêmes années :

Vers l'Algérie	8	8	6	9	16	17
Autres colonies	5	6,5	8,5	9,5	12	14,2

On voit que, faute de pouvoir engager la compétition sur les marchés étrangers, et face à un marché intérieur trop limité, et dont en outre la production cessait d'avoir une valeur d'échange suffisante pour préserver le pouvoir d'achat, le secteur capitaliste se tournait essentiellement vers les colonies, zone de repli en attendant une hypothétique modification de la structure du marché interne.

Dès lors, c'est un véritable appel national que lancent les couches moyennes, dites « classes moyennes », pour sauver la vieille structure équilibrée, garante de la stabilité sociale en France. C'est là une alternative historique pour le capital dans ce pays : sauver le profit immédiat dans le secteur concentré, ou modifier la structure des rapports de production, en intégrant au capital des forces productives jusque-là laissées dans la périphérie, et qui cessent à présent de pouvoir survivre. C'est en réalité une contradiction que le capital est bien incapable de résoudre; face au danger de subversion généralisée, un vaste programme est mis en place, utilisant les structures politiques « de gauche », et tendant à regrouper pour la défense de la démocratie, économique et politique, tous les « opprimés », c'est-à-dire mettant en place un front de défense pour la conservation des structures « équilibrées », tout en assurant le maintien du profit du capital; le Front Populaire est prêt à entrer en lice.

Dès avant la constitution du Front Populaire, on assiste à une floraison planiste qui témoigne, de la fin de l'expansion capitaliste. Le capital ne va pouvoir dominer réellement les rapports de production en France qu'en battant le rappel des organisations de la classe ouvrière (considérée par ces organisations comme le capital variable volant au secours du rapport de production capitaliste), et des couches précapitalistes, en échange de la promesse à elles faite de ne pas être prolétarisées.

Parlant des remèdes et des plans proposés pour résoudre la crise, Nogaro, dans « La crise économique dans le monde et en France » (Paris, 1936) écrit :

« Malgré leur diversité, ces documents semblent dominés par une même inspiration; leurs auteurs sont obsédés par ce spectacle paradoxal : la misère au milieu de l'abondance. Ils voient au premier plan le chômage. Ils voient que, du côté de l'industrie, l'outillage et la main-d'œuvre pourraient aisément fournir plus de marchandises et que cependant on ne peut les utiliser que partiellement (...). Et comme dans ce régime économique que l'expérience paraît condamner, la coordination des activités productrices n'a d'autre régulateur que le mécanisme des échanges, ils considèrent qu'il faut placer, au moins au sommet de l'économie, une direction consciente. » (p. 279-281.)

Au centre de ce planisme, Henry de Man analyse la crise économique en termes de déclin du « capitalisme », et propose comme solution la participation de la classe ouvrière à la gestion du capital au niveau de chaque Etat national, au plus haut niveau, c'est-à-dire au niveau des décisions économiques et politiques. Ses « Thèses de Pontigny » présentées les 14-16 septembre 1934, sont un appel aux prolétaires, en vue de constituer un front national des producteurs, et une relance des antagonismes nationaux, considérés comme substitut à la lutte des classes.

Le plan de Man, rejetant aux oubliettes le capital, propose des richesses nationales à gérer; les principaux thèmes de l'époque, caractéristiques des différentes directions de repli que prend le capital, sont utilisées en un harmonieux mélange, de la nationalisation : arme contre les « monopoles », au corporatisme, moyen de gérer en tenant compte de « l'état actuel des forces sociales » en passant par la « large majorité » intéressée, qui regroupe les prolétaires et les classes moyennes. Il est utile de connaître ce plan :

« 1° La crise économique actuelle est une crise de régime. Elle résulte de ce que l'évolution du capitalisme, après avoir été progressive, est entrée dans un stade régressif. (Bien entendu, le capitalisme est ici considéré comme une richesse, c'est sa gestion qui est en cause; cette dialectique usée, ce vieil artifice de la richesse sociale qui cesse d'être profitable à tous, ont encore à l'époque l'aspect du neuf.)

« Cette évolution s'affirme principalement sous trois aspects :

« *a*) la prédominance du capital financier se substituant à celle du capital industriel;

« *b*) le régime des monopoles substitué à celui de la concurrence dans les positions de commande de la vie économique;

« *c*) le nationalisme économique substitué à l'expansion cosmopolite du marché mondial.

« 2° En vue de cette situation, le réformisme qui a pratiquement dominé le mouvement ouvrier jusqu'à présent, est devenu impossible. Les réformes de répartition sont devenues irréalisables, à moins de réformes de structure suffisamment radicales pour influencer le cours de l'évolution esquissée au n° 1.

« 3° Le mouvement ouvrier doit abandonner à l'égard de la crise économique son

attitude passive. Il doit remplacer sa doctrine déterministe, et au fond, d'origine capitaliste, des crises, pour une politique volontariste, dont l'objectif limité mais immédiat est de résorber le chômage et de vaincre la crise.

« 4° Les objectifs de cette politique doivent être fixés de façon à être réalisables par les moyens d'action dont on dispose dans le cadre national, et par la réorganisation du marché intérieur.

Tandis que le P.C. a mis en conserve la force révolutionnaire du prolétariat, les néo-socialistes font appel au " mouvement ouvrier ", c'est-à-dire à la dynamique des travailleurs, capital variable doté d'intérêts spécifiques, pour venir au secours du capital, menacé d'étouffement.

« 5° Pour fixer ces objectifs, il faut établir :

« *a*) une limite minimum en posant la question : quelles sont les conditions indispensables en vue d'une action efficace contre la crise dans le cadre national ?

« *b*) une limite maximum qui découle de la question : que peut-on faire, dans l'état actuel des forces sociales en présence, en vertu de communautés d'intérêts englobant une majorité suffisante de la population et pouvant se transformer en majorité politique ? (...)

« 6° La solution qui répond à cette double condition est un régime d'économie mixte (secteur nationalisé et secteur privé) pouvant être considéré comme intermédiaire entre l'économie capitaliste et l'économie socialiste.

« 7° Le principe qui peut donner à pareille économie mixte son unité et son dynamisme est celui de l'économie dirigée, c'est-à-dire de l'usage du pouvoir politique en vue de créer les conditions économiques d'une adaptation de la capacité de consommation à la capacité de production.

« 8° Cet objectif implique un double déplacement de l'accent dans la doctrine de la socialisation :

« *a*) la réalisation nationale cesse d'être subordonnée à la réalisation internationale et prend le pas sur elle, c'est-à-dire que l'étape actuelle de la socialisation ne peut-être que la nationalisation;

« *b*) l'essence de la nationalisation est moins le transfert de propriété que le transfert d'autorité ou plus exactement le problème de la gestion prend le pas sur celui de la possession, et les modifications du régime de la propriété sont fonction des modifications du régime de l'autorité requise par l'économie dirigée.

« 9° Pour que l'extension et le renforcement de l'autorité de l'Etat qui découlent de cette nouvelle fonction économique ne conduisent pas à un étatisme bureaucratique à l'intérieur et impérialiste à l'extérieur, il faut que l'Etat économique nouveau se constitue sous des formes différentes de celles de l'Etat politique ancien : organisation corporative autonome des entreprises nationalisées ou contrôlées par l'Etat, départementalisation des procédés de contrôle, révision de la doctrine des pouvoirs, etc.

« A la doctrine classique de la démocratie bourgeoise, qui ne correspond plus aux réalités actuelles, il faut substituer une doctrine nouvelle basée sur une conception

différente de la séparation des pouvoirs. L'exécutif gouverne, les institutions représentatives contrôlent. De même au sein de l'Etat économique nouveau en voie de constitution, les institutions représentatives, c'est-à-dire basées sur l'exercice du droit de suffrage universel, n'auront qu'un droit de regard et de contrôle; l'exercice du droit de gestion sera basé sur la délégation des pouvoirs par l'exécutif et la représentation des intérêts corporatifs.

On voit se profiler le souci d'obtenir une meilleure efficacité des forces productives, en les constituant en parti intégré à tous les niveaux, y compris politique, aux rapports de production, que chacun est chargé de faire fonctionner au mieux et sans à-coups.

« 10° En luttant pour la réalisation de ces objectifs, le mouvement socialiste doit abandonner ses préjugés ouvriéristes, qui sont devenus désuets depuis que l'évolution du capitalisme *a cessé de s'accompagner d'un accroissement continu du nombre des prolétaires.* L'objectif politique immédiat est la constitution d'une majorité qui en plus du prolétariat englobe une fraction aussi large que possible *des classes dites moyennes, sans attendre ni favoriser leur résorption dans le prolétariat, et en acceptant leur volonté de résister à la prolétarisation.*

Ainsi se dessine la stratégie du capital pour surmonter la crise; tandis qu'en Allemagne, pays « fasciste », les classes moyennes ont été ruinées et matées en attendant d'être prolétarisées, afin d'augmenter la masse de plus-value que le capital peut tirer pour compenser la baisse du taux de profit, dans les démocraties, le capital, incapable momentanément de prolétariser les couches moyennes sans heurts — le prolétariat n'ayant pas été maté — a recours à une autre formule : fixer les couches moyennes dans la défense de leurs propres positions, tout en détruisant la base réelle de leur importance dans l'économie; les lier enfin aux prolétaires dans la défense des structures actuelles du capital.

« 11° La constitution de ce front implique qu'il soit dirigé, non point contre le capitalisme dans son ensemble, mais contre ce qui, à l'intérieur du régime capitaliste, *constitue l'adversaire commun des classes travailleuses prolétarisées et non prolétarisées : le capitalisme monopoliste et en premier lieu le capitalisme financier.*

« 12° Dans les pays à démocratie politique, l'action à mener doit être basée exclusivement sur *l'emploi des moyens légaux* et constitutionnels pour la conquête par la persuasion, d'une majorité. Cette majorité n'est pas uniquement une nécessité politique; elle est surtout une nécessité économique, parce que le fonctionnement d'un régime d'économie mixte présuppose en tout état de cause un minimum de consentement. La « majorité économique » est au moins aussi indispensable que la majorité politique.

« 13° Aux programmes, il faut substituer le plan. Le succès de toute tentative d'économie dirigée présuppose un ensemble de mesures qui se conditionnent mutuellement et qui, pour se réaliser par étapes, doivent être échelonnées dans le temps. En outre, le plan, à la différence du programme, constitue à l'égard de tous ceux que l'on

veut y rallier par la propagande, un engagement précis d'utiliser le pouvoir en vue d'un objectif limité mais dont la réalisation doit commencer immédiatement et s'accomplir endéans une durée limitée.

« 14° La concentration de toute l'action du mouvement ouvrier sur cet objectif ne peut sortir tous ses effets qu'à conditions que les partis socialistes mettent la formule : « rien que le plan, tout le plan », à la base de leur stratégie politique, en affirmant qu'ils sont prêts à gouverner avec l'appui de tous ceux qui acceptent le plan, mais qu'ils se refusent à entrer dans un gouvernement qui ne satisfait pas à cette condition. »

C'est là l'archétype d'un gouvernement de front populaire, regroupant une large majorité sur la base d'une action économique visant à sauver le capital de la crise; c'est à la création de cette fameuse « économie mixte » que paraît être destiné le gouvernement de front populaire de 1936, et pourtant, aucune « réforme » du capital n'en est sorti; pourquoi donc ?

2. *Le Front Populaire et son action.*

Il n'est pas question ici d'analyser chacun des partis qui entrèrent au front populaire, soit pour participer au gouvernement, soit pour lui apporter leur soutien; ce qui nous intéresse, c'est qu'il existait des plans d'action, spécialement celui de la C.G.T., et aussi celui des néo-socialistes. On peut considérer que ces plans représentaient des possibilités d'adaptation du capital; les débats du congrès de la S.F.I.O., en mai-juin 1936, nous éclairent sur ce que le parti le plus « décidé » était disposé à faire.

Dans son intervention, Zyromski dit : « il est évident que nous allons au gouvernement, non pas pour nous contenter de gérer les intérêts de la société bourgeoise, mais pour attaquer la racine, le principe même de la structure du régime capitaliste ».

Ce que Marcelle Pommera (tendance « de gauche ») précise en disant : « la lutte pour vaincre la crise, est une lutte contre le régime. Si la crise naît de cette disproportion entre l'accumulation croissante et la sur-industrialisation, et cette restriction du pouvoir de consommation des masses, est-ce que vous pensez que les mesures contenues dans le programme du F.P. seront suffisantes ? Non, (...) il sera nécessaire de dépasser le programme du F.P.

(...) Il y a deux initiatives qui créent le fascisme : l'initiative capitaliste, ce n'est que trop simple : c'est la lutte contre cette baisse du taux de profit; mais du côté de l'initiative populaire, c'est le désespoir des chômeurs et le désespoir des classes moyennes prolétarisées.

(...) Nous disons donc : pour réaliser le programme du F.P., il faudra le dépasser. Et c'est là que devront intervenir nos plans, des congrès de Mulhouse et de Toulouse, et le plan de la C.G.T. »

A la tendance qui réclamait l'application des plans « socialistes » d'adaptation du

capital, L. Blum répondit :

« La société bourgeoise, sa ruine est en réalité déjà une chose accomplie (...). Un régime social est ruiné quand il est entré en contradiction irrémissible avec lui-même (...) il est ruiné quand les nécessités de la production sont devenues incompatibles avec le régime juridique de propriété qu'il a créé. Il est ruiné quand il est entré en conflit avec les exigences à la fois élémentaires et éternelles de l'intelligence et de la moralité humaines. Par conséquent, le changement, il se fera dans la virtualité des choses. Il est en grande partie déjà fait. »

Par un plaisant tour de passe passe, le président de séance conclut que le meilleur moyen de montrer la solidarité du parti avec L. Blum, c'était de stopper sur le champ le débat sur la politique générale; ainsi en resta-t-on dans la sphère des virtualités, par le triomphe de l'intelligence.

Le plan le plus intéressant, et qui pouvait être accepté par le F.P. était celui de la C.G.T.; Jouhaux, en 1935, le présentait ainsi : « (...) Au fascisme, il faut opposer une action positive (...) la tâche urgente, c'est d'agir sur les faits, d'infléchir dans une autre direction la courbe des faits qui à l'heure actuelle est favorable au fascisme. Il faut avant tout empêcher les masses de se laisser aller au désespoir. Car c'est de leurs déceptions profondes, générales, incurables, que le fascisme est né, là où il a triomphé. »

(...) la C.G.T. a donc essayé de tenir compte de toutes ces données. Elle a considéré qu'il ne suffisait pas de défendre les libertés démocratiques et la république, mais qu'il fallait les renforcer dans leur principe. En menant l'action la plus claire et la plus simple possible, capable de satisfaire les revendications populaire immédiates. Le Plan n'a pas d'autre but. » (Le but de la C.G.T. est bien d'empêcher que ne se précipite la ruine du capital par la dévalorisation générale, entraînant immédiatement la destruction en tant que producteurs des couches moyennes, artisans, commerçants, agriculteurs; le fascisme étant considéré comme le produit de la « déception », la C.G.T. veut sauver la situation, et éviter la révolution, en sauvegardant le capital; prise entre « fascisme », c'est-à-dire liquidation par la force des couches moyennes, et suppression de la classe ouvrière comme parti politique, et la révolution communiste, détruisant le rapport de production capitaliste, et donc le salariat, la C.G.T. choisit la voie « pacifique » de l'adaptation progressive des rapports de production, ce qui signifie la préparation des structures du capital concentré pour assimiler progressivement les couches précapitalistes, l'organisation de celles-ci afin d'assurer la valorisation de leur production, enfin l'augmentation de la productivité du capital variable permettant d'obtenir une plus-value relative plus importante; le tout accommodé à la participation ouvrière « à la direction de l'économie... Nous voulons un Conseil Supérieur de l'Economie, où la classe ouvrière ait un rôle actif et qui pourtant demeure consultatif. »

Comment obtenir cette adaptation des forces productives au capital; Jouhaux répond : « Il y a des forces que nous devons rallier à notre action. Allons-nous, surtout dans les campagnes, négliger ces éléments sains, mépriser leur horreur instinctive du

despotisme ? *mieux vaut concevoir une économie mixte, comportant un secteur nationalisé et un secteur privé, libre si l'on veut, mais dans la limite permise par le secteur nationalisé.* » (Les passages de Jouhaux, comme ceux qui suivent, sont extraits de : « la crise et le plan » — 15 conférences et études sur le plan de la C.G.T.; 1935.)

La nationalisation est en effet le maître-mot de la C.G.T.; G. Lefranc explique : « impossible de surmonter la crise si l'on ne substitue pas à la recherche du profit, la satisfaction des besoins (...) Une entreprise est nationalisée lorsqu'elle n'est plus exploitée qu'en vue des besoins de la communauté et qu'elle n'a d'autre but que de procurer aux consommateurs le maximum d'utilité et d'économie. » (On devra donc supposer que la nationalisation supprime la loi de la valeur, qui est pourtant à la base du fonctionnement du capital.)

Cependant, il ne s'agit que de nationaliser le secteur concentré, dont nous disions qu'il tendait à se refermer sur lui-même; en effet : « la socialisation intégrale est, dans l'état actuel des choses, impossible; elle l'est — politiquement par les résistances invincibles que susciterait nécessairement, en particulier dans les campagnes, tout programme de ce genre, même camouflé; — économiquement parce qu'il est admis depuis Marx que la socialisation ne peut s'appliquer que là où la concentration s'est opérée; et vous savez que ce n'est le cas, ni dans l'agriculture, ni dans le commerce de détail, ni dans un certain nombre de branches industrielles; — socialement parce que la socialisation pose, avant tout un problème de capacité économique et technique (...) que l'état actuel de nos cadres ne permettrait pas d'organiser. »

Nous laissons aux lecteurs le soin d'apprécier les arguments; ce qui nous intéresse, c'est le refus de modifier la structure économique, plus précisément, le refus de précipiter une évolution qui entraînerait l'accentuation de la dévalorisation du capital.

Ce que la C.G.T. veut nationaliser, c'est donc le secteur dont l'évolution trop unilatérale conduit à l'isolement, et à la menace à court terme d'asphyxie; en particulier la sidérurgie est menacée par le « comité de forges qui domine l'Etat », et qui risque d'empêcher, pour la poursuite d'un profit immédiat, le travail d'adaptation du capital.

En effet, comme l'explique L. Zoretti : « le capitalisme dirigeant n'est pas... épargné (par la crise). Le capitalisme; même s'il ne sait pas encore bien choisir entre les diverses issues qui s'offrent à lui, sait bien, en tout cas, qu'il ne pourra se prolonger en tant que régime qu'en demandant de très lourds sacrifices à la classe ouvrière (...) Le concours de l'Etat est nécessaire pour cette opération et pour d'autres (...) »

Il est donc possible pour les organisations de la classe ouvrière de se pousser en avant pour faire le travail que les patrons ne pourraient pas faire seuls. Ce que se propose la C.G.T., c'est un « changement dans le rapport de production » (« le plan de la C.G.T. » — conférences de l'institut supérieur ouvrier) qu'elle explique ainsi : « Aux Etats-Unis, la production manufacturière passe de 100 en 1919 à 142 en 1929 alors que le nombre de travailleurs occupés est descendu de 100 à 94, soit une augmentation de 50 % du rendement de chaque ouvrier. Pendant ce temps, le salaire n'a pas augmenté de 50 %, il a

au contraire diminué (...) Le plan de la C.G.T. se propose de rétablir l'équilibre entre la production et la répartition ».

C'est-à-dire augmenter, en France la productivité dans le secteur concentré, et obtenir ainsi une plus-value-relative plus importante, d'autant plus que cela s'accompagne du maintien en place des rapports de production précapitalistes, dont il va s'agir de revaloriser la production; c'est donc aux prolétaires à fournir un travail supplémentaire, permettant de payer les couches précapitalistes au-delà de la valeur de leurs productions, valeur d'échange devenue insuffisante pour leur permettre de survivre en tant que couches non prolétarisées. La tâche est donc non seulement d'augmenter la productivité du secteur concentré mais encore d'empêcher la concentration du prolétariat; il faudra donc faire supporter aux prolétaires tout le poids de la transformation envisagée de ce « rapport de production ».

Vis-à-vis des « classes moyennes », la conduite à tenir est la suivante : (d'après L. Laurat, « disciple de R. Luxembourg ») :

« Le capitalisme est en déconfiture. On se rend de plus en plus compte de la nécessité d'une transformation radicale s'attaquant à la structure de notre système économique.

(...) Mais pour la réaliser, il faut que la grande majorité du peuple la désire. Ce n'est pas du crétinisme parlementaire (nous voilà avertis !). Toute reconstruction de l'économie s'inspirant de principes collectivistes est vouée à l'échec si la grande masse se tient à l'écart.

(Contrairement aux apparences, il n'y a là aucun crétinisme parlementaire; tout au plus un incontestable crétinisme organisationnel; d'autre part, qu'est-ce que la « grande majorité du peuple » ? Si la classe ouvrière fait partie de cette majorité, c'est qu'il existe pas de prolétariat, qui tendrait par son mouvement historique, à se nier en tant que capital variable, et à abolir le salariat) » (…)

« Anatomie de la société française : sur une population active de 21 millions, il y a environ 10 millions de salariés. Sur ces 10 millions, on compte environ 5,5 millions de prolétaires industriels, un demi-million de salariés dans les transports, et 2,5 millions de prolétaires agricoles (à cela s'ajoutent les employés du commerce, des services publics, et les professions libérales.)

(...) les classes moyennes proprement dites comprennent environ 7,5 millions, dont 5 millions d'agriculteurs, 1 million d'artisans, un demi-million de petits patrons industriels, et près de 1 million de petits commerçants. (...) Il ne servirait à rien de vouloir gagner (les classes moyennes) au Plan du Travail (le plan de la C.G.T.) si ce plan était incompatible avec leurs intérêts objectifs;

(Il est permis de se demander quels sont les intérêts « objectifs » de ces couches moyennes, dont la situation réelle est d'être en voie de prolétarisation; il est plus sérieux de dire que l'intérêt réel du capital est de préserver leur situation, faute d'avoir, en France dans cette période, la possibilité de l'intégrer et pérennisant ainsi la division entre

prolétaires et couches moyennes, arme de choix du capital.)

« Le terme de classes moyennes peut prêter à confusion (...) ce qui complique les choses, c'est que à côté des « vieilles classes moyennes », il existe ce qu'on appelle les « nouvelles classes moyennes ».

(Laurat veut montrer qu'il faut rallier aussi bien les anciennes que les nouvelles « classes » moyennes : « les vieilles classes moyennes peuvent être mobilisées contre la crise aux côtés du prolétariat » parce que le « grand capital » les ruine; les nouvelles classes moyennes, elles, sont estimées hostiles à la classe ouvrière malgré la surproduction d'intellectuels; toutefois, Laurat estime que leur « opposition à l'égard du capitalisme parasitaire, par lequel ils se sentent exploités, rend leurs intérêts parallèles à ceux du prolétariat ».)

Aussi, entre ces deux écueils : agir sans les classes moyennes, et agir sur leurs position, il convient : « d'élever les classes moyennes au niveau des revendications spécifiquement prolétariennes, de les mobiliser pour ces revendications dans lesquelles le prolétariat apparaît comme leur guide naturel » (pour la lutte contre la capitalisme monopoliste et financier, par la nationalisation du crédit et des industries-clés.)

Quant aux paysans; le problème est le même : il faut préserver la production agricole précapitaliste : « Comment le plan lutte-t-il contre la surproduction et la baisse des prix agricoles ? on peut racheter les surplus de stocks agricoles avec le produit d'une dévaluation (cependant, le Plan ne prévoit pas de dévaluation); le Plan vise à sauvegarder le type de production agricole, en procurant un juste prix à la production. »

Il s'agit bien une fois de plus d'envoyer les prolétaires en avant pour soutenir le capital en constituant un front commun des exploités, en vue d'améliorer les structures du capital national sans bouleversement.

En définitive, ce plan trouve son principe directeur dans la nationalisation, non pas pour « socialiser les richesses », mais bien pour permettre le développement harmonieux de la pro[duc]tion, aussi :

« (Le Plan de la C.G.T.; conférences de l'Institut supérieur ouvrier; p. 48.) Seules seraient nationalisées de très grandes industries qui tirent leur nom de « clé » du fait qu'elles commandent l'économie tout entière. Le plus simple est de les énumérer.

D'abord les industries extractives, charbonnages, mines de fer, ajoutons y les pétroles. Ensuite la production de l'énergie thermique et hydraulique et encore les transports. Enfin la sidérurgie et peut être ce qu'on appelle la grande industrie chimique. » (Ceci appelle une remarque : les secteurs cités sont, d'une part les secteurs qui ne rapportent plus rien, dans lesquels le taux de plus-value est tombé si bas que le « grand capital » s'en désintéresse : les transports, les industries extractives en sont les meilleurs exemples; d'autre part les activités de base comme la sidérurgie, ou la grande industrie chimique, où le capital installé est très important, où la part du capital variable est faible, et où les nécessités de renouvellement du matériel impliquent des frais très élevés, tandis qu'on peut fort bien, en cas de nationalisation, reporter la réalisation de plus-value, dans le

secteur de la transformation, aussi bien métallurgique que chimique.)

« Comme on le voit, celles de ces industries qui produisent, ne produisent pas, ou produisent peu pour la consommation immédiate, elles livrent des produits qui servent de matières premières aux industries secondaires de transformation. *Ce sont ces dernières, tantôt modestes, tantôt importantes, que nous ne songeons pas* à *nationaliser.* »

La suite est encore plus claire : « *Avantages de la nationalisation :* (...) *l'avantage il est dans la possibilité de diriger le profit et de diriger l'accumulation...* C'est d'une manière continuelle que la recherche scientifique améliorera les conditions de la production tandis que dans le système actuel la recherche technique est par exemple totalement arrêtée en période de crise... »

Pour compléter le tableau, le Plan prévoit la nationalisation du crédit pour lui « restituer le rôle qu'il aurait toujours dû avoir, c'est-à-dire : 1° guider et aider la production en fonction des besoins économiques de la collectivité (c'est-à-dire, comme plus haut : l'accumulation du capital); 2° drainer, canaliser la circulation des capitaux dont le courant actuel est tumultueux (ce qui, en clair, signifie que l'argent se valorise, en dehors de toute production réelle, en se portant d'un jour à l'autre sur du capital réel : entreprise, secteur d'activité, pour en tirer une plus-value fictive.) (= capitaux « flottants »); 3° délimiter d'avance les effets des crises en les prévoyant (cela suffirait-il à empêcher la dévalorisation du capital ?)

Parlant du plan Déat, Laurat écrit : « on compte sur les monopoles capitalistes et on espère que la monopolisation internationale permettra d'organiser l'économie mondiale ». Laurat avait écrit (dans « la critique sociale », n° 3; oct. 1931) contre les plans qui tendaient à diriger l'économie capitaliste, que :

« L'analyse théorique démontre que le problème de l'économie dirigée est insoluble dans le cadre du capitalisme. La pratique confirme cette constation. »

Dans « la crise mondiale » (1935), il écrit : « le planisme répond à la nécessité de soustraire les classes moyennes à l'emprise que le fascisme est parvenu à exercer sur elles dans nombre de pays, (en constituant...) un front populaire aussi vaste que possible englobant toutes les victimes de la crise et susceptible de déployer le maximum de force pour expulser le capital monopoliste et financier de ses positions dominantes. »

(Notons à propos de plans, qu'il en existait plusieurs proposant la valorisation des colonies « pour les substituer aux débouchés défaillants de l'Europe » parmi les auteurs de ces plans, citons Georges Valois, B. de Jouvenel, le tout étant par ailleurs assorti d'action commune européenne vis-à-vis des colonies afin, sans doute d'amortir les frais.)

Avec le plan de la C.G.T., le Front Populaire disposait du moyen nécessaire pour accomplir l'évolution que réclamait alors le capital; c'est-à-dire :

1° assurer l'aménagement des structures du capital concentré pour permettre dans une phase ultérieure, l'absorption sans heurt du secteur précapitaliste;

2° organiser les couches précapitalistes en revalorisant leur production de manière à éviter leur liquidation;

3° intégrer les prolétaires dans le capital de manière plus complète en les contraignant à la gestion, et à la défense du secteur improductif (de plus-value) afin d'assurer le relais du « capitalisme financier » qui commençait à s'en désintéresser du fait de la baisse du taux de profit; du même coup, on pouvait aboutir à faire admettre par le prolétariat, grâce aux charmes de la concertation, que l'époque « sauvage » du capital était terminée, qu'il fallait oublier le passé et accéder à l'époque « civilisée », à la participation du travail et du capital à la gestion des « richesses nationales ».

Mais les choses ne sont pas si simples; le capital a ses lois, ses exigences; son fonctionnement divise ceux qui le subissent; le Front Populaire en fit l'expérience; et d'abord les couches moyennes avaient leurs propres exigences qu'expose Henri Clerc (dans : « pour sauver les classes moyennes » — les grands problèmes du jour, n° 2).

« Les classes moyennes sont cette masse de français à la fois travailleurs et possédants qui ont la technicité, la responsabilité ou le risque. »

« Par-là, comme le constate Jules Romains, leurs intérêts ont toujours été liés à ceux de l'ordre et d'une certaine conservation sociale. Par-là, elles ont une défiance de toute mesure qui, tendant à réduire les privilèges des puissances économiques, pourrait atteindre soit la propriété, soit l'autorité patronale, non seulement dans les grandes, mais aussi dans les petites entreprises. »

Evidemment, le grand absent de tous les projets de la « gauche », c'est le prolétariat, qui est supposé inactif, obéissant aux nouveaux « patrons », c'est-à-dire la social-démocratie au pouvoir; mais les « socialistes » sont les seuls à penser qu'ils pourront stopper le mouvement du prolétariat, les autres, et en particulier les représentants des intérêts des couches moyennes n'ont pas confiance; privilégiés par le capital, ils sont là pour rappeler le danger de subversion révolutionnaire.

Donc, les couches moyennes ainsi préservées de la prolétarisation ont leur propre dynamique; elles veulent être sauvées ce n'est pas tout de les maintenir à l'écart du prolétariat, il faut encore leur permettre de tenir leur place dans la production. A partir du moment où on décide de s'appuyer sur elles, il faut leur donner une raison d'approuver la concentration capitaliste, et donc leur réserver un secteur de production, où elles ne perdront rien de leur importance.

H. Clerc le dit : « Comment se fait-il que soudain cette question (des couches moyennes) soit devenue primordiale dans notre politique intérieure..., celle que le gouvernement doit résoudre ou tout au moins tenter de résoudre s'il ne veut pas aller au pire échec ! » (on devine ce que serait cet échec; pour l'auteur, c'est le fascisme, arme de chantage contre le prolétariat).

« La situation critique des classes moyennes ne date pas de juin 36. Observons tout d'abord que les classes moyennes ont subi depuis déjà plusieurs années le dur contrecoup des événements économiques. Il n'y eut pas moins de faillites ou de liquidations forcées de commerçants et d'industriels en 1933, 1934, 1935, qu'à partir du milieu de 1936... La politique de déflation, entraînant restriction de dépenses et prime à la thésaurisation, à

l'oisiveté des capitaux, ne fut pas moins pénible pour les professions libérales que la politique de réflation pratiquée par le Front Populaire (...) Mais avant l'arrivée de L. Blum au pouvoir, on peut dire que toutes les catégories de français... à l'exception des industriels du secteur « abrité » : électricité, sidérurgie, sucrerie, produits chimiques ou pharmaceutiques, pétrole, etc., furent réduits à la même portion congrue. »

« Les classes moyennes sont mécontentes, seuls les ouvriers ont été favorisés par les lois sociales, *il faut fédérer les classes moyennes.* »

Et voilà la reconnaissance de ceux qu'on sauve de la noyade ! cependant, il se dégage ici une tendance très intéressante, visant à organiser les couches moyennes, visant à assurer par une première étape leur intégration dans les rapports de production capitaliste; le but étant de constituer, à côté du secteur concentré, un secteur de production non concentré, constituant un facteur d'équilibration du rapport de production capitaliste devenant explosif, capable de jouer auprès des couches précapitalistes en danger de prolétarisation le même rôle de frein que les organisations « ouvrières » auprès des prolétaires.

« La crise de l'autorité en France est le résultat de la crise du régime économique et social, le capitalisme libéral.

« Devant la carence de ceux qui tiennent les fameux leviers de commande, la fraction la plus évoluée du prolétariat, celle que groupe dans ses syndicats la C.G.T., s'émeut et propose des mesures pour éviter le progressif enrayage de l'organisme économique. Déjà dans le passé, c'étaient les syndicats qui, pour avoir obtenu du patronat les augmentations de salaires donnant aux producteurs des clients mieux fournis de pouvoir d'achat, avaient retardé d'une génération la grande crise de mévente (et la grande crise du capital, peut-être). *Cette fois, la C.G.T. élabora un plan qui, considéré par les maîtres d'hier comme marxiste, reste en vérité imprégné de l'esprit capitaliste* (...) Arrivent les élections de mai 1936, faites sur un programme anachronique ne comportant pas de véritables solutions aux questions monétaires, financières, et économiques qui vont implacablement se poser devant la nouvelle majorité. »

Clerc constate alors l'effet sur les classes moyennes de la crise : « en 1936 : près de 45 % des français ont un pouvoir d'achat moindre aujourd'hui qu'il y a un an; essentiellement les chefs des petites entreprises industrielles, commerciales et rurales (6 millions, et en comptant les membres de leur famille travaillant avec eux : 8 millions). »

Il constate alors « le déclin des classes moyennes » : « En Allemagne, depuis l'annulation de l'ancien Mark, il n'y a pour ainsi dire plus de classe moyenne... En Italie, elle végète dans une gêne grandissante, sous l'abri précaire de l'autarcie... »

Et il conclut : « *Ce morcellement des entreprises, qui a été un facteur puissant de stabilité et de richesse autrefois, constitue aujourd'hui un obstacle à notre intégration dans un monde où la grande usine, l'immense champ de culture concentrent l'effort mécanique.* »

Il faut, d'après lui, augmenter la capacité du marché intérieur français, afin que le

pays puisse équilibrer ses échanges avec l'extérieur; pour cela il faut augmenter les salaires, les crédits, organiser la production industrielle et la production agricole, fixer à ces productions des prix « rémunérateurs »; peu importe que les prix internes soient au-dessus des prix mondiaux, si cela permet d'élargir le marché intérieur. C'est là une proposition visant à pérenniser une économie dualiste en France : un secteur concentré; un secteur précapitaliste, mais organisé au sein d'un marché national, et dont la production serait réglementée.

Pour rendre cette organisation possible, il faut obtenir un regroupement des petits producteurs; c'est ce à quoi tend *le projet de confédération des classes moyennes* : « une confédération solide des classes moyennes n'est donc réalisable qu'à condition de fédérer seulement ceux des citoyens « classes moyennes » qui veulent faire passer leur intérêt de travailleur avant celui de possédant. »

« (Cette organisation) ne constituerait pas un bloc rival de la C.G.T. Les deux puissantes masses composées, l'une de petits patrons, travailleurs de carrières libérales, de cadres de maîtrises (qui sont ainsi regroupés avec les petits possédants; c'est un moyen de les désolidariser d'avec les autres travailleurs) et de ruraux, l'autre de salariés, n'auraient comme adversaires que les grands privilégiés, les trusts et les individualistes à tout crin qui croient encore que l'on peut rétablir l'ordre des choses de 1910. »

Cette tendance est encore précisée par l'hebdomadaire « l'Entente » qui publie un article sur les classes moyennes où on trouve :

« Ennemies de la féodalité et des privilèges, les classes moyennes demandent à être défendues contre le grand capitalisme (...) Les classes moyennes déplorent que sans vergogne on ait dressé la classe ouvrière contre le petit et le moyen patronat, qui est lui même au bord de la misère. Elles estiment que c'est au sein de la corporation ou du syndicat de base que patrons et ouvriers doivent régler, dans un esprit de compréhension mutuelle, les litiges qui surgissent. Cette idée conduit à la nécessité d'organiser les professions, de les unir, d'en dresser les statuts, de réaliser enfin la propriété personnelle. » (Article signé : Vernon.)

C'est cette fois le principe de la corporation qui est mis en avant, de l'organisation des entreprises, chacun à sa place et avec ses intérêts respectifs, tous unis contre le capitalisme impersonnel; en un mot la communauté de travail enfin mise sur pied.

Enfin, Clerc condamne la « course au plus bas prix », résultat du machinisme; le poids des couches moyennes sur le ralentissement de la concentration du capital, afin de retarder la dévalorisation se fait ainsi sentir par l'exigence de l'organisation de la petite entreprise, dans laquelle, en supplément, les prolétaires sont noyés parmi les éléments des couches moyennes qui les encadrent, et se posent en médiateurs entre le travailleur et le capital « inhumain ».

Un autre plan, lui aussi dérivé des thèses de Henri de Man, et de ce qu'on appelait « néo-socialisme », rejetant le « marxisme dépassé », avait été élaboré; il participait du courant antiouvriériste et fusionniste qui préconisait l'alliance de tous, producteurs et

consommateurs, pour gérer au mieux les « richesses » qu'avait apporté le « capitalisme »; c'était le plan du groupe dirigé par Déat.

Le même Clerc, l'homme des classes moyennes analyse ainsi ce plan, qui, faut-il le dire, recueille toute sa faveur : (nous résumons son analyse).

a) les buts visés :

— Favoriser le développement maximum de toutes les productions désirables et assurer la distribution totale des produits et services obtenus : cela oblige à établir la prédominance de la richesse en formation par le travail sur la richesse acquise;

— Répartir le travail nécessaire à la production entre les humains les plus aptes à l'exécuter, tout en assurant aux autres une part équitable de ces productions en fonction de leurs besoins et de leurs mérites;

— Assurer aux revenus les plus bas une priorité d'accroissement afin de réduire progressivement les inégalités sociales, sans porter atteinte à la sécurité et la dignité des classes moyennes;

— Rétablir entre nations la paix économique pour contribuer à assurer la paix générale.

b) les principes admis :

— Les revenus et le pouvoir d'achat : les revenus correspondent aux sommes versées par les consommateurs de biens ou de services; donc il existe deux moyens d'augmenter les revenus : 1° augmenter continuellement les quantités vendues; 2° augmenter continuellement les prix des productions arrivées à satiété; cela, tant que la consommation de toutes ces productions désirables n'aura pas atteint le point de saturation.

— Quant au pouvoir d'achat, défini comme le rapport entre revenus et prix, il peut augmenter si les prix diminuent plus vite que les salaires (déflation), mais le plan permettra de l'augmenter par une majoration des revenus plus forte que celle des prix (ceci constitue une intéressante prémonition de l'échappatoire trouvé par le capital pour échapper à la dévalorisation des valeurs d'échange produites en quantités toujours plus grandes).

c) moyens préconisés :

— Le prix social, ou juste prix, qui contiendra la valeur des matières incorporées, la rémunération normale du capital investi, les salaires, le bénéfice du patron et la quote-part des charges fiscales et sociales de la collectivité;

— Monnaie et crédit : une politique d'expansion monétaire ou d'expansion de crédits doit être pratiquée par l'Etat (cet article et le suivant impliquent la pratique constante de l'inflation comme transfert de la dévalorisation dans la sphère monétaire);

— Politique des prix : on veillera à maintenir constamment une légère tendance à

la hausse des prix;

— Tout cela implique une réforme de l'Etat, à deux niveaux ; un niveau central politique, et un niveau d'exécution technique, non politique. « *Le pouvoir politique reste souverain; mais il appelle à son aide dans l'intérêt national, toutes les forces organisées du pays et donne à leurs représentants, sous un statut défini par lui, une place dans l'Etat.* »

Voilà, en fait, où menait le planisme; voilà où menait la participation de la classe ouvrière à la gestion du capital, aux côtés des couches moyennes; voilà, enfin, ce que signifiait une production « socialisée » et gérée suivant l'intérêt de la « communauté ».

La tendance visant à faire passer dans les rapports sociaux la domination réelle du capital en France, c'est-à-dire à intégrer toutes les classes à la gestion du capital, afin de faire de ce rapport de production la véritable communauté reliant à elle seule les hommes et les groupes entre eux, se généralisait dans cette période; témoin, les thèses de F. Christin, (dans « les grands problèmes de l'heure », 1935) qui prévoit :

Un nouveau code du travail : 1° « réduction obligatoire des heures de travail, réduction entraînée par le perfectionnement technique, la rationalisation du travail et la sous-consommation; 2° l'obligation pour les employeurs et l'Etat, d'un système d'assurances sociales plus large et plus équitable; 3° la participation obligatoire du travailleur aux bénéfices de l'exploitation et de la production (p. 69-70).

La coopération capital-travail : « les systèmes individualistes ont vécu (...) le capital-travail sera, et à égalité du capital-argent et du capital-machine, inscrit comme une des grandes forces productives, et l'usine ne sera plus qu'une coopérative du travail (…) D'ailleurs la destruction du préjugé monétaire — et par conséquent la destitution du pouvoir de l'argent — amènera l'homme à associer, à égalité, le capital humain et le capital argent. » (p. 70)

(La mystification de l'association entre l'homme, l'argent et la machine, est le propre du passage du capital à son stade de domination réelle sur la société; à ce stade, en effet, la réduction du temps de travail absolu devient — en principe — possible, et la généralisation du salariat sous la double forme du salariat prolétaire et du salariat de couches moyennes, le premier extrayant la plus-value, le second la réalisant, entraînent progressivement la suppression du secteur a-capitaliste dans le marché intérieur de chaque capital national, et obligent en conséquence le capital à organiser de plus en plus la consommation des produits par les producteurs eux-mêmes.)

Le rôle de l'Etat : « De plus en plus le patronat et le capitalisme réclameront le secours effectif et souvent pécuniaire de l'Etat; il est juste qu'en retour, ils acceptent une réglementation du travail plus équitable et plus conforme aux aspirations humaines et au progrès social. Et si les masses encore insuffisamment éduquées n'ont pas encore réalisé l'unité de front nécessaire pour l'imposer, cela ne tardera guère. » (p. 71)

(Ceci est la conséquence de cela; il est évident que c'est une tendance « pure » du capital qui est développée ici; c'est encore en France dans cette période, une tendance

partielle qui ne tient pas compte du manque de cohésion du capital national, et de son incapacité, à ce moment, d'intégrer les couches précapitalistes, ce qui serait sa seule chance de surmonter — momentanément — la dévalorisation qui sape sa base.)

Les bons-produits et les bons-travail : dans cette optique, C. estime que la reprise économique étant basée sur la circulation monétaire, et celle-ci faisant défaut, il faut créer un nouveau système d'échange (appelé « truchement ») et gagé : 1° sur la production et la richesse naturelle du sol; 2° sur la faculté de travail de l'homme.

Les bons-produits « représentant une valeur en nature, valeur calculée et basée sur la richesse des produits du sol et du sous-sol » constituent « sous la forme d'un bon, une partie de la production naturelle, circulant à la place du métal. »

Les bons-travail : « le travail de l'homme lui aussi, a une valeur intrinsèque, au même titre que les produits naturels ». (C'est trop d'honneur !) On établirait une relation entre le travail de l'homme et son évaluation en produits de subsistance; les deux sortes de bons seraient interchangeables; enfin, ces bons permettraient le crédit.

***

Devant tout cela, quel était donc le programme économique du Front Populaire ? Nous empruntons le catalogue des mesures envisagées à A. Sauvy (Histoire économique de la France entre les deux guerres, T. 2).

1° *Restauration de la capacité d'achat :*

a) Contre le chômage et la crise industrielle :

— Institution d'un fonds national de chômage;

— Réduction de la semaine de travail, sans réduction du salaire hebdomadaire;

— Appel des jeunes au travail, avec régime de retraite aux vieux;

— Exécution rapide d'un plan de grands travaux d'utilité publique citadine et rurale, associant ressources publiques et privées.

b) Contre la crise agricole et commerciale :

— Revalorisation des produits de la terre, avec une lutte contre la spéculation et la vie chère, pour réduire l'écart prix de gros/prix de détail;

— Création d'un office interprofessionnel des céréales pour lutter contre la spéculation sur les producteurs et les consommateurs;

— Soutien aux coopératives agricoles.

2° *Epargne et crédit :*

« Contre le pillage de l'épargne, pour une meilleure organisation du crédit » :

— Réglementation de la profession de banquier, du bilan des banques et des sociétés anonymes;

— Réglementation des pouvoirs des administrateurs des sociétés anonymes;

— Interdiction aux fonctionnaires en disponibilité ou retraités, d'appartenir aux conseils d'administration des sociétés anonymes;

— Suppression du conseil des régents de la Banque de France, etc...

3° *Assainissement financier :*

— Révision des marchés de guerre, en liaison avec la nationalisation des industries de guerre;

— Répression du gaspillage dans les administrations civiles et militaires;

— Réforme démocratique du système des impôts, comportant une détente fiscale en vue de la reprise économique et création de ressources par des mesures atteignant les grosses fortunes (sur leurs revenus);

— Suppression de la fraude sur les valeurs mobilières;

— Contrôle des sorties de capitaux et répression de leur évasion, allant jusqu'à la confiscation des biens dissimulés à l'étranger ou de leur contre-valeur en France.

A ce programme qu'on pourrait qualifier en générale de simple programme d'assainissement de l'économie, le parti socialiste voulait ajouter :

— Contrats collectifs et congés payés (ce qui fut obtenu, comme on sait);

— Nationalisations (mines, grandes industries, transport, guerre, etc.);

— Le déficit budgétaire;

— Fiscalité : suppression des impôts existants, remplacés par un impôt sur la dépense, sur le revenu global, et sur les successions.

Cet apport au programme était déjà plus avant dans la ligne de la réorganisation des forces productives et des moyens de production en vue d'une adaptation ultérieure visant à intégrer les couches moyennes, et avec pour but à long terme la réalisation de la communauté de travail, dont nous avons vu les principaux aspects.

Mais, comme on le sait, le Front Populaire regroupait autant, sinon plus, de forces passéistes, que d'éléments décidés à pousser en avant une adaptation au capital.

3. « *Socialisme* » *ou* « *fascisme* ».

Dans un ouvrage très révélateur, le néo-socialiste Déat (« le Front Populaire au tournant »; 1937) explique ce que représentait, selon lui, cette expérience de la « gauche » au pouvoir; sur la situation des socialistes en 1936, il écrit :

« On pouvait être conduit, par une victoire électorale et par le jeu du régime parlementaire, à assumer le gouvernement. Mais qu'y ferait-on ? Tout au plus pourrait-on extraire tout ce que le capitalisme contenait en lui de possibilités de réformes, d'améliorations, voire de justice sociale, en allant jusqu'aux limites extrêmes où le régime cesserait d'être lui-même, se détruirait à force de concessions. Autre chose était la révolution (...) »

Après la chute du premier gouvernement Blum, il apprécie ainsi la situation :

« Les communistes sont en un sens les plus modérés de tous : nous avons dit comment ils refusèrent les réformes prévues au plan de la C.G.T., tout en proposant des mots d'ordre assez facilement démagogiques, comme « faire payer les riches » (« le rôle du parti communiste étant étudié dans un autre article, nous y renvoyons le lecteur). Ils ne se montrent pas enthousiastes du tout en ce qui concerne « l'avenant » au programme; ils affirment que toute retouche est d'abord inutile, tant que le programme n'est pas épuisé, et il ne l'est pas. Ensuite ces mises au point ne peuvent que rendre plus délicate l'entente nécessaire et compromettre l'unité du rassemblement populaire (...) les mêmes communistes, si conciliants, si modérés, ont cependant besoin de garder à toutes fins utiles, leur emprise sur les masses, de continuer à apparaître comme les plus à gauche, les plus authentiquement révolutionnaires, tout en multipliant les déclarations « nationales ». »

(Dans une période d'adaptation et de transition, les organisations de la classe ouvrière « réformistes » apparaissent ce qu'elles sont réellement; c'est-à-dire contre révolutionnaires; en effet, dans une telle période, la réponse du prolétariat au capital est naturellement de refuser, et par conséquence dialectique de poser en fait la négation du salariat; les organisations, dans cette période, jouent alors leur rôle pour contraindre le prolétariat à l'adaptation, et l'obliger à jouer son rôle de capital variable; c'est dans cette mesure qu'on peut parler de phase contre-révolutionnaire. Il n'y a pas de phase contre-révolutionnaire autrement que comme négation de la tendance révolutionnaire qui apparaît d'abord au sein du prolétariat, de qui dépend à ce moment la rupture du rapport de production *devenu plus fragile.*)

Sur la nouvelle expérience Blum, Déat écrit :

« On se dirige de plus en plus vers une économie réglementée et organisée.

« Il faut maintenir la confiance ouvrière et regagner celle des classes moyennes (* c'est-à-dire que c'est la tâche de Blum). »

Sur le syndicat : « il ne s'agit pas de « collaboration de classes » pas plus d'ailleurs que de lutte systématique, prenant son origine dans des conceptions théoriques. Il s'agit d'une confrontation permanente d'intérêts et de puissance. L'avenir dira qui l'emportera (...) la classe ouvrière fera elle-même son avenir ».

Et sur les classes moyennes :

« Patronat et classe ouvrière ne sont pas tout le pays; on fera bien de se préoccuper, et fort sérieusement, du monde paysan et des classes moyennes, quelque peu négligées depuis un an (* c'est-à-dire depuis mai 1936). Les agriculteurs dans l'ensemble ont été satisfaits de l'office du blé. On peut étendre le procédé en l'assouplissant, à d'autres productions. On peut aussi, selon une direction dessinée naguère, mais dans laquelle on n'a pas persévéré, *envisager un régime souple et généralisé de contrats collectifs entre producteurs, entre producteurs et consommateurs.*

« Et c'est sans doute cette formule qui fournira le moyen d'associer parfois les

efforts des artisans, du petit commerce et de la petite industrie... » (Ici, Déat renvoie à H. Clerc et à ses projets de confédération des classes moyennes).

***

Déjà le congrès de 1937 de la S.F.I.O. rappelait (congrès des 15-18 mai à Marseille) cette motion d'unanimité :

« Le parti socialiste a parfaitement conscience des réalités. Il n'attend pas de ses délégués au pouvoir la réalisation de sa doctrine et de son programme. Le succès du front populaire ne lui appartient pas en propre. Mouvement des masses démocratiques ouvrières et paysannes, le Front Populaire a déterminé une entente des partis qui n'ont pas voulu laisser s'installer en France le fascisme et qui ont scellé leur accord sur un ensemble de mesures politiques, financières, économiques, sociales et internationales (...). »

En fait d'action économique, le gouvernement de Front Populaire eut principalement à faire face au marasme général; deux domaines sont particulièrement révélateurs à ce sujet; la productivité du travail dans le secteur concentré, et le devenir de la production précapitaliste.

Dans : « De la France d'avant guerre à la France d'aujourd'hui » (1939), Ch. Rist et G. Pirou estiment que :

« D'après les uns, ces vingt-cinq ans (* depuis 1914) représentent, après la catastrophe d'une guerre sans analogue, la période d'essor et la période de dépression qui sont habituelles au cycle (...). D'après les autres, nous sommes en pleine économie de transition; nous avons affaire à une évolution saisissante, et il se pose sous nos yeux, sans que nous en ayons une claire conscience, des fondations neuves. » (L'auteur estime que seules des « transformations graduelles de structure » sont en cours.) « La plus nette serait une diminution accentuée de l'artisanat, de l'entreprise moyenne et petite. *Les lois sociales de* 1936 *passent pour leur avoir assené le coup de grâce* (ceci nous montre les limites de l'économie « classique ») (...). D'après les statistiques, le nombre des artisans semble avoir diminué. Le fait est incontestable pour certaines branches, *mais il s'est aussi développé, nous l'avons dit, dans d'autres où on ne le connaissait point, où on ne l'a pas, par suite, recensé. Il y a pris des caractères nouveaux* (*nickelage, produits pharmaceutiques, appareils de stérilisation...*) (...). *Des raisons militaires, sociales, poussent aussi à la décentralisation. Enfin, on souhaite pour le rural, une occupation d'appoint et des gains accessoires.* »

Nous avions signalé, dans notre rapide étude sur la crise en France, qu'à partir des lois sociales de 1936, beaucoup d'entreprises industrielles et commerciales avaient préféré, plutôt que de se concentrer, confier du travail à des façonniers ou à des petites maisons (artisans, petits industriels). Au total, il y a bien une ébauche d'intégration du secteur précapitaliste au rapport de production capitaliste, sans prolétarisation.

Pour ce qui est de l'augmentation de la productivité dans le secteur concentré, une

étude de la Chambre de commerce de Marseille (« Aperçus sur la situation monétaire et économique de la France », 1937) nous donne cette indication :

« Aux U.S.A., la semaine de 40 heures est une norme de salaire plus qu'une limite du temps de travail; les ouvriers sont payés pour 48 heures même s'ils travaillent moins de 40 heures; leur salaire est majoré s'ils travaillent plus de 40 heures. En France, le gouvernement a d'abord provoqué un double ajustement des salaires par les accords Matignon et les contrats collectifs, puis il a conservé le salaire hebdomadaire ainsi obtenu pour une semaine réduite à 40 heures. Il en résulte une restriction effective et pratiquement infranchissable de la durée du travail; la durée du travail était nettement supérieure à 40 heures en 1936. (* Voir le tableau, plus bas.) La loi de 40 heures a entraîné une diminution de la production par la diminution du temps de travail (sans augmentation de la productivité). »

L'absence d'augmentation de la productivité, qui aurait dû accompagner la réduction du temps de travail est confirmée dans l'étude de R. Wolff « Economie et finances de la France », New York, 1943. On a vu d'après Rist et Pirou, qu'aucun mouvement général de modernisation de l'outillage ne s'était effectué pendant cette période.

* Occupation dans les établissements de plus de 100 ouvriers (répartition en pourcentage des travailleurs par durée hebdomadaire du travail).

Janvier	M de pers. employées	+ de 48 h	40 h à 48 h	40 h	32 h à 40 h	32 h et moins
	%	%	%	%	%	%
1931	2,839	82,98	11,53	3,37	1,83	0,29
1935	2,220	51,86	23,10	10,02	8,31	6,71
1936	2,215	61,73	23,63	6,54	4,92	3,18

La moyenne hebdomadaire du temps de travail était passée de 46,99 h en janvier 1931 à 44,19 en janvier 1935, puis était remontée à 45,44 h en janvier 1936; au contraire, aux U.S.A., lors de l'application de la loi des 40 heures, la durée hebdomadaire du travail était nettement au-dessous de 40 heures. Enfin, le chômage en France n'était pas assez fort pour qu'une augmentation du nombre des personnes employées compense la durée du travail de chacun (en clair, une telle explication signifie que le patronat n'était pas disposé à employer des chômeurs pour rattraper le temps de travail perdu).En fait, la loi des 40 heures ne signifiait pas autre chose que la nécessité pour le capital de diminuer la production, temporairement, puisqu'il n'était pas question de transformer les structures économiques du capital national, et donc qu'il fallait continuer à fonctionner avec un marché restreint; ceci excluait toute idée d'augmentation de la productivité dans le secteur concentré.

Aussi le Front Populaire, dans ce domaine comme dans les autres, ne pouvait que suivre les directives du capital : pas de prolétarisation, pas d'augmentation de production, pas de modernisation.

Il n'y a alors rien d'autre à faire pour le gouvernement de Front Populaire que : 1° essayer de relancer l'économie telle quelle; 2° accélérer le programme d'armement; 3° empêcher les débordements possibles du côté du prolétariat.

Dans le premier ordre d'idées, le gouvernement essaya de réamorcer la pompe à finances; Blum dit à l'Assemblée, le 21 juillet 1936 qu'il fallait résorber le chômage « mouvement commencé par l'application des lois sociales », il fallait « provoquer le démarrage économique », « comprimer les éléments de prix de revient autres que les salaires..., faire refluer dans le circuit économique la plus large partie possible de la thésaurisation locale ».

Spinasse, ministre de l'Economie nationale, déclarait le même jour : « Le gouvernement a voulu réagir contre l'influence déprimante de la baisse des prix. Des prix de gros bien entendu. Des prix de détail non pas. Ce ne sont ni les matières premières, ni les salaires, qui grèvent le prix de vente, *c'est la charge de l'outillage, si l'industrie cesse de travailler à plein rendement.* C'est précisément pour que l'outillage travaille à plein rendement que le gouvernement entend augmenter le pouvoir de consommation des masses. Le gouvernement n'a pas de plan d'ensemble ?... Pour l'heure il ne s'agit nullement de ce plan. Le projet actuel ne vise qu'à liquider un arriéré qui traîne depuis des années. »

Spinasse expliqua encore qu'il allait réorganiser les banques populaires, seules banques auxquelles avaient accès la petite industrie et le petit commerce.

En 1942, accusé au procès de Riom, Blum s'expliqua sur sa politique :

Lors de l'audience du 10 mars 1942 (on trouvera cette citation dans « L'histoire jugera », 1945, p. 284).

« La loi de 40 heures s'intégrait dans un ensemble de mesures dont l'objet était de relever la masse des salaires et aussi le taux des denrées agricoles, tellement déprimées pendant la période de déflation, d'instituer des avances à la moyenne et à la petite industrie, bref d'augmenter ce qu'on a appelé et ce qu'on appelle encore le pouvoir d'achat. En stimulant, en augmentant le pouvoir d'achat, en stimulant la consommation, en stimulant la demande, il était légitime d'espérer que cet ensemble de lois dans lequel s'incorporait la loi de 40 heures déterminerait une augmentation de la production. C'est ce qui est arrivé, en effet. »

Mais en réalité, ce à quoi il fallait s'attendre, c'est que le capital se retire du jeu, que les investissements continuent à manquer, que l'argent se porte hors des frontières, que les industriels refusent d'augmenter sans profit la production.

Après que le premier gouvernement Blum se soit retiré, une deuxième tentative fut faite; à ce moment, il fallut déchanter; Blum lui-même s'en expliqua à Riom : « ... L'état des industries, à l'époque, leur état de dépression, de marasme, de pénurie dans lequel la

déflation à outrance les avait plongées. Je ne veux pas insister, mais cela est incontestable : au moment où nous avons fait voter la loi de 40 heures, il n'y avait pour ainsi dire pas d'établissement industriel en France où l'on travaillât 40 heures par semaine (* il est difficile d'affirmer cela, qui est démenti par les statistiques; à moins de considérer la période des grèves, ce qui est un argument pour le moins spécieux) ou bien alors, c'était une exception, un privilège dans un établissement français... »

« En 1938, c'est autre chose... à ce moment (après le 15 mars) j'ai négocié avec les organisations ouvrières, mais dans quel sens ? Dans le sens de la formule que j'avais introduite dans le discours que je prononçai à cette même époque devant les chambres : " *Ce ne sont pas les besoins, c'est la rotation nécessaire des machines qui sont la donnée fixe et le travail des hommes doit être la donnée mobile.* " J'ai donc obtenu alors l'accord des organisations ouvrières pour une sorte de concordat qui s'est ensuite traduit dans l'arbitrage Jacomet et dans l'arbitrage Giraud, et qui porte à 45 heures, par addition de 5 heures... le temps normal de la durée du travail dans tous les établissements travaillant directement ou indirectement pour la défense nationale. » (P. 286-287.)

C'est là en effet l'arme ultime du F.P., face au capital qui refuse les réformes et qui le charge d'empêcher que la crise ne se règle par des débordements révolutionnaires.

Ce sera l'œuvre du second gouvernement Blum que de mettre en place un programme d'armement, passant par la nationalisation des industries de guerre.

Lors des débats à l'Assemblée nationale, du 16 juillet 1936, le représentant du gouvernement indiquait déjà cette direction : « ... J'ajouterai le gaspillage, la fourniture de camelote, le financement d'armements étrangers par de l'argent français... » et Chouffet, rapporteur : « Les trois objectifs du projet : — faciliter l'établissement d'un statut international du contrôle des armements (* bien illusoire, comme on s'en doute) — renforcer la défense nationale — mettre fin à un scandale qui n'a que trop longtemps duré : l'enrichissement des marchands de canons. »

Blum dira, lors du procès de Riom (« L'histoire jugera », p. 270) :

« J'ai fait autre chose. J'ai déposé un grand projet fiscal, financier et monétaire, voté par la Chambre et rejeté par le Sénat, ce qui a déterminé ma chute. C'est un projet qui vise à tendre toutes les forces de la nation vers le réarmement, et qui fait de cet effort de réarmement intensif la condition même, l'élément même d'un démarrage industriel et économique définitif. Il sort résolument de l'économie libérale : il se place sur le plan d'une économie de guerre. Il vise le contrôle des changes, la création de moyens de paiement intérieurs, un contrôle des devises qu'il permet d'affecter précisément à l'achat des matières premières, des machines-outils et des produits finis nécessaires au réarmement. Il ferme le circuit. Il aurait permis de ne pas compter avec les crédits, de ne pas compter avec les difficultés financières, monétaires et économiques pour l'effort de réarmement. Il pose aussi, j'aurai à dire dans quelles conditions, la question des heures de travail. »

L'industrie de guerre devenait en effet la seule voie d'échappement pour le Front

Populaire, comme elle l'aurait été également pour tout autre gouvernement placé dans une telle situation. Le réarmement ne signifiait pas le report de la production vers un secteur improductif, ni l'encouragement à une industrie de pointe (métallurgie, mécanique, etc.) pour obtenir de sa part un effet d'entraînement de toutes les autres branches d'activité; le réarmement, sur le plan international, signifiait la nécessité pour le capital de lutter contre la dévalorisation. Les armements représentant des marchandises dont la valeur d'échange n'a pas à se réaliser sur le marché, leur production permet de ralentir la dévalorisation générale; mais la production d'armement ne freine aucunement, et c'est même le contraire, la production de biens de production; par-là, les armements, comme tout bien produit, dans des conditions de concentration et de standardisation toujours accrues, augmente l'accumulation du capital et conduit à accélérer sa dévalorisation. Seule l'utilisation des armements permet d'obtenir la destruction de capital, qui dans une phase ultérieure permettra la revalorisation du capital se reconstituant; or cette utilisation n'est rien d'autre que la guerre.

Lors du procès de Riom, à l'audience du 11 mars 1942, Blum dit :

« La nationalisation a été, en ce qui concerne l'industrie des cellules, absolument générale (les cellules d'avion)... presque toutes les entreprises étaient dans une situation financière misérable : ou bien elles étaient à la veille de la liquidation, ou bien elles étaient à la merci des banques qui leur faisaient des avances de crédit.

« Il eût été certes préférable de nationaliser également les usines de moteurs et aussi certaines usines d'accessoires. Notez que pour les usines de moteurs s'il n'y avait pas concentration d'Etat, il y avait concentration de fait... Pour les accessoires comme pour les hélices, les trains d'atterrissage, il y avait également une concentration très réelle. Au contraire pour les cellules il y avait dispersion. » (« L'histoire jugera », p. 302.)

Quelques années plus tard, devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les faits ayant précédé la guerre, lors de la troisième audition, Blum admettra que le plan d'armement :

1° permettait de « fournir en économie fermée une aide à l'industrie de guerre par des moyens analogues à ceux que le Dr Schacht avait mis en œuvre en Allemagne »;

2° liait « la réanimation économique de la France et le développement du pouvoir d'achat des travailleurs à la tension presque démesurée, illimitée de la fabrication des armements »;

3° prenait le caractère d'un plan analogue au plan quinquennal russe ou au plan Goering.

A ce stade, il est intéressant de citer M. Jeanneney, lors d'un exposé-débat à l'école normale supérieure (26 avril 1965, sur l'expérience économique du F.P.) : « Le (second) gouvernement Blum se fixait très courageusement pour objectif un réarmement important : c'est un réarmement intensif qui dans l'exposé des motifs apparaît comme le « primum movens » (nous dirons : le moteur) de la relance économique, tel que le reste n'en apparaît que comme le sous-produit heureux (…). »

* Il est très significatif que les politiques de réarmement sont toujours considérées indépendamment du fait qu'elles mènent, ainsi qu'on l'a vu, et que chacun peut s'en apercevoir, à la guerre. Qui croira que l'armement à outrance mène à la « relance économique » ?

Mais ce n'est pas tout; la politique d'armement à outrance a un autre effet, au niveau de la répression du prolétariat : le réarmement s'accompagnant d'une montée en flèche du patriotisme, met en vedette les antagonismes nationaux, et le rôle des partis de gauche ainsi que des « organisations ouvrières » pour obtenir du prolétariat sa complicité, et en tout cas son inertie, devient alors fondamental (voir l'article sur l'idéologie du P.C., et le « Front des Français »). A partir d'une telle situation, il n'est même plus question de « conquêtes ouvrières » ou quoi que ce soit de ce genre, mais bien de sauvetage de la patrie. Comme le dit Jeanneney : « L'appareil productif français étant vétuste, cela impliquerait ce que l'Allemagne a connu dans le même temps : la semaine de 60 heures, faute de quoi une dégradation du niveau de vie moyen eût été inévitable. »

Mais le gouvernement Blum ne put mettre en pratique son « courageux » plan de relance; le capital national français était alors sur la corde raide s'il tentait de modifier cette situation bancale où les couches moyennes étaient préservées artificiellement, où le risque existait de voir le prolétariat se détacher à temps de l'effort de guerre, malgré le P.C., malgré la C.G.T.; aussi le second gouvernement Blum et son courageux plan, furent-ils aimablement reconduits, sans avoir eu le temps ni la possibilité de mettre les prolétaires sérieusement au travail, sans pouvoir nationaliser les industries-clés, que le capital préférait conserver telles quelles, en réserve, pour ne les transformer qu'ultérieurement.

Seule la guerre allait permettre de soumettre le prolétariat, de briser les vieilles couches moyennes, de détruire les vieux moyens de production précapitalistes; alors seulement, il devenait avantageux pour le capital d'intégrer toutes ces forces productives devenues disponibles, dans un monde où, à de nouvelles machines viendraient travailler de nouveaux travailleurs.

D'ici là, la moralité de l'histoire est donnée par Jeanneney jugeant Blum : « Vraisemblablement il nous a évité l'anarchie, il nous a évité la révolution. D'autre part, si l'on regarde à très long terme, il a mis en place un certain nombre de nouveautés qui devaient l'être. »

Blum, interpellé sur les occupations d'usines, en juillet 1936 déclara : « (Le débat est sans intérêt), pourquoi ? parce qu'ils nous interpellent sur une crise dont le ministre de l'Intérieur a démontré qu'elle est terminée ! vous nous reprochez une politique qui a réussi... Eh bien moi, je vous demande à tous d'éprouver la même satisfaction qu'une crise si grave se soit terminée sans qu'il soit survenu entre les citoyens d'un même pays m accident irréparable. »

En fait, le Front Populaire a fait mieux que cela; posant l'alternative : fascisme ou démocratie, il a permis au capital de faire l'économie du fascisme, tout en donnant m

résultat momentanément identique : mener à la domination réelle du capital sur la société.

Notre propos n'est pas de dire si le F.P. a permis d'éviter le fascisme en France, parce qu'en réalité, il n'y a pas de « crise de fascisme », mais une tendance générale vers le « fascisme », c'est-à-dire vers la communauté de travail considérée comme le seul rapport humain, et donc rapport entre les classes, qui est propre au développement actuel du capital, qui brise toutes les anciennes structures de la société. Dans cette évolution, le F.P. a joué son rôle pour briser les chances du soulèvement du prolétariat afin de jeter aux orties un capital toujours plus oppressant, comme rapport de production, et comme rapport humain. Mais si l'on veut à tout prix que la France ait été sauvée du fascisme considéré comme une excroissance monstrueuse de l'Etat, alors, on n'aura qu'à repenser que pendant que la France, pays de la liberté, était vaincue militairement, le capital entreprit de remodeler les classes afin de les adapter à son redémarrage d'après guerre, et que pour cela, fut mis sur pied l' « Etat français », qui, à son échelle, était bien le digne successeur de ce soi-disant Front Populaire, comme le nazisme était bien le digne successeur de la social-démocratie allemande, qui avait, quant à elle, fourni une plus grosse part de travail en se chargeant elle-même de massacrer les prolétaires, ne laissant au nazisme que les couches moyennes à liquider.

Philippe Riviale.

L'IDEOLOGIE DU P.C.F. PENDANT LE FRONT POPULAIRE

Cet article ne traitera pas de tous les aspects du P.C. pendant cette époque. Il s'agira surtout de cerner les éléments essentiels insérés dans une certaine idéologie, dans un certain système d'idées qui déforment la réalité, tout en paraissant y coller parfaitement.

On utilisera pour ce faire des extraits de presse, ou des discours d'éminentes personnalités du Parti, textes en général peu connus, et parfaitement significatifs.

Nous verrons ainsi les conceptions et analyses que fit le P.C. de la crise, de sa solution, des classes moyennes et de la petite propriété, de la formation d'une idéologie nationaliste, pour finalement conclure sur le rôle historique qu'a joué le P.C. pour cette époque.

La crise.

Nous ne reviendrons pas sur l'analyse de la crise, précédemment faite. Son caractère essentiel réside dans les immenses difficultés que pose au capital le procès de valorisation. Les forces productives existent, elles ne peuvent plus être mises en action pour valoriser le capital.

Dans cette période de crise pour le capital, seules les entreprises les plus importantes peuvent résister, sinon accroître leur activité. Elles le font aux dépens des établissements plus petits. D'où ruines, faillites d'artisans, de commerçants ou de petits industriels.

Mais le P.C. ne voit pas ce caractère essentiel du capital, mais l'aspect immédiat, l'aspect social des conséquences.

Ce qui nous intéresse ici, c'est de voir la distorsion que fait le P.C. : puisque certains profitent de la crise, alors ce sont eux les responsables. En conséquence, il est donc possible d'unir toutes leurs victimes, à quelque classe qu'elles appartiennent, contre cette minorité responsable. On voit ainsi à quel point l'analyse que fait le P.C. de la crise est essentielle pour comprendre son action.

Au congrès de Villeurbanne de janvier 1936 [1][*], dans son rapport, Thorez « démonte » la crise. D'abord la France est-elle un grand pays industriel ? Pour lui, la réponse ne fait aucun doute :

« La France n'est pas un pays arriéré. C'est un pays pourvu d'abondantes richesses naturelles, et doté d'un appareil de production industrielle perfectionné et de grande capacité.

---

* Les chiffres renvoient aux ouvrages cités à la fin de cet article.

Le rattachement de l'Alsace-Lorraine, la reconstruction des régions dévastées, le développement général des forces productives et notamment l'exploitation de nouvelles ressources en force motrice, de la houille blanche et l'essor de l'industrie chimique, de l'électro-métallurgie et de l'électro-méeanique ont profondément modifié la structure de l'économie générale de la France et accru considérablement son potentiel industriel. »

Or en fait, le capital français en 1936 est resté profondément arriéré. Ce caractère n'est pas compris par les « économistes » du P.C. Reprenons le rapport de Thorez :

« Or voici que le pays est en proie à une redoutable crise économique... la production a diminué d'un tiers depuis 1929... la France est de tous les grands pays capitalistes le seul où la crise économique persiste et s'aggrave. »

Des chiffres sont avancés : l'indice général de la production industrielle est passé d'octobre 1933 à octobre 1936 de 108 à 95, les impôts sur le chiffre d'affaires de 548 à 439 millions de Francs, et les 312 894 chômeurs secourus de décembre 1933 sont devenus 463 225 en janvier 1936.

On remarque ici l'incompréhension sur cette aggravation de la crise. Ce qui a fait que 1933 soit encore une « bonne » année, alors que les autres pays connaissent de graves difficultés, et qu'en 1935 la crise atteint sévèrement la France, c'est justement l'aspect arriéré du capital national. Pourtant ce « mystère » aurait dû pouvoir être expliqué en parlant des structures. Mais le reste du développement ne s'en serait pas remis.

En effet, le coupable, ou plutôt les coupables (car il faut bien être plusieurs pour perpétrer d'aussi infâmes méfaits) sont désignés : les deux cents familles.

Car voici la clé de la crise : « Les richesses produites par le travail accumulé de nombreuses générations d'ouvriers et de paysans de France ont été appropriées par une minorité de parasites qui les exploite à son seul profit. » Le phénomène de la concentration devient un sombre dessein poursuivi par des exploiteurs sans scrupules : « La minorité de riches possédants conserve et étend ses privilèges aux dépens des travailleurs et des entrepreneurs de moindre envergure. Si l'aristocratie de la naissance a perdu ses privilèges, il s'est créé en France, à la faveur du régime capitaliste, une ploutocratie puissante, maîtresse occulte des destinées du pays. »

Mais qui sont précisément ces 200 familles (qui furent dénoncées pour la première fois par le radical Daladier) ?

Ecoutons le camarade Thorez :

« Il existe aujourd'hui en France 50 000 sociétés par actions, auxquelles s'ajoutent quelques centaines de banques privées et quelques milliers de groupements industriels qui ont conservé la forme d'associations professionnelles.

Mais combien se trouvent au poste central de commandement ? Une trentaine de sociétés financières, autant dans la métallurgie, vingt charbonnages et entreprises minières; trente compagnies d'électricité; vingt compagnies d'assurances, une dizaine de sociétés de produits chimiques, une dizaine d'entreprises de fourniture d'eau et de gaz; enfin les grandes compagnies de chemin de fer et de navigation maritime, en tout deux

cents sociétés, groupées entre elles, s'interpénétrant et constituant au-dessus de la masse des sociétés par actions et des groupements patronaux l'oligarchie financière.

A la tête des conseils d'administration de ces deux cents sociétés privilégiées, se trouvent ou se retrouvent deux cents de leurs plus riches actionnaires, les chefs des « 200 familles » qui dominent l'économie et la politique de la France.

Les magnats de la finance et de l'industrie sont en même temps les administrateurs des quatre plus grands établissements de crédit à multiples guichets : le Crédit Lyonnais, la Société Générale, le Crédit Industriel et Commercial et le Comptoir d'Escompte. »

On devrait donc conclure que, ces deux cents sociétés pressurisant le peuple, ce sont elles qui seront désignées comme victimes à abattre par un gouvernement de Front Populaire. Mais les choses sont encore plus simples.

Car ces « magnats fournissent la moitié des régents de la Banque de France... Les douze régents de la Banque de France sont personnellement administrateurs de quatre-vingt-quinze sociétés dans lesquelles ils occupent cent cinquante sièges.

Tout le capitalisme a ici son aboutissant. Quand les régents se réunissent, leurs tentacules s'étendent sur le pays entier, aucune parcelle de l'activité économique n'échappe à leur contrôle et à leur regard. Ils sont les véritables maîtres du pays. Ils accordent ou refusent les avances au gouvernement, les crédits aux banques et aux entreprises. Ils escomptent ou refusent les bons du Trésor. Ils manipulent la monnaie, protègent le Franc ou jouent à la hausse et à la baisse. Leurs délibérations sont, avant tout, inspirées par le souci des entreprises capitalistes, des banques privées, de l'oligarchie financière dont ils sont les mandataires.

Voilà la puissance qui tient en échec le gouvernement légal et lui dicte ses volontés. C'est elle qui renverse les ministres en violation du suffrage universel. C'est elle qui impose au peuple de France des gouvernements qui servent le capital. »

Ce qu'il est essentiel de bien comprendre, c'est que le P.C. situe son analyse, non dans la sphère de la production, mais dans celle de la distribution. C'est pourquoi les solutions seront le plus souvent d'ordre financier. Le rapport capitaliste ne semble être qu'un mode particulier de répartition des richesses produites par « de nombreuses générations d'ouvriers et de paysans », en un mot par le peuple. S'il y a crise, c'est que l'oligarchie financière en prend un peu trop à son aise, et s'approprie ces richesses. Comme le dit Duclos [2], « Nous expliquions qu'il fallait voir la cause de la crise qui perturbait l'économie française dans la contradiction de plus en plus aiguë entre la capacité de production sans cesse accrue et les possibilités de consommation, en diminution du fait de l'appropriation par une minorité parasitaire d'énormes richesses, fruit du travail social de l'immense majorité de la population. »

Seulement, au lieu de spolier uniquement les ouvriers, la ploutocratie (par méchanceté ou âpreté au gain) s'attaque aux classes moyennes. D'où l'aubaine, pour le P.C.

Mais on n'en est pas resté aux deux cents familles : l'analyse s'est affinée, on est

arrivé aux régents de la Banque de France, aux voraces tentacules.

On retrouve là l'aspect immédiat, donc financier, de toute analyse du P.C. La puissance est là où est la richesse, l'argent. Et l'argent est produit par la Banque de France. Donc, en dernière instance, les régents sont les responsables de la crise.

La conséquence, c'est qu'il n'y a pas de réformes de structure à faire; la seule réforme nécessaire est de nationaliser la Banque de France. Ainsi, on coupera l'herbe sous le pied aux deux cents familles, on les empêchera de nuire pour l'avenir.

Mais il faut bien songer au présent : la solution à tous les problèmes, c'est de « faire payer les riches ».

Faire payer les riches.

Puisque les riches sont toujours plus riches en détroussant les travailleurs, ce qui cause la crise, il faut, pour s'en sortir, augmenter le pouvoir d'achat de tous les travailleurs, aux dépens des riches spoliateurs.

Pour Georges Politzer [3], « le P.C. a apporté un programme positif. Nous préconisons une politique positive qui, dans nos propositions, est inséparable de moyens financiers proportionnés à la profondeur de la misère à combattre et adaptés à la nécessité de commencer ce combat immédiatement.

Nous préconisons une politique constructive pour donner à la France du travail et du pain. Mais nous écartons résolument la dévaluation et toutes les formes de manipulation monétaire, et prenons résolument la défense du Franc.

A la politique des oligarques nous opposons, non pas la même politique sous d'autres formes, mais une politique vraiment différente; à la politique du chômage et de la misère, en faisant payer les pauvres, la politique du travail et du pain en faisant payer les riches.

... Il n'apparaît pas que, pour sauver la France de la ruine économique, pour réaliser une politique constructive, il y ait un autre moyen que veut tout le peuple travailleur : faire payer les riches. »

A quoi fait écho Thorez à Villeurbanne : « C'est le moyen de financer toutes les revendications que nous proposons... C'est aussi le moyen, sinon de venir à bout complètement et définitivement de la crise économique, conséquence du régime actuel, au moins d'en atténuer les plus rudes effets, de résorber le chômage, de faire remonter la production, d'assurer l'équilibre du budget et de réduire la dette publique. »

Mais c'est à Duclos que revient le mérite d'avoir popularisé le mot d'ordre. Le 23 juillet 1935, il explique à une assemblée d'information de communistes parisiens le but et le mécanisme de l'opération [4] :

« Notre projet repose sur deux principes directeurs : 1° recherche de ressources exceptionnelles permettant d'entreprendre de grands travaux et de soulager la misère des

travailleurs; 2° recherche de ressources régulières permettant de faire face aux dépenses courantes.

Voici comment le projet prévoit le prélèvement sur les grosses fortunes :

- Au-dessous de 500 000 F : néant;
- de 500 000 à 1000 000 F : 3 %;
- de 1 000 000 à 2 000 000 F : 5 %;
- de 2 000 000 à 5 000 000 F : 7 %;
- de 5 000 000 à 10 000000 F : 9 %;
- de 10 000000 à 20 000000 F : 12 %;
- de 20 000000 à 50 000000 F : 15 %;
- au-dessus de 50 000 000 F : 20 %.

Le recensement des fortunes permettrait de faire coup double. Il fournirait les éléments de contrôle permettant d'effectuer le prélèvement qui procurerait des ressources exceptionnelles de l'ordre de grandeur de 20 milliards et, d'autre part, ces éléments de contrôle serviraient aussi à l'institution de l'impôt unique et progressif sur le revenu qui rapporterait à l'Etat des ressources ordinaires de 10 à 15 milliards. »

Mais en attendant, le P.C. propose l'institution d'une taxe exceptionnelle sur les grosses fortunes, calculées sur les capitaux correspondants aux revenus déclarés (les revenus étant capitalisés à 5 %), et, qui en taxant 36 400 contribuables permettrait d'obtenir 2 milliards de Francs; ce qui, ajouté à d'autres mesures (dont la suppression de l'amortissement contractuel), donnerait 7 milliards pour faire face aux dépenses courantes. Mais il faut prévoir des mesures de contrôle :

« Si l'on veut faire payer les riches, il faut savoir où sont les fortunes, et c'est pourquoi il est nécessaire d'établir le monopole des opérations de change, ainsi qu'un contrôle spécial de la comptabilité des banques.

Mais toute tentative de contrôle du système bancaire serait vaine sans des mesures particulières concernant la Banque de France qui contrôle la vie économique du pays... elle doit devenir une Banque d'Etat par la déchéance du conseil de régence. »

Politzer [3] insiste davantage sur « la réforme démocratique de l'impôt sur le revenu. Cette mesure joue un rôle fondamental dans le programme que nous proposons. C'est elle qui doit procurer au budget des ressources permanentes; permettre la simplification de nos impôts et donner les moyens d'alléger les charges fiscales des petites gens ». Car il ne faudrait tout de même pas oublier que le P.C. est l'héritier des luttes passées. « L'histoire financière de la France depuis la Grande Révolution est celle de la lutte du peuple de France pour l'égalité démocratique devant l'impôt, proclamée dans la Déclaration des Droits de l'Homme et sabotée constamment par les riches. »

Il s'agit bien de mesures tendant à l'assainissement de la situation financière, pour dégager des ressources jusque-là thésaurisées. Ainsi [3], « nous proposons le lancement d'un emprunt gagé par le prélèvement sur les grosses fortunes en vue de financer de grands travaux d'utilité populaire ».

De même [4] le côté « A bas les voleurs ! » : « Nous préconisons une lutte impitoyable contre la fraude et la corruption. Nous proposons des mesures sévères mais précises contre la spéculation et pour la protection de l'épargne... Nous proposons l'interdiction du cumul des fonctions publiques avec les postes d'administrateurs de sociétés. Nous proposons aussi, pour rendre la spéculation et l'évasion des capitaux impossibles, la fermeture du marché à terme, repaire des spéculateurs, et l'institution d'un Office des changes et du contrôle des mouvements d'or. Nous parlons également d'un contrôle efficace en matière successorale. »

Ce slogan « faire payer les riches » nous conduit à diverses considérations. Comme on l'a vu plus haut, l'analyse reste primaire : il y a des riches, il y a des pauvres. Il doit donc y avoir une certaine redistribution. L'intérêt du slogan, c'est de permettre ainsi l'union de la majorité contre la minorité sur un critère de fortune : les très riches et les autres. Dès à présent nous pouvons remarquer qu'il n'est plus question de classe : il ne s'agit pas d'un règlement de compte entre classe ouvrière et bourgeoisie, mais d'un rassemblement des « masses populaires contre les potentats du capital financier ».

Il y a démagogie dans la mesure où aucune mesure de coercition n'est prévue pour obliger les deux cents familles à verser leur obole. En fait, il y a plutôt la croyance à l'ordre public et à ses lois. Puisque les pauvres paient lorsque la droite est au pouvoir, les riches le feront bien lorsque le Front Populaire sera au gouvernement. L'Etat n'est plus l'arme de la bourgeoisie contre le prolétariat; il est neutre, et servira la classe ouvrière en cas de succès.

Il faut pourtant remarquer que, bien qu'inapplicables pour l'époque, toutes ces mesures, si elles peuvent gêner « les potentats du capital financier », sont intéressantes pour le capital, qui disposerait ainsi de liquidités accrues. Comme l'écrit Politzer [3] : « A un moment où les gros capitaux ne veulent pas s'investir, parce qu'ils attendent des placements plus avantageux, le prélèvement sur les grosses fortunes pour réaliser de grands travaux, loin d'être une faute, est une nécessité économique. Loin d'augmenter le chômage, il crée du travail et tout un nouveau courant d'affaires. »

Nous avons donc vu que cette formule permettait de rallier une masse importante de gens. En effet, pour le P.C., ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'alliance de la classe ouvrière et des classes moyennes.

Classes moyennes, petite propriété et P.C.

A la Conférence nationale d'Ivry de juin 1934, Thorez déclare que « Dans le moment actuel, le fascisme constitue le danger principal, il faut concentrer contre lui toutes les forces de notre action de masse du prolétariat et gagner à cette action toutes les couches de la population laborieuse... Le P.C. met au premier plan la défense des revendications de toutes les masses laborieuses ».

En juillet 1934, un pacte commun est signé entre P.C. et P.S. L'action du P.C. va désormais pouvoir s'intensifier pour rallier les radicaux au Front Populaire.

Au Congrès de Villeurbanne [1], Thorez insiste longuement dans son exposé sur la situation des classes laborieuses, sur les classes moyennes et les paysans.

« La crise comporte également des conséquences redoutables pour les classes moyennes... La guerre leur a porté le premier coup, puis les difficultés d'après guerre (développement du personnel de maîtrise, disparition d'artisans et commerçants)... Les classes moyennes s'effondrent par couches entières, par larges pans. De 1930 à 1932, le nombre des petits commerçants, écrasés sous le poids des charges fiscales et rançonnés par de gros intermédiaires, a diminué de cent mille... C'est la petite bourgeoisie, avec le prolétariat, qui supporte le poids principal des impôts... De 1930 à 1932 plus de six cent mille français ont vu leur revenu tomber en-dessous de 10 000 Francs... Les catégories de revenus les plus touchées ? Celles au-dessous de 30 000 Francs, c'est-à-dire les classes moyennes. »

Ainsi donc le prolétariat, éternelle victime des capitalistes, n'est plus seul dans sa misère. Il est rejoint par une grande partie des classes moyennes. Et Thorez de dresser ce bien douloureux tableau :

« Les petits propriétaires, fermiers ou métayers, ne peuvent payer leurs redevances ou leurs impôts. Le paysan ne peut payer les intérêts des sommes qu'il a parfois empruntées pour développer sa modeste exploitation. Il est de nouveau grevé par de lourdes hypothèques. Il est la victime des usuriers et des grandes compagnies... Il ne peut effectuer aucune dépense... De larges couches de la petite bourgeoisie sont précipitées dans le prolétariat et, si elles ne vont pas à l'usine où il n'y a pas de travail pour elles, elles connaissent une ruine, une anxiété du lendemain, une humiliation, une misère, une rancœur qui les pousse à la révolte. La crise les condamne aujourd'hui à une vie sans sécurité et sans avenir.

Ce rentier ruiné, ce commerçant étranglé par le grand capital, cet épargnant ruiné par les escroqueries financières, cet ingénieur sans place, cet avocat sans cause, ce bachelier sans emploi, cet architecte sans maison à construire, ces intellectuels, produits en surnombre par les universités bourgeoises, comment se sentiraient-ils solidaires d'une grande bourgeoisie qui les accule au dénuement et au désespoir. »

Car ce qui est important, c'est que « la dernière crise, les phénomènes de concentration capitaliste, qui précipitent l'expropriation et la ruine de la petite bourgeoisie, ouvrent pour elle une période de regroupement social et aussi de révision des valeurs idéologiques. »

La situation des classes moyennes apparaît fluctuante. Elles sont « poussées à la révolte ». Voilà qui ne laisse pas d'être inquiétant, dans la mesure où elles sont en train d'échapper à l'influence du parti radical (pertes du parti aux élections cantonales de 1934) pour aller on sait où... Pour le P.C., les classes moyennes tendent à basculer dans le fascisme, et comme le dit Allard [5], « le fascisme a pu vaincre parce que les grands partis

social-démocrates qui détenaient la majorité de la classe ouvrière n'ont pas fait une politique en faveur des couches moyennes de la population et ont laissé par là l'ennemi fasciste gagner ces masses décisives. » Dès août 1936, le P.C. montre le bout de l'oreille : « Cette petite bourgeoisie, si elle était ruinée aujourd'hui, maudirait le Front Populaire et non pas l'économie capitaliste, elle serait une proie facile pour la démagogique propagande fasciste ou l'hystérie contre-révolutionnaire des trotskystes et de leurs amis. »

Donc, avant le Congrès de Nantes de 1934 du parti radical, Thorez, au nom du comité central, annonce que « Le Parti Communiste est résolu à tout entreprendre pour réaliser contre les ennemis de la liberté, l'alliance de la classe ouvrière avec les travaillleurs des classes moyennes. Le Parti Communiste s'adresse dans le même esprit d'union à toutes les organisations ouvrières et paysannes, aux groupements radicaux hostiles à la réaction, et d'une façon générale à tous les travailleurs des villes et des campagnes. Nous, communistes, nous prenons place dans ce Front Populaire et dans le plus large esprit de cordialité et de tolérance, nous entendons œuvrer de toutes nos forces à épargner à ce pays que nous aimons, la honte et les malheurs de la dictature fasciste. »

Au Congrès de Paris de 1935, « de l'avis des radicaux eux-mêmes, le parti radical avait à trancher la question de son existence en tant qu'expression de l'idéologie particulière à l'immense classe des petits bourgeois des villes et des campagnes. » [7] Saisissant la perche tendue par le P.C., les radicaux décident, à l'unanimité, de participer au Front Populaire. « C'est au Front Populaire que le parti radical doit d'avoir pu maintenir son unité. » [7]

Le P.C. a découvert d'ailleurs d'excellentes raisons idéologiques pour s'allier avec les classes moyennes. Ainsi que l'explique Marécot [7] :

« Assujettie économiquement à la classe dominante, cette petite bourgeoisie, contrairement à ce que l'on observe dans d'autres pays, a toujours été profondément attachée aux idées démocratiques et républicaines.

… La petite bourgeoisie se voit dépouillée de sa situation économique, mais aussi menacée dans ses droits politiques. Ses conceptions libérales et ses traditions démocratiques sont violemment heurtées par le fascisme. »

Mais ces paysans, artisans, commerçants, il faut bien les persuader que le P.C. n'est pas un parti qui prône pour l'immédiat la révolution, mais qui au contraire « entend simplement défendre dans le cadre du régime capitaliste un certain nombre de mesures favorables au peuple, susceptibles d'alléger la misère. » [4]

Une preuve de la représentativité populaire du P.C. est sa position sur le problème de la petite propriété : ainsi sur la propriété paysanne [8] :

« Le Parti Communiste, suivant les indications de l'I.C. et de Lénine, considère que la propriété privée du paysan, basée sur son travail et celui des membres de sa famille, ne peut être expropriée; que la garantie absolue de la jouissance permanente et héréditaire de leur terre aux petits propriétaires qui la cultivent eux-mêmes, leur est assurée. Même en ce qui concerne les paysans riches qui prennent part eux-mêmes au travail physique, en

règle générale leur terre ne peut être confisquée...

Lors de la confiscation et de la nationalisation des banques, caisses d'assurance et autres établissements de crédit, le pouvoir prolétarien conservera aux petits et moyens paysans, qui n'exploitent pas le travail d'autrui, tous leurs droits sur leurs dépôts et épargnes. Nous devons ainsi démontrer que nous communistes sommes les défenseurs du bien et de la propriété du paysan travailleur menacé aujourd'hui par le régime des oligarchies financières. »

Dans un discours prononcé à Montreuil, le 17 avril 1937, Duclos exprime la conception « communiste » sur la propriété : « Pour nous, communistes, il y a deux sortes de propriétés. Il y a la propriété, fruit du travail et de l'épargne, que nous entendons défendre de toutes nos forces parce qu'elle est légitime, parce qu'elle est, au fond, le résultat de l'effort humain. Mais il y a l'autre propriété, celle des de Wendel, des Schneider, des Rotschild. ... Si nous sommes des adversaires irréductibles de la propriété capitaliste, fille de l'exploitation et de la spéculation, nous sommes, par contre, les amis et les défenseurs des petits propriétaires... Ce n'est pas seulement pour aujourd'hui que nous entendons défendre la petite propriété, mais dans notre conception de la transformation sociale, nous concevons très bien la sauvegarde de la petite propriété. »

Comme le dit Thorez [9], « Les communistes n'entendent nullement supprimer la petite propriété agraire, commerciale ou industrielle. Ils sont convaincus que l'organisation de la vie économique, dont les bases seront constituées par la socialisation des grands moyens de production, pourra se réaliser par une collaboration librement consentie des paysans, des petits et moyens commerçants et industriels avec la classe ouvrière.

Les communistes déclarent expressément qu'ils entendent laisser aux intéressés le choix des formes concrètes de cette collaboration. »

Mais il ne suffit pas de rassurer les classes moyennes sur le sort de la petite propriété, il faut dès à présent les secourir : « Les communistes pensent non seulement qu'il faudrait sauver les classes moyennes, mais qu'il faut les sauver, parce qu'il est possible de le faire. C'est pourquoi le Parti Communiste entend associer dans l'augmentation du pouvoir d'achat la classe ouvrière et des classes moyennes. »

Havez [10] pourra annoncer triomphalement que « sur 115 propositions de loi et résolutions déposées sur le bureau de la Chambre par le groupe communiste entre le 10 juin 1936 et le 25 mars 1937, 63 visent directement ou indirectement les classes moyennes. » Et de citer pêle-mêle : l'aide temporaire aux entreprises, l'obtention de délais aux commerçants, industriels, artisans, la réforme de la propriété commerciale, l'office du blé, l'aménagement des dettes agricoles, des projets sur la propriété culturable, le dégrèvement d'impôt pour petit propriétaire chômeur, la caisse de solidarité nationale, la révision des baux commerciaux. Et pour ceux qui oseraient encore douter de la sollicitude du P.C., Havez assène l'argument massue :

« Notre groupe communiste ne visait-il pas à favoriser les classes moyennes, en

déposant le 31 décembre 1936 une proposition tendant à inviter le gouvernement à déposer un projet de loi en vue d'organiser en 1937, la célébration nationale du tricentenaire du *Discours de la méthode* de René Descartes.

Le 11 mars 1937, un autre proposition invitait le gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue d'organiser en 1937 la célébration nationale du bicentenaire de la naissance de Antoine Parmentier.

N'est-ce pas rendre hommage aux morts des classes moyennes, tout en suscitant des manifestations propres à ranimer la vie économique ? »

Ainsi donc, le P.C. est parvenu à constituer « l'alliance du prolétariat avec les classes moyennes », alliance qui doit bien exister puisque le Front Populaire a triomphé. Seulement, il est parfaitement évident que les classes moyennes et le prolétariat n'ont en commun que d'être les victimes de la crise. Mais si pour le prolétariat cela devait lui permettre d'attaquer le capital, les classes moyennes n'aspirent plus, elles, qu'à un retour à l'état antérieur à la crise. Le P.C. se trouve dans une position délicate. Il a joué son rôle de rassembleur en accusant les 200 familles. Il doit continuer à assurer son rôle de représentant des opprimés, alors que ces opprimés ont des intérêts divergents. Il convient maintenant de voir quel rôle a joué le P.C. dans la formation d'une idéologie nationaliste.

L'idéologie nationaliste.

Le P.C. va pendant cette période s'identifier comme le parti de la France, le parti des français.

C'est ce que laisse prévoir Thorez dans son rapport de Villeurbanne [1] :

« Les communistes ne veulent pas laisser aller le pays à la régression, à la ruine et à la catastrophe, c'est pourquoi ils travaillent à l'union du peuple de France, à la véritable réconciliation nationale contre les 200 familles.

Nous sommes soucieux de l'avenir de notre pays, du nombre et de la santé de ses enfants, de l'abondance et de la qualité de sa production matérielle et intellectuelle, du rayonnement de sa culture; nous voulons lui rendre la prospérité dans le travail, le bonheur et la paix.

... La République Française des Soviets (*sic*) ce sera de même, sous la conduite des communistes, le salut pour notre pays... les communistes feront une France libre, une France forte, une France pacifique. »

Le manifeste *Pour le salut du peuple français,* adopté par le VIIIe Congrès, est de la même veine :

« Un vent de détresse souffle sur notre beau pays de France, dont les richesses, au lieu de servir à embellir et à rendre plus heureuse la vie des hommes, sont accaparées par une minorité malfaisante de parasites.

Notre pays gémit aujourd'hui sous le poids de l'oppression de la bande des

ennemis de la nation responsables de l'appauvrissement des masses populeuses, de la corruption et des scandales, de la désespérance qui s'empare de notre magnifique jeunesse, se demandant avec angoisse de quoi demain sera fait pour elle.

... Le P.C.F. est le parti de l'Union de la nation française... La nation française, c'est le peuple admirable de notre pays, au cœur généreux, à la fière indépendance et au courage indomptable.

Peuple Français, c'est pour ton salut que nous te convions à l'union. »

« Le Parti s'efforce de répondre à chaque question du moment. Il donne son opinion sur tous les problèmes. Il fait preuve de la plus grande initiative, en même temps que de hardiesse et de fermeté.

... Nous considérant comme les meilleurs défenseurs de la classe ouvrière et du peuple de France et comme les représentants authentiques de leur avenir, nous avons abordé les problèmes qui se posent à l'attention du pays... La dénatalité provoquée par l'exploitation du capital est l'un des fléaux les plus redoutables qui menacent l'avenir du peuple de France... Il faut donc assurer dès à présent une protection efficace de l'enfance... » [11]

Le 17 avril 1936, Thorez s'adresse à la radio, où il peut annoncer au peuple de France cette volonté d'union du P.C. : « Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïcs, parce que tu es notre frère, et que tu es comme nous accablé par les mêmes soucis.

Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu Croix de feu, parce que tu es un fils du peuple, que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption, parce que tu veux, comme nous, éviter que le pays ne glisse à la ruine et à la catastrophe. »

Il ne s'agit absolument pas d'une ruse électorale, mais bien de l'adéquation parfaite du Parti et de la situation française. Un front populaire contre les 200 familles donne l'illusion que la classe ouvrière s'est réconciliée avec elle-même.

Le 6 août 1936 [12], Thorez présente un rapport à une assemblée de communistes parisiens. Il précise encore ce qui était en germe dès Villeurbanne.

« Au service du Peuple !... contenu invariablement unitaire de la politique de notre Parti Communiste : Unir, unir, unir.

Ainsi, dans une situation difficile, à l'intérieur et à l'extérieur, pour le salut de notre peuple, nous préconisons le Front français.

1° *Front français pour le respect des lois,* ce qui ne peut signifier dans le moment présent que l'application des accords Matignon, la dissolution effective et le désarmement des ligues, la défense de la Constitution et de toutes les lois de la République.

2° *Front français pour la défense de l'économie nationale,* ce qui ne peut signifier dans le moment présent que l'aide, la protection des éléments des classes moyennes, le soutien des paysans, faire payer les riches et empêcher certains capitalistes de saboter la production nationale en procédant au licenciement du personnel et à la fermeture des

ateliers.

3° *Front français pour la liberté et l'indépendance de notre pays,* ce qui veut dire, dans le moment présent, une politique active et conséquente en accordance avec tous les pays qui veulent effectivement la paix indivisible et la sécurité collective. Cela signifie qu'on repousse avec indignation toute immixion étrangère dans les affaires de notre pays.

Sur ces trois points, notre opinion est que l'on peut se rencontrer avec ceux qui ne sont pas d'accord avec l'ensemble du Front Populaire, même si ceux-là ne renoncent pas à leurs opinions.

Nous pouvons dire que le Front Populaire (et nous y sommes pour quelque chose, nous les communistes), en ce sens, ce sera vraiment un front français, un front du peuple de France, héritier et continuateur de la grande révolution contre le front des agents de l'étranger, contre le front de Coblentz moderne. Un front français à la tradition héroïque de lutte et de liberté de notre peuple, aux accents de la Marseillaise de 1792 mêlés à ceux de notre Internationale, sous les plis du drapeau de Valmy avec le drapeau rouge de la Commune, un front français contre le front anti-français de trahison.

Nous pensons vraiment lutter contre la réaction et le fascisme en lançant un appel au peuple, y compris à ceux qui pourraient maintenant encore être écartés de nous... personnellement je n'ai jamais levé le poing, mais le geste que je considère exprimer le mieux notre politique c'est celui de la main tendu au peuple de France.

Le Front Populaire, ce n'est pas un tactique occasionnelle, ce n'est pas une opération électorale, c'est l'avenir de notre peuple. »

Le Parti socialiste ne comprend pas grand chose à cette évolution du P.C. Organe traditionnel du réformisme ouvrier, il estime que le Front Populaire est l'alliance de la classe ouvrière et des classes moyennes, pas leur union; il se retrouve plus « à gauche » que le P.C. Cette histoire de Front Français ne lui dit rien qui vaille. D'abord les ouvriers risquent de se poser des questions. Ensuite on n'envisage pas pour le moment de céder des fauteuils ministériels. D'où véhémentes protestations.

Le 9 septembre, le secrétariat du P.C. envoie une lettre à la Commission Administrative Permanente du P.S. [13] :

« Nous voudrions dissiper un malentendu surgi entre nous à propos du mot d'ordre de Front Français.

Nous croyons avoir raison en poursuivant dans l'intérêt de la classe ouvrière de France une politique large d'union qui ne rejette que la minorité capitaliste, les « 200 familles » et leurs mercenaires chefs de bandes fascistes.

Nous croyons possible le rapprochement avec la plus grosse partie des paysans et des ouvriers qui ont encore voté, à plus de 4 millions, pour les candidats opposés au Front Populaire.

Nous croyons sage de ne pas refuser — en vue de réaliser tel ou tel point du programme de Front Populaire — le concours de ceux qui peuvent ne pas être entièrement d'accord sur l'ensemble.

... Cependant, soucieux comme toujours de ne rien dire ni de rien faire qui puisse affecter les liens fraternels entre ouvriers communistes et socialistes, et afin d'éviter entre nous une polémique qui ne profiterait qu'aux ennemis de la classe ouvrière, nous nous abstiendrons d'employer l'expression Front Français. »

Nous avons vu plus haut que l'un des aspects du Front Français était celui de la « défense de la Constitution et de toutes les lois de la République ». Une lettre du comité central le 17 octobre 1936 à Daladier et au congrès du parti radical, insiste particulièrement sur ce point. Après avoir fait l'apologie du parti radical et du travail [14] : « Votre grand parti qui a joué un rôle si important dans l'histoire de la IIIe République, peut revendiquer avec fierté l'honneur d'être lié aux classes moyennes de France, dont les convictions démocratiques ont tant contribué à sauvegarder les libertés publiques... Tout commande aux ouvriers de notre pays, si fiers de leur métier et si magnifiques de conscience professionnelle, de s'unir aux paysans dont le rude travail a tant contribué à faire la grandeur de la France et avec l'ensemble des classes moyennes en qui vivent de si précieuses qualités de labeur et d'épargne », on en arrive ensuite à l'ordre public :

« Comme vous, nous pensons que l'ordre public est indispensable, il l'est d'autant plus qu'il s'agit de créer des conditions d'un redressement économique du pays dont nous pensons que l'application du programme de Rassemblement populaire peut donner les bases essentielles.

L'ordre public ne peut naturellement se concevoir hors du respect de la loi et c'est pourquoi nous sommes sûrs d'être en accord complet avec vous en demandant que les lois soient respectées par tous, comme doit être respectée la propriété privée, fruit du travail et de l'épargne. »

La lettre montre ensuite quelques exemples de la bonne foi des communistes :

« Maurice Thorez le 10 juillet à la Conférence nationale du P.C.F. : « Les prolétaires ne sont nullement opposés à toute propriété, ils se dressent exclusivement contre le privilège qui permet à une minorité de parasites d'exploiter le travail de millions d'hommes, privés de toute propriété, et de disposer souverainement des richesses de la Nation. Les gros capitalistes sont les vrais et les seuls ennemis des petits propriétaires, paysans, artisans ou industriels qu'ils écrasent, ruinent et exproprient à leur profit. »

... Nous avons été seuls par la voix de notre secrétaire général Maurice Thorez à dire le 11 juin dernier qu'il faut savoir terminer une grève dès que les satisfactions essentielles ont été satisfaites.

... Frachon, secrétaire de la C.G.T. et militant du P.C.F., a nettement déclaré :

« Nous savons que beaucoup de patrons ne respectent ni les lois sociales, ni les conventions collectives. Je comprends votre indignation devant ces manquements. Eh bien ! malgré cela, nous vous demandons de ne pas occuper les usines et d'éviter les grèves dans toute la mesure du possible. »

Nous voulons l'ordre et la prospérité du pays; nous voulons la liberté et la paix. »

Le P.C. apparaît ainsi comme le garant de l'ordre public, et il l'est effectivement.

En juin 1936, après les accords Matignon, la grève persiste. La situation apparaît floue. C'est le P.C. qui persuade les travailleurs, parfois difficilement, de reprendre le travail. Le discours de Thorez du 11 juin [15] à des militants communistes est significatif sur plusieurs points.

D'abord quant à la définition d'une situation révolutionnaire : « Toutes les conditions ne sont pas encore réunies pour le pouvoir des soviets en France. Je veux en indiquer une seule. Nous n'avons pas encore derrière nous jusqu'au bout, toute la population des campagnes.

Nous risquerions même, en certains cas, de nous aliéner quelques sympathies des couches de la petite bourgeoisie et des paysans de France. Alors ? »

Ensuite sur l'incapacité du Parti à défendre les revendications immédiates des ouvriers :

« Si le but maintenant est d'obtenir satisfaction pour les revendications de caractère économique, tout en élevant progressivement le mouvement des masses dans sa conscience et son organisation, alors il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles et les plus importantes des revendications.

... Il y a eu la grève des camionneurs. Immédiatement nos camarades se sont efforcés de faire obtenir satisfaction le plus rapidement possible aux grévistes. Supposez en effet, camarades, que les camionneurs soient en grève pendant plusieurs jours et c'est le ravitaillement de Paris qui est compromis.

Cela signifie que beaucoup de petits bourgeois qui suivaient avec sympathie la grève des métallurgistes, auraient commencé à s'émouvoir s'ils n'avaient pu se procurer ce qui est nécessaire à l'existence de leur famille. »

Enfin sur le rôle du Parti et de ses militants : « Nous ne jouons pas, nous, avec la classe ouvrière; nous ne sommes pas une poignée d'irresponsables, nous sommes un grand Parti, nous sommes le grand Parti, le premier parti de France, le Parti vers lequel convergent tous les espoirs du peuple de notre pays et nous sommes capables, nous, de cela, du présent et de l'avenir de notre pays.

Les militants du Parti doivent être en mesure de réagir contre la tendance gauchiste dans le mouvement. »

Comme le dit la lettre à Daladier [14], « C'est parce que nous sommes unis que nous avons empêché dans ce beau pays que nous aimons, le déchaînement d'une guerre civile qui aurait fait coulé beaucoup de larmes et de sang. »

L'alliance classe ouvrière-classes moyennes, est devenue l'union de la nation française, qui « sauve le peuple et la nation en associant, contre une minorité infime de parasites, pour la richesse, la puissance, la prospérité et la gloire du pays, la masse anonyme des ouvriers, des paysans, des artisans, des savants, des artistes et penseurs... Ce que veut le peuple, c'est avoir à lui sa patrie, son pays avec ses immenses richesses... A

part cette minorité les 200 familles est-ce que les dizaines de millions d'êtres humains qui constituent la nation française ne sont pas également exploités et n'ont pas des intérêts solidaires ? L'union de ces millions d'êtres humains donnerait à la nation française une grandeur jamais connue dans les périodes les plus belles de notre histoire. » [16]

L'essentiel est donc que les gens qui constituent le peuple de France, ce peuple d'exploités, ont « des intérêts solidaires ». Il n'y a donc plus de classes, ou plutôt il y a deux classes : les exploiteurs - les exploités. Mais alors que dans sa phase « gauchiste », le P.C. opposait le prolétariat et la bourgeoisie, il oppose maintenant le peuple et les 200 familles.

Quand il s'honore d'avoir évité « le déchaînement d'une guerre civile », il faut bien voir que son action pour paralyser la réaction ouvrière s'est manifesté très clairement avant le succès électoral de 1936. A preuve l'analyse que fait le P.C. des émeutes ouvrières de Brest et de Toulon en août 1935.

Les deux émeutes sont essentiellement dues à l'application des décrets-lois Laval, qui entraîne une baisse des salaires des ouvriers des arsenaux.

A Brest, il y aura 3 morts. Les ouvriers livrèrent de violentes bagarres avec le service d'ordre, tentèrent d'enfoncer les grilles d'une caserne, lapidèrent les cars de touristes, stoppèrent un convoi de chemin de fer, placèrent un drapeau rouge à la sous-préfecture. Mais pour Monjauvis [17] l'essentiel, ce sont les « provocations gouvernementales » : ainsi l'occupation de l'arsenal par la troupe, mais surtout l'action de « provocateurs » infiltrés parmi les ouvriers. Mais ce n'est pas tout : « Ajoutons aussi qu'on a trouvé à Brest comme on trouve toujours en de telles circonstances, ces éléments n'ayant rien de commun avec la classe ouvrière qui, par esprit de violence ou de rapine, recherchent et créent le désordre. » Car on sait en effet que, pour le P.C., la classe ouvrière se manifeste par un sens élevé de sa dignité et de ses responsabilités, fort incompatible avec la violence.

Heureusement qu'il y eut à Brest des éléments plus réconfortants :

« Les autorités civiles et militaires durent reconnaître qu'aussi bien les militants unitaires que confédérés, socialistes que communistes, recommandèrent aux manifestants « le calme et la dignité ». Et cela, toujours, malgré les multiples provocations d'un service d'ordre...

Si le travail a pu reprendre le vendredi 9 à l'arsenal, c'est grâce aux organisations syndicales...

La délégation des gauches tient à féliciter sans réserve les militants syndicalistes du sang froid, de l'esprit de pondération dont ils ont fait preuve. C'est grâce à leur action, à leur appel au calme sans cesse renouvelé qu'il n'y a pas eu plus de morts à déplorer. »

Même scénario à Toulon [18]. Midol relate d'abord les faits. Les ouvriers de la pyrotechnie se heurtent à un barrage de police qui tire, puis « les manifestants sont refoulés dans la partie basse de la ville où ils se rencontrent avec les ouvriers de l'arsenal qui sortent des ateliers; les charges des gardes mobiles se succèdent; les travailleurs

commencent à ériger des barricades. Les échauffourées se succèdent dans la partie basse de la ville. Le sous-préfet réquisitionne la troupe qui protège les bâtiments publics. Les derniers foyers de résistance des manifestants sont balayés par la garde mobile et le calme renaît vers 1 heure du matin. »

Mais pour Midol, ce n'est pas là l'essentiel : « Les événements sanglants ont pour origine la décision prise par les travailleurs de quitter l'entreprise à 15 heures et de se diriger vers la ville. Or, il est absolument certain que le comité d'action qui coordonnait les décisions des organisations syndicales (unitaire et confédérée) avait décidé de cesser le travail pendant 5 minutes à l'heure des obsèques des camarades de Brest. Comment cette décision s'est-elle transformée en grève effective et en désertion des ateliers ? Tout d'abord il apparaît que, dans la pyrotechnie même, des ouvriers s'efforçaient de créer un courant en faveur de la manifestation en ville, on nous a cité deux bretons qui faisaient cette besogne vis-à-vis de leurs camarades, malgré la résistance des responsables. Puis un coup de téléphone qui, paraît-il, était la décision des organisations syndicales, disait : « à 3 heures, hors des ateliers »... Il s'agit de faits voulus, préparés minutieusement avec la volonté de les utiliser au maximum pour obtenir les incidents sanglants... »

Heureusement, une fois encore, les syndicats eurent à coeur d'accomplir leur « besogne » : « Une délégation s'était rendue à la préfecture maritime poux demander l'ouverture de l'arsenal le lendemain matin et éviter ainsi, par la reprise normale du travail, la prolongation des incidents... Il a fallu tout le sang-froid des militants pour éviter l'élargissement des incidents, empêcher que les provocateurs qui se trouvaient dans les rangs des manifestants aggravent encore la situation. »

Encore donc un triomphe pour la classe ouvrière : « La provocation était trop claire, pour aboutir à cette coupure entre la masse des petits commerçants et artisans et celle des travailleurs. »

Il ne faut donc pas s'étonner du ton mesuré du Parti après le massacre de Clichy le 16 mars 1937 (6 morts, des centaines de blessés), même lorsque la provocation n'apparaît pas comme « trop claire ».

Bien évidemment, si le Peuple est uni, dans le respect de la légalité, tout ce qui sort de cette légalité, que ce soient les occupations d'usine qui se prolongent ou des bagarres contre le service d'ordre du ministre socialiste Marx Dormoy, ne peut être dû qu'à des provocations « fascistes ».

Mais au fond, l'union du peuple, pour quoi faire ? La réponse était : la prospérité de la France. On en vient à préciser : l'accroissement de la production. L'ancien syndicaliste « révolutionnaire » Monmousseau explique la situation [19] :

« La continuation des mouvements au-delà des objectifs contenus dans les accords Matignon et des lois sociales dont le vote ne faisait désormais aucun doute ne pouvait que servir la cause du grand patronat en mettant le gouvernement en difficultés, en démontrant aux classes moyennes que ce dernier était débordé par la classe ouvrière résolue à poursuivre ces objectifs exclusifs après s'être servie du F.P...

« Enfin la classe ouvrière ne peut observer une attitude égale en toutes circonstances, elle doit tenir compte du fait politique a savoir que le F.P. dans lequel elle était partie prenante a pris des engagements envers le pays, qu'il ne s'agit point pour lui d'aider au chaos économique dont la grande bourgeoisie est responsable, mais au contraire de travailler à son redressement malgré l'attitude hostile de la classe dominante...

« L'application des lois sociales en garantissant aux masses un salaire basé sur un pouvoir d'achat suffisant, devait immanquablement provoquer, dans les masses, un sens général de la responsabilité, c'est-à-dire un accroissement de la production. M. de Wendel a dès le premier jour appliqué les lois sociales dans ses entreprises de l'est; comme partout ailleurs le mouvement syndical s'est développé les délégués d'atelier ont été désignés et remplissent leurs tâches.

« Non seulement il ne fut jamais question de grèves depuis celles de juin, mais le rythme de la production s'est trouvé augmenté. Ainsi l'application loyale des lois sociales dans l'ensemble du pays et des industries, en développant dans les masses le sens de la responsabilité, loin de porter un coup à la situation économique du pays, ne pouvait que la favoriser.

« Le grand patronat a intérêt à l'élargissement du conflit. La perturbation jetée dans la situation économique, dans la production des industries de guerre, serait une excellente matière de propagande parmi les classes moyennes contre les syndicats ouvriers. Mais les travailleurs ont intérêt à la victoire, ils ont donc intérêt à déjouer les provocations, à maintenir et renforcer les rapports avec les classes moyennes, à ne point créer de difficultés au gouvernement. Les travailleurs, confiants qu'ils sont dans la force de leur C.G.T., acceptent les formules d'arbitrage qui, interprétées honnêtement, permettront de sanctionner les conflits sur la base d'une justice dont les éléments sont contenus dans les dernières lois sociales et les accords Matignon. »

Ainsi donc, pour le P.C., les grèves sont voulues par le patronat, qui veut désorganiser la production. L'intérêt bien compris des ouvriers est donc de refuser de céder aux provocations, d'accroître la production, en particulier dans les industries de guerre.

Le P.C. ne s'est guère opposé à l'allongement de la durée hebdomadaire du travail (l'arrêté du 29 juillet 1937 autorise des journées de travail supplémentaires dans les mines de fer, celui du 21 décembre 1937 permet la prolongation de la durée du travail dans les mines de charbon, le décret pris à la même date autorise des dérogations pour les industries dont l'activité conditionne une partie importante de la production nationale.)

En ce qui concerne l'industrie de guerre, support matériel de l'idéologie nationaliste, le 31 août 1938, le Parti organisera un meeting qui tentera de démontrer, témoignages d'ouvriers à l'appui, que la défense nationale est sabotée par le grand capital.

« Le Parti dénonce le sabotage de la production, par conséquent de la défense nationale, organisé par le grand capital complice de Hitler; il réclame des mesures énergiques contre les saboteurs et formule des propositions concrètes pour le

développement rapide de la production française... la politique d'unité de la classe ouvrière, d'union de la nation française pratiquée par le parti, tend à créer les conditions intérieures d'une défense efficace de la paix et de la sécurité nationale. » [20]

Mais les difficultés s'accumulent pour l'infortuné Léon Blum. Essentiellement financières, semble-t-il. Pour ce qui est des solutions financières, le P.C. est là; et le 8 juin 1937, il lance un appel « pour le salut du pays » : « le P.C., défenseur du peuple, et animé de la noble ambition de faire triompher avec l'ensemble du F.P. les revendications de la France laborieuse... Pour mener à bien cette tâche et pour briser l'assaut furieux de la réaction, le P.C. est prêt à prendre toutes ses responsabilités, dans un gouvernement renforcé et constitué à l'image du F.P. pour le salut de la France, de la démocratie et de la paix. »

Ponctuellement, il lancera de semblables appels : le 22 juin 1937; au congrès d'Arles de 1937 où Thorez lance un vibrant discours où l'on peut noter : « Nous sommes prêts à prendre nos responsabilités dans un véritable gouvernement de F.P.; ...; unir toujours plus étroitement tous les travailleurs, tous les démocrates, tous les français dignes de ce nom... La France aux français »; et les auditeurs subjugés de s'écrier avec transport : « Thorez au pouvoir ! ». Et le 17 janvier 1938 : « Quant à la formule proposée par Léon Blum d'un gouvernement national autour du F.P., M. Thorez et J. Duclos ont indiqué que l'application du programme du F.P. en était la condition essentielle sur laquelle le Comité central du Parti serait appelé à se prononcer »; enfin, le 10 mars 1938.

Mais si le P.C., qui sent capoter le F.P. en proie aux dures réalités de la vie, espère donner un sang nouveau au gouvernement, les partis au pouvoir n'ont pas besoin de lui. Pour eux le rôle du P.C. était de garder le prolétariat, à un moment crucial. Il l'a fait et continue de le faire. Il ne peut rien apporter de plus en venant au gouvernement, il ne peut plus lâcher les ouvriers contre le gouvernement. La reprise économique amorcée ne persiste pas. Le capital doit à nouveau attaquer sévèrement la classe ouvrière dans ses conditions d'existence. Celle-ci, malgré certaines réactions violentes, va de défaite en défaite jusqu'à l'écrasement de la grève générale du 30 novembre 1938 (écrasement organisé par le P.C. et la C.G.T., et qui aboutit à des centaines de milliers de licenciements).

Au même moment, le Parti communiste, Parti de la France, qui se montre incapable de défendre les ouvriers, élabore un programme positif, de « redressement national et social », qu'énonce Thorez le 21 novembre 1938 devant le Comité central. « Après la démission des hommes de Munich, la classe ouvrière pourra alors apporter sa collaboration confiante, totale, sans réserves à l'effort de redressement qui s'impose, y compris l'effort de réarmement... Nous sommes prêts à assurer aussi la paix, vaillamment, par la constitution d'un appareil défensif si formidable que toute pensée d'agression soit découragée chez les plus insolents et les plus rapaces (cette phrase est tirée de : Jaurès, « l'armée nouvelle ») »... [21]

« L'heure est venue de réaliser effectivement l'armement général du peuple, de

réaliser les réformes profondes qui assureront une puissance décuplée des moyens militaires et techniques du pays. L'armée du peuple, l'armée des ouvriers et des paysans bien encadrés, bien instruits, bien conduits par des officiers fidèles à la République... Cette armée serait une armée invincible... Nulle force matérielle ne peut compenser la force morale de l'idée populaire de liberté et de paix, du devoir librement accepté, du sacrifice noblement consenti...

« Une politique générale conforme à la volonté du peuple assurerait à l'armée de la république des moyens matériels et techniques considérables. Il suffirait, pour éviter tout sabotage, tout gaspillage, tout retard, de confier aux délégués élus des ouvriers, aux représentants des syndicats le contrôle de la production dans toutes les entreprises travaillant pour la Défense nationale...

« L'intérêt des peuples des colonies françaises — considéré sous l'angle de leur émancipation nationale et sociale — c'est de rester unis à un peuple chez lequel subsistent encore heureusement des notions de liberté et d'égalité des races.

« Déjà, en Arles, nous avons rappelé que le droit au divorce ne signifie pas l'obligation du divorce, que le droit de libre disposition n'implique pas l'obligation de la séparation d'avec la France. Déjà en Arles, nous avons fait valoir toutes les raisons qui militent en faveur d'une union confiante et fraternelle de la France républicaine et de ces peuples coloniaux qui ne demandent rien de plus que de nouveaux motifs d'aimer notre peuple et de pouvoir lui manifester fidélité et reconnaissance...

« Le redressement national doit comporter nécessairement un effort exceptionnel dans le domaine de la production économique... Le travail c'est la loi de l'homme... Le droit au travail, c'est encore aujourd'hui la revendication de ces centaines de milliers de chômeurs complets, qui voudraient bien travailler, ne serait-ce que 40 heures par semaine.

« Si le patronat était contraint au respect des lois et aux investissements nécessaires, les ouvriers seraient prêts à travailler le temps qu'il faudra pour fabriquer des canons et des avions, pour armer notre peuple contre Hitler, contre le fascisme international, pour la sauvegarde de la liberté et de la paix. »

Le discours contient l'énoncé du programme du gouvernement de la France, où l'on peut noter le droit au travail, nécessitant l'investissement des capitalistes, la nationalisation des chemins de fer, des mines, de l'électricité, des assurances, le contrôle des banques, l'organisation de la nation armée, où « le P.C. revendique hautement sa part de responsabilité, sa collaboration à l'effort d'armement général du peuple. »

Mais qui devra s'associer au P.C. pour réaliser ce programme ?

« Partout se sont peu à peu dégagés les éléments capables d'assurer le redressement du pays. Contre le regroupement pro-hitlérien s'opère le regroupement français, le regroupement des forces de paix et de démocratie...

Maintenant, le peuple de France commence à réaliser l'étendue du péril hitlérien. Chez nos frères socialistes, dans le P.R., chez des hommes classés jusqu'alors à droite, une évolution s'accomplit dans le sens de nos idées. De plus en plus on se comptera en France

sur cette seule question : Qui est contre ou pour Hitler ? Les limites du regroupement des français dépassent singulièrement les cadres du F.P. C'est pourquoi notre tâche n'est pas seulement désormais de travailler au maintien du F.P. mais bien d'obtenir son élargissement dans le sens autrefois indiqué par nous, du Front des Français. C'est encore une de nos idées qui s'est imposée...

Et maintenant, beaucoup de ceux qui nous ont critiqués reprennent nos mots d'ordre. Tant mieux. Il n'y a chez nous aucune vanité. Nous n'avons en vue que l'intérêt de notre peuple, que le salut de notre pays. Que s'unissent donc tous les travailleurs, manuels et intellectuels, ouvriers et paysans. Que s'unissent les hommes de toutes opinions, de toutes confessions, qui n'acceptent pas la honte de Munich. Et qu'ensemble nous luttions pour sauver notre pays. »

Le rôle réel du P.C.

Ce texte remarquable nous permet de saisir le rôle réel qu'a joué le P.C. au cours de cette période. Nous avons vu que sa conception immédiatiste de la crise lui permet de voir une lutte entre les profiteurs de la crise et leurs victimes. Leurs victimes, c'est le peuple, c'est-à-dire les gens de toutes conditions sociales. Le P.C., représentant des exploités traditionnels, les ouvriers, se doit de prôner un front populaire qui rassemblera les opprimés. Ceux-ci constituant, sociologiquement la majeure partie de la population, le P.C., défenseur des humbles deviendra le défenseur de la Nation.

Or, ce qui menace la France, pays démocratique où le peuple gouverne, c'est Hitler et le fascisme ? C'est lui le fauteur de guerre, qui risque de bouleverser la situation française, qui était devenue meilleure : dans son rapport à la conférence nationale du P.C. le 22 janvier 1937 à Montreuil, Thorez peut déclarer :

« En examinant objectivement ce que le F.P. a déjà donné aux ouvriers, aux fonctionnaires, aux anciens combattants, aux artisans, aux petits commerçants et aux paysans, nous pouvons conclure que la vie est un peu plus heureuse pour les travailleurs de notre pays... Le sentiment général de notre peuple, c'est qu'on respire mieux. »

Ce n'est pas que le P.C. ait une incoercible horreur de l'Allemagne. Comme le dit Thorez à Villeurbanne : « Nous sommes les partisans de la paix indivisible. Nous saluerions avec joie une entente avec l'Allemagne, même avec l'Allemagne de Hitler, à la condition qu'elle soit basée sur l'organisation générale de la paix et sur la renonciation à toute conquête. » Mais l'évolution de la situation extérieure ancre définitivement le P.C. dans l'idée que « le fascisme c'est la guerre ». [1] Il faut donc préparer la France à la guerre qui vient. La France, c'est-à-dire l'Empire français.

En effet, maintenant que le peuple est au pouvoir, cela change tout pour les peuples coloniaux, et le P.C. agira en conséquence, comme le montre l'article de Schweitzer dans « Le mouvement social » [22] :

« Les circonstances actuelles mettent les peuples coloniaux, comme leurs frères de la métropole, devant une nécessité immédiate : barrer la route au fascisme !

Dans la métropole, la démocratie, défendue par le prolétariat, est devenue le rempart de la lutte victorieuse contre le fascisme.

Ceux qui, n'ayant rien compris ou rien voulu comprendre à la situation politique en France et dans le monde, voudraient voir se dresser, aujourd'hui même, les peuples coloniaux dans une lutte violente contre la démocratie française, sous le prétexte de l'indépendance, travaillent en réalité à la victoire du fascisme et au renforcement de l'esclavage des peuples coloniaux. » [23]

En Algérie, l'Etoile Nord-Africaine de Messali Hadj a comme mot d'ordre l'indépendance; il rompt avec le P.C. et commence contre lui une campagne parmi les ouvriers maghrébins de France. Imache Amar, rédacteur de El Gumma, organe de l'Etoile s'adresse ainsi au P.C.F. : « Vous avez pris la place de l'impérialisme et vous êtes devenus des chauvins de la pire espèce alliés au colonialisme. »

On comprend que le P.C. voit sans déplaisir la dissolution de l'Etoile le 26 janvier 1937. Lorsque Messali Hadj, après avoir créé le Parti Populaire algérien, est arrêté avec 5 autres dirigeants, l'*Humanité* approuve chaudement cette mesure contre ces « auxiliaires du fascisme » qui poussaient « leur œuvre de division du peuple algérien, qu'ils voulaient dresser contre le peuple de France. » [24]

Messali Hadj est condamné à deux années de prison, et une sévère répression s'abattra sur le P.P.A.

Lorsque Thorez discourra à Alger le 11 février 1939, alors qu'il n'est plus question du Front populaire en France, il insistera surtout, aux sujets des colonies, sur leur « devoir de s'unir plus étroitement encore à la démocratie française. » Il faut d'ailleurs rapprocher ce programme de « redressement national et social » en ce qui concerne les colonies et l'apologie du travail, de ce qui fut dit lorsque le P.C. fut au gouvernement après la libération. Preuve de la continuité de la période 1936-1947.

Si le P.C. se trouve dans une situation qui peut apparaître délicate lors de la proclamation du pacte germano-soviétique d'août 1939, il n'en poursuit pas moins ses efforts pour empêcher toute « défaillance » des ouvriers lors de la déclaration de guerre.

Le 26 août, l'*Humanité* saisie porte comme titre « Union de la Nation française contre l'agresseur hitlérien » et proclame : « Si Hitler ose le geste qu'il médite (attaquer la Pologne) les communistes français seront au premier rang des défenseurs de l'indépendance des peuples, de la démocratie et de la France républicaine menacée. Ils représentent une force humaine matérielle et morale, prête à remplir ses obligations et à tenir ses engagements. »

Cachin écrit à Blum (*le Populaire* du 9 septembre) : « A cette heure grave, le P.C. affirme que si Hitler déclare la guerre à la France, il trouvera le peuple de France uni, les communistes au premier rang, pour défendre la sécurité du pays. Nous déclarons que nous approuvons les mesures prises par le gouvernement. » En effet le 2 septembre, les députés

communistes ont voté les crédits militaires de Daladier.

Le 19 septembre, une déclaration du P.C. rappelle : « les communistes ont manifesté leur volonté inébranlable de défendre le pays en votant les crédits de défense nationale. 22 de leurs députés ont rejoint leur poste aux armées, et sur le champ de bataille des communistes soldats ont déjà versé leur sang. »

Le rôle historique du P.C. a donc été, en forgeant une idéologie nationaliste à usage du prolétariat, de permettre la constitution d'une Union sacrée sans faille et qui ne laisse aucune possibilité, au contraire de la première guerre mondiale, pour « transformer la guerre impérialiste en une guerre civile ». Le Front Populaire annonce déjà la Résistance et la Reconstruction.

Albert BORCZUK.

Bibliographie

1. VIIIe congrès du P.C.F., Lyon-Villeurbanne, 22-25 janvier, compte rendu sténographique, éd. du Comité populaire de propagande, 1936.
2. Duclos : *Mémoires,* T. II, Fayard, 1969.
3. Politzer : *La grande presse, les oligarchies et les propositions financières du P.C.* (Cahiers du bolchévisme, n° 17-18, 1er sept. 1935, p. 1030).
4. Duclos : *Front Populaire pour faire payer les riches* (C.B., n° 15-16, 1er août 1935, p. 846).
5. Allard : *Classe ouvrière et classes moyennes dans le Front Populaire* (C.B., n° 19-20, 1er oct. 1935, p. 1170).
6. Seigneur : *L'important problème des classes moyennes* (C.B., n° 14-15, 25 août 1936, p. 935).
7. Marécot : *Le congrès radical et le F.P.* (C.B., n° 24, 1er déc. 1935, p. 1456).
8. W. Rochet : *L'action communiste à la campagne* (C.B., n° spécial, 15 oct. 1935, p. 1267).
9. Thorez : *Ce que veulent les communistes* (C.B., n° 18-19, 1er nov. 1936, p. 1143).
10. Havez : *Le bilan du groupe parlementaire communiste en faveur des classes moyennes* (C.B., n° 6-7, 1er juil. 1937, p. 573).
11. Thorez : *Le P.C. dans le F.P.* (C.B., n° 1-2, 15 janv. 1936, p. 9).
12. Thorez : *Au service de la liberté et de la paix* (C.B., n° 14- 15, 25 août 1936, p. 898).
13. *Une lettre du secrétariat du Parti à la C.A.P. du P.S. sur le front français* (C.B., n° 16-17, 1er nov. 1936, p. 1127).
14. *Une lettre du C.C. du P.C. à M. le président Daladier et au congrès national du Parti radical socialiste* (C.B., n° 18-19, 1er nov. 1936, p. 1278).
15. *Humanité,* 13 juin 1936.

16. Bonte : *Unité d'action, F.P., Union de la Nation française* (C.B., n° 1, 15 janv. 1937, p. 28).
17. Monjauvis : *Les provocations gouvernementales et les tragiques événements de Brest* (C.B., n° 17-18, 1er sept. 1935, p. 1055).
18. Midol : *Le gouvernement Laval et les incidents sanglants de Toulon* (C.B., n° 17-18, 1er sept. 1935, p. 1061).
19. Monmousseau : *Le mouvement social depuis la victoire du F.P.* (C.B., 15 janv. 1937, p. 38).
20. Fajon : *Les communistes et la défense de la Nation* (C.B., n° 10, août 1938, p. 640).
21. Thorez : *L'heure de l'action,* discours prononcé au C.C. Du P.C.F. le 21 nov. 1938, éd. sociales internationales.
22. Schweitzer : *Le P.C.F., le Comintern et l'Algérie dans les années* 30 (Le mouvement social, n° 78, janv.-mars 1972, p. 115).
23. Deloche : *Le pain, la paix, la liberté aux peuples coloniaux* (C.B., 20 mai 1937, p. 111).
24. Humanité, 29 août 1937.

LES REVOLUTIONNAIRES ET LE FRONT POPULAIRE

Si l'on avait choisi de ne grouper ici que les textes adoptant les positions les plus radicales, sans concession aucune, face à la situation des années trente, et plus spécialement au Front Populaire en France, il aurait fallu se contenter de quelques rares documents émanant surtout de groupes liés à ce qu'il est convenu d'appeler la « gauche italienne ». Encore ces éléments passaient-ils à côté d'aspects très importants du mouvement de la société : par exemple, ils ne comprenaient pas, ou de façon confuse, partielle, le rôle réel des syndicats, et sur ce point la gauche communiste dite « allemande » allait beaucoup plus au fond des choses [2]. D'autre part, comme le montre le texte de Bremond sur la communauté dont nous citons un extrait, la gauche communiste se situe bien plus au niveau de principes (qu'elle a d'ailleurs l'énorme mérite de conserver) conçus comme des abstractions, sans montrer vraiment le mécanisme réel par lequel elles sont en fait des forces sociales résultant de rapports sociaux, et aussi de rapport *immédiats.* Ce sont justement ces liens immédiats, et leur évolution, que Bremond veut analyser : capital, prolétariat, exploitation, domination, communauté [3]. Par conséquent, il est impossible de sélectionner dans les textes de cette époque une série de documents théoriquement « parfaits ». Cette notion n'a d'ailleurs aucun sens : le mouvement communiste ne peut être synthétisé théoriquement ni par un seul individu, ni par un seul groupe. Cela vaut aussi bien pour les périodes de poussée révolutionnaire — il est alors

2 Cf. *La gauche allemande et la question syndicale dans la IIIe Internationale*, Kommunismen, Postbox 61, 2880 Bagsvaerd, Danemark; Pannekoek, *Révolution mondiale et tactique communiste* (1920), dans *Pannekoek et les conseils ouvriers*, EDI, 1969, p. 163 suiv.; également l'intervention du délégué du K.A.P.D. au troisième congrès de l'I.C. sur la question syndicale, *Invariance*, n° 8, p. 4-12 (J. Camatte, B.P. 133, 83-Brignoles). Des positions identiques étaient défendues dans les journaux dirigés par A. Prudhommeaux en France : *L'ouvrier communiste*, Organe mensuel des Groupes Ouvriers Communistes (1930), et *Spartacus* (1931). Les G.O.C. furent les premiers à publier en français, dans leur journal et en volume, la *Réponse à Lénine* de Gorter (1920), critique de *La maladie infantile*, en particulier sur les syndicats. Cet ouvrage a été reproduit en fac-similé par La Vieille Taupe, 1969.

3 On pourrait citer aussi le texte de Jean Prader *Contribution à la discussion des principes du mouvement révolutionnaire*, écrit vers 1933 pour le Regroupement des forces communistes, dans le cadre des discussions entre ce groupe, le Cercle Communiste Démocratique animé par Souvarine et la Fédération communiste indépendante de l'Est. Dirigée par d'anciens responsables du P.C. de Besançon et de Belfort, cette Fédération avait pour organe *Le Travailleur.* Paul Rassinier, ancien secrétaire de la section de Belfort du P.C., s'opposait au sectarisme et au stalinisme, préconisant le front unique avec les socialistes. Exclu en 1932, il organisa avec des militants du Doubs la Fédération communiste indépendante de l'Est, dont l'organe reçut l'aide de Souvarine. Ni l'un ni l'autre ne survécurent à 1934. Rassinier a laissé un témoignage intéressant de cet épisode dans le numéro 192 de *La révolution prolétarienne* (10 février 1935). A partir de 1931 Souvarine dirigea la revue *La critique sociale*, d'une très haute tenue, mais il s'éloigna du communisme. Dès 1935 les révolutionnaires critiquèrent vivement son ouvrage par ailleurs très documenté, sans doute le meilleur sur ce sujet : *Staline/Aperçu historique du bolchévisme* (Plon), qui, scandaleusement, n'a jamais été réédité depuis lors. Rassinier a lui-même écrit après la guerre une série d'études sur le système concentrationnaire, peut-être contestables, mais qui bouleversent bon nombre d'idées reçues en la matière.

trop vaste pour être embrassé d'un seul geste, d'un seul coup d'œil —, et pour celles de déclin — en ce cas les expériences et les réflexions s'émiettent et se dispersent, et finalement toute communication devient impossible entre les éléments prisonniers de leurs particularités [4]. Il était donc préférable de fournir ici quelques expressions, convergentes et divergentes à la fois, du mouvement révolutionnaire de l'époque. Même à l'intérieur des critères choisis, il reste une part d'arbitraire, et des lacunes graves. Nous espérons pouvoir bientôt publier un volume rassemblant un grand nombre de textes révolutionnaires (écrits en français) de l'entre-deux guerres.

Une ligne de démarcation s'impose pour délimiter les positions effectivement radicales de celles qui semblaient, alors, être de gauche ou d'extrême gauche sans pour autant prendre les problèmes à la racine. Cette ligne de partage porte à la fois sur la lutte contre le capital, et non simplement contre des *formes* politiques, et sur l'internationalisme le plus net. Par là même se trouvent exclues toute espèce de priorité accordée à la lutte contre le fascisme sur la lutte contre le capitalisme, de même que toute défense de l'U.R.S.S. Il est évidemment impossible ici de développer ces deux points. La question de la nature de la Russie a été largement débattue, et de nombreux textes sont aujourd'hui disponibles sur ce point [5]. Par contre la question du fascisme est loin d'être aussi claire : mais là aussi des documents existent. D'autre part, on remarquera que certains textes sont d'origine belge. En effet il est impossible de faire la distinction entre un mouvement strictement français et des apports extérieurs. Le mouvement révolutionnaire, malgré sa faiblesse, était alors effectivement international. L'émigration allemande et italienne jouait un rôle considérable. *L'Internationale* de Lastérade, par exemple, faisait une large place aux Etats-Unis, au Canada, et publiait des études du Groupe des Communistes Internationalistes des Pays-Bas (G.I.K.). La seule limite possible consiste donc à considérer tout ce qui existe en *langue* française.

Schématiquement, trois grandes familles se sont trouvées exclues de notre sélection. Tout d'abord, les éléments venus du P.C.F. et considérant essentiellement leur action en fonction de lui, soit pour le redresser, soit pour gagner des militants. Pourtant cette optique, exclusive d'autres formes d'activité et de regroupement, ne les empêchait pas d'adopter parfois des positions tout à fait subversives. Ainsi certaines publications de *La Lutte Finale* (Treint) au début des années trente; ou le texte de Treint en 1935 : *M. Staline approuve pleinement la politique de l'impérialisme français.* Il y eut d'ailleurs entre ces militants prisonniers de la problématique du P.C.F., et les éléments les plus à gauche, une sorte de convergence vers 1930. Par exemple, la « Gérance et impression » de *L'Etincelle,* Organe communiste, Fraction de gauche, journal de Treint en 1932, est à la même adresse (Nelly Rousseau, Paris), que les « Renseignements et correspondance » de *Pour la renaissance communiste,* bulletin de la gauche communiste, se revendiquant de la gauche italienne, en 1933. Cependant, dans leur ensemble, ces groupements se définissent

4 Cf. *Socialisme ou barbarie*, n° 11 (1952) : « La crise du bordiguisme italien ». Voir note suivante.

5 Cf. la postface de P. Guillaume au reprint de l'article du n° 2 de *Socialisme ou barbarie* : « Les rapports de production en Russie », La Vieille Taupe, 1972.

avant tout par un caractère oppositionnel au P.C., comme en témoigne en 1936-1937 le - journal d'A. Ferrat, *Drapeau rouge,* Journal communiste révolutionnaire.

Il n'a pas non plus été tenu compte ici de la gauche de la S.F.I.O. ni du P.S.O.P. Qui en est issu en 1938. Leur position était d'abord de critiquer le Front Populaire en le soutenant, de le soutenir pour qu'il change. Mais on ne change pas de nature. M. Pivert et la Gauche révolutionnaire n'auront été qu'*une* des couvertures de gauche du Front Populaire. Face à la guerre, ils tenteront de concilier l'inconciliable, à la fois considérant l'Allemagne comme l'ennemi principal *et* faisant appel aux ouvriers allemands pour qu'ils déposent les armes. Aucune position internationaliste ne pouvait passer par le soutien à de Gaulle [6].

De la même façon, le trotskysme a été laissé en dehors de cette sélection. La confrontation n'aurait pas tourné à son avantage. En 1935, dans la brochure *Deux politiques,* l'Union communiste dressait un bilan accablant des activités trotskystes face au Front Populaire, et à la S.F.I.O. Sans entrer ici dans une polémique inutile, on ne peut que constater l'aveuglement permanent de Trotsky, qui n'a cessé de voir des signes de radicalisation de la lutte des classes là où il n'y avait en fait qu'adaptation du capital. A partir de cette erreur, Trotsky était conduit à appuyer les partis dits ouvriers en croyant que les masses les contraindraient à dépasser leur réformisme, les feraient éclater, et produiraient de solides partis révolutionnaires. Ainsi en novembre 1934 :

« Le Front unique des P.S. et P.C. renferme en soi de grandioses possibilités. Si seulement il le veut sérieusement, il deviendra demain le maître de la France, mais il doit le vouloir. La clé de la situation est maintenant dans le Front unique. »

« Le but du Front unique ne peut être qu'un gouvernement de Front unique, c'est-à-dire un gouvernement socialo-communiste, un ministère Blum-Cachin. Si le Front unique se prend au sérieux, et c'est à cette seule condition que les masses populaires le prendront au sérieux, il ne peut se dérober au mot d'ordre de conquête du pouvoir. »

Trotsky ne faisait ainsi qu'appuyer ce qui n'était qu'une variante, et *non la moins inefficace* pour le prolétariat, de la domination du capital. Il allait même jusqu'à tromper ses lecteurs et ses militants sur la nature de la S.F.I.O. et son évolution possible, écrivant que « la majorité du Parti doit inévitablement se radicaliser ».[7]

Lors des occupations d'usine en 1936, pour Trotsky « La révolution française a commencé ». Pourtant le même article reconnait que « Le gros des ouvriers marche aujourd'hui derrière le parti communiste », ce qui ne l'empêche pas de lancer le mot d'ordre : « Les soviets partout ». Ce qui est en cause, ce n'est pas simplement une erreur d'appréciation sur la période, mais, plus profondément, une conception où il s'agit toujours de mobiliser, mais surtout de mobiliser en fonction des organisations traditionnelles d'encadrement des ouvriers, pour les mettre « au pied du mur », les pousser

6 On peut lire la correspondance Pivert – de Gaulle en 1940 dans D. Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, Maspéro, 1970, pp. 305-8.

7 Citations extraites de *Deux politiques*, Union communiste, Bulletin d'information et de liaison, n° 3, décembre 1935.

à prendre le pouvoir, les renforcer malgré elles, voire même y entrer pour y travailler de l'intérieur (ce qui sera le cas en 1934-1935 avec la S.F.I.O.). Illusion sur l'évolution des partis dits ouvriers, tentative de regrouper les masses autour de soi, ou d'aller les chercher dans les partis réformistes, refus de considérer la période comme contre-révolutionnaire, sectarisme contre tous ceux qui n'acceptent pas sa direction, le trotskysme se présente bien comme une « maladie de la volonté ».[8]

De plus, si les mouvements gravitant autour du P.C. dans les années trente sont mal connus, la gauche S.F.I.O. et le trotskysme ont été étudiés et leur action est accessible à un large public, à travers des documents, des ouvrages d'histoire, des témoignages. Au contraire, les éléments dont on a réuni ici quelques textes ont été laissés presque totalement dans l'oubli.

On se tromperait toutefois lourdement en croyant connaître le mouvement révolutionnaire de l'époque du Front Populaire à partir de ces quelques textes. Les groupes oppositionnels au P.C., la gauche S.F.I.O., et le trotskysme, ainsi que d'autres courants durables ou éphémères, furent des canaux par où passa, et souvent se perdit, l'aspiration révolutionnaire de milliers de personnes. Critiquer impitoyablement ces courants dans la mesure où ils se veulent expression du communisme, et ne le sont pas en fait, ne signifie pas nier totalement leur rôle. L'histoire ne se réduit pas à l'activité de quelques groupes radicaux, et l'histoire du mouvement révolutionnaire ne se réduit pas à son aspect le plus en rupture avec la société existante. L'histoire n'est que le produit d'actions et de rapports pris dans leur dynamique. Si la situation avait évolué dans un sens favorable au prolétariat, les énergies révolutionnaires agissant dans toutes sortes de lieux et de groupes se seraient elles-mêmes transformées, délaissant ou bouleversant ces groupes en réalité pseudo-révolutionnaires où elles s'étaient d'abord exercées. Mais ces organisations n'en auraient pas moins été des foyers d'expériences utiles. Par conséquent, on ne peut considérer le mouvement révolutionnaire que comme un ensemble diversifié, où coexistent des courants opposés, bien que seulement une petite minorité pose les problèmes essentiels. Cela dit, si maintenant nous nous interrogeons sur cette époque pour discerner les éléments radicaux des autres, la distinction ne peut qu'être tranchée. Un journal comme *L'Exploité des métaux,* Organe mensuel des Métallos Communistes-Internationalistes en 1937, jouait un rôle révolutionnaire en tant que pôle d'action et de rassemblement d'ouvriers révolutionnaires. Mais il n'adoptait pas les positions communistes sur les problèmes du moment.

Pour se faire une idée du contexte de lutte et de réaction ouvrières face au Front Populaire, le lecteur peut se reporter à l'article de P. Broué et N. Dorey : *Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au Front Populaire* (1936-1938). Toutefois ce texte présente un autre intérêt. Broué y commet l'erreur inverse de celle de son livre sur l'Allemagne [9]. Dans ce dernier ouvrage, il s'attache avant tout au mouvement *politique* du

8 *Invariance*, n° 6 : « La révolution communiste — Thèses de travail », p. 26. L'article de Trotsky en 1936 se trouve dans Trotsky, *Le mouvement communiste en France*, Minuit, p. 578 suiv.

9 On trouvera l'article de Broué et Dorey dans *Le mouvement social*, n° 54, janvier-mars 1966. Le livre de

prolétariat, et non au mouvement social qui se donne des formes politiques. Il aboutit ainsi à faire une histoire des organisations. Au contraire, dans l'article sur le Front Populaire, Broué s'intéresse au mouvement immédiat, sans parler de ceux qui l'exprimaient, ou le critiquaient, ce qui lui permet de ne pas prendre en considération la gauche communiste. Il est vrai que le premier paragraphe de l'article est consacré aux « Minorités révolutionnaires » : mais là encore pas un mot sur *L'Internationale* ou les revues liées à la gauche communiste. Ayant d'emblée écarté ce qui aurait pu être subversif pour son article, Broué dissocie les mouvements ouvriers et les luttes immédiates, des efforts de clarification des minorités communistes. Ces remarques, que le lecteur aurait pu faire facilement de lui-même à la lecture du texte de Broué et Dorey, valent la peine qu'on s'y attarde un instant. Il est intéressant de noter comment plusieurs dizaines d'années après le Front Populaire, son mythe est toujours vivace, entretenu par les partis de gauche, avec la caution « scientifique » des historiens progressistes et d'extrême gauche, ces derniers plus spécialement chargés de maintenir l'ignorance des mouvements réellement subversifs de l'époque.

Au fond trois problèmes essentiels sont posés dans les documents qui suivent. Il s'agit d'abord d'affirmer que le Front Populaire n'est pas un moindre mal pour le prolétariat, mais une *autre* forme de dictature du capital, préparant la prochaine guerre, qui ne peut qu'être impérialiste, comme celle de 1914-1918. Les contradictions dans lesquelles se débat le capital depuis 1929 ne trouveront une solution que dans une nouvelle guerre mondiale. Les partis de gauche et le gouvernement Blum ne font que préparer une nouvelle union sacrée. Comme le dit *L'Internationale* du 2 juillet 1935 :

FRONT POPULAIRE = FRONT NATIONAL

Dans une telle situation, l'Union communiste (*L'Internationale*) cherche à favoriser un regroupement aussi efficace que possible. Elle croit à l'utilité du mot d'ordre de front unique par lequel, espère-t-elle, les organisations dirigeant le mouvement ouvrier seront démasquées. En cela elle reste, comme Trotsky, sur les positions des quatre premiers congrès de l'I.C., en particulier sur la tactique de Front unique de 1920-1921, rejetée au contraire par la gauche italienne et les groupes qu'elle influence. La position de *Bilan* est sensiblement différente : il n'y a aucune perspective de prise du pouvoir par le prolétariat pour le moment. Les objectifs *ultimes* du communisme sont provisoirement inaccessibles, la seule solution consiste à faire tout pour que les luttes *partielles* soient aussi dures que possible, et que les antagonismes de classe s'y manifestent nettement. En outre, bien sûr, les révolutionnaires doivent faire un travail de clarification théorique impitoyable. C'est là la seule façon de préparer l'avenir, d'armer le parti — aujourd'hui faible — en prévision de la future reprise révolutionnaire.

En allant au fond des discussions de l'époque au sein de ces groupes, c'est en fait

---

Broué *La révolution en Allemagne*, 1917-1923, a été publié en 1971 aux Ed. de Minuit.

la position à adopter face à *l'Etat* qui apparaît. L'Etat capitaliste ne peut qu'avoir une seule fonction, et il est illusoire de vouloir soutenir la démocratie contre le fascisme, ou une forme d'Etat bourgeois plus favorable aux ouvriers, contre une autre, ouvertement totalitaire et réactionnaire. La démocratie engendre le fascisme. Cette position de principe, acceptée par exemple par l'Union communiste face au Front Populaire en France, fut souvent rejetée ensuite en ce qui concernait l'Espagne. Pourtant les éléments les plus lucides montrèrent qu'il n'y avait pas de *révolution* espagnole, seulement une guerre. Bien entendu il y avait des mouvements révolutionnaires : la lutte contre la rébellion de Franco avait même pour origine une insurrection ouvrière. Mais justement, aussitôt après, les ouvriers avaient cessé de se battre pour eux-mêmes et par eux-mêmes, pour venir au contraire défendre la République. Cette dernière était tout aussi réactionnaire et anti-ouvrière que le régime de Franco, comme elle le montra en 1937 en désarmant les ouvriers de Barcelone et en massacrant les révolutionnaires. Par conséquent, la guerre d'Espagne opposait non pas les ouvriers à la réaction, mais deux formes différentes de l'Etat bourgeois. La seule attitude révolutionnaire consistait pour le prolétariat à combattre à la fois la République et Franco, à lutter pour la dictature du prolétariat. Cette attitude, défendue entre autres par *Bilan* et *Octobre,* fut rejetée par l'Union communiste qui, comme l'immense majorité de l'extrême gauche de tous les pays, appela à soutenir la République espagnole [10].

Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant que peu de documents fassent état d'une réflexion sur le communisme, sur le programme communiste. En ce sens le texte de Bremond est fondamental. Non seulement il n'est pas dépassé de nos jours, mais il reste encore beaucoup à y découvrir. Le caractère même de cette sélection obligeait à ne retenir qu'un extrait, et nous avons choisi la conclusion, amputée de ses notes. Ce texte va plus loin que les travaux des communistes de gauche allemands et hollandais écrits à la même époque [11]. Il est aussi très différent, visant à une conception matérialiste et une saisie immédiate à la fois du communisme. D'autres textes également témoignent de cet effort, à un moindre degré [12].

Malgré ses obscurités, voire sa confusion, l'analyse de Bremond est un document capital, et méritera ultérieurement d'être publiée intégralement. Il est semble-t-il un des

---

10 Cf. *Communisme et fascisme*, Programme communiste, 1970, recueil de textes du P.C.I. au début des années vingt. Sur la guerre d'Espagne, cf. *Invariance*, n° 7, pp. 109-113 (article extrait de *Bilan*), et n° 8, pp. 13-30. Les Thèses de 1945 publiées dans le n° 9 analysent la guerre de 1939-1945, montrant que, si les pays fascistes ont perdu, le fascisme en tant que tendance inévitable du capitalisme au totalitarisme, à la répression, à la misère, à la violence, a au contraire triomphé. Le n° 4 de *Révolution internationale* (B.P. 183, 31032 Toulouse Cedex) contient un texte de 1937 sur l'anarchisme dans la guerre d'Espagne et une introduction sur le fascisme : pp. 30-57.

11 Cf. *Fondements de l'économie communiste*, supplément au n° 101 d'I.C.O., P. - Blachier, 13, rue Larois-Bouillon, Paris (XIXe). Ce travail fut commenté à l'époque dans *Bilan*. *Les Cahiers du communisme de conseils* (R. Camoin, B.P. 326, 13208 Marseille Cedex 1) ont publié ces commentaires dans leur n° 11, pp. 37-72.

12 Ces questions seront reprises dans un ouvrage à paraître à La Tête de Feuilles sur le P.C.F. et la contre-révolution.

rares à avoir alors utilisé les œuvres de jeunesse de Marx, sans en profiter pour autant pour laisser le reste à l'écart en se débarrassant des « vieilles » notions de prolétariat et de parti, qu'il conserve au contraire, à sa manière.

« Nous répudions la négation totale du Parti du Prolétariat, de la Matière souffrante, qu'on travaille à extirper cette souffrance ou qu'on l'exprime simplement. Inévitablement, ce sera toujours ceux qui souffrent dans leur propre peau qui constitueront la base de ce Parti. Les autres en seront plutôt les curieux, en général... »

Jean BARROT.

DOCUMENTS

Il n'a pas été jugé nécessaire d'ajouter des notes aux documents eux-mêmes. Le lecteur peut se reporter aux autres parties de ce livre, ainsi qu'aux renseignements bibliographiques suivants, où l'on a choisi de préférence des textes facilement consultables.

La situation internationale et ses issues possibles.

...

La crise économique pousse chaque nation à se hérisser d'âpres et hautes barrières douanières dans le but de protéger sa propre industrie et son propre appareil commercial.

Cette façon de procéder pour réagir sur la crise est absolument illusoire : elle ne sert au contraire uniquement qu'à aggraver les rapports politiques nationaux et internationaux. Mais, même si chaque nation renonçait à la guerre douanière, ainsi que le proposent beaucoup d'économistes et de statisticiens bourgeois à titre de remède à la crise, il n'y aurait rien de changé dans la marche à l'abîme de l'économie capitaliste, tout au moins rien de substantiel car ce prétendu remède ne produirait qu'une fluctuation superficielle dans les rapports de force inter-impérialistes.

En ce cas, les pays les mieux outillés et les plus riches en matières premières seraient avantagés au détriment des pays plus pauvres et moins bien outillés. Mais puisque l'économie actuelle est strictement interdépendante à l'échelle mondiale, celle-ci n'en retirerait aucun bénéfice. Ainsi les hypothèses que nous venons d'examiner ne seraient que des remèdes illusoires.

La guerre douanière est inéluctable car, outre qu'elle ne sert pas de remède à la crise, elle est une manifestation consciente de défense nationale.

D'autres remèdes, non moins illusoires, sont en perspective, par exemple : la diminution des heures de travail, la fermeture des vieilles usines, des vieilles mines, etc... ayant un outillage primitif et délabré, la destruction de millions de tonnes de café, etc...

Nous disons que ces remèdes ne sont pas moins fallacieux que ceux précédemment examinés et il n'est difficile ni de le constater pratiquement ni de le prévoir théoriquement.

La fermeture des manufactures, des mines, des usines, la diminution des surfaces emblavées détermine l'augmentation des chômeurs et, parallèlement à l'augmentation des chômeurs, se produit une diminution de la capacité d'achat des masses.

La capacité d'achat réduite des masses entraîne la fermeture de nouvelles manufactures, usines, etc... phénomène qui, à son tour, produit une nouvelle diminution de la capacité d'achat des masses et ainsi de suite. Et ces divers phénomènes s'engendrent et se succèdent l'un l'autre comme dans le mouvement d'une roue un rayon appelle l'autre à le suivre; mais, dans les roues de l'économie capitaliste, les rayons cèdent les uns les autres jusqu'à ce que le poids fasse verser la voiture.

Un autre facteur d'aggravation de la crise réside dans le fait que les masses restant au travail subissent à leur tour une diminution de leur capacité d'achat parce qu'elles sont soumises à une réduction de la rémunération de leur travail sans diminution correspondante du coût de la vie.

D'autre part, poussés par la concurrence, les capitalistes sont forcés d'améliorer leur outillage et, en général, les moyens de production, ce qui signifie l'augmentation de la productivité déjà trop forte par rapport à la capacité d'achat des masses et, par suite, une nouvelle réduction de cette capacité d'achat puisque, comme Marx l'a montré, l'augmentation du capital constant (outillage, usines, moyens de production) amène une diminution du capital variable (salaires de la main-d'œuvre).

Le seul moyen de sortir de cette crise c'est d'augmenter la capacité d'achat des masses jusqu'à les mettre en état de pouvoir consommer tout ce que peut fournir l'appareil de production et jusqu'à les mettre aussi en état d'absorber automatiquement l'augmentation de la production quotidienne obtenue par le perfectionnement progressif et perpétuel de la technique.

Pour arriver à un tel résultat, le capitalisme devrait renoncer à soi-même, à sa figure propre. Mais cela est absolument impossible et seul le « réformisme révolutionnaire » peut le rêver.

En réalité, ce résultat ne peut être réalisé que par la formule suivante : Collectivisation des moyens de production et de répartition; socialisation des produits.

Nous pensons que l'économie capitaliste est arrivée à la phase où elle doit céder la place à l'économie socialiste.

La crise d'agonie du capitalisme, insurmontable dans le cadre de ses lois, se manifeste politiquement par l'aiguisement des rapports internationaux du point de vue des contradictions intérieures au régime (intercapitalistes) et par la recrudescence des luttes extérieures (interclassistes).

L'aiguisement des rapports internationaux est le produit naturel des contradictions économiques du régime capitaliste et représente une tentative de surmonter la crise

économique dans les cadres du régime même par le moyen de la guerre.

La guerre, avec ses brutalités, met à nu les bases inhumaines du régime capitaliste, aiguise jusqu'à l'extrême les contradictions propres à ce régime, porte au paroxysme l'oppression des classes et, par suite, les rapports entre les classes.

Ces facteurs mettent à nu la faiblesse du régime car, au lieu de mener à la solution de la crise par la guerre, ils rendent la crise encore plus aiguë à cause des raisons mêmes qui l'ont engendrée.

La guerre est inévitable; et le capitalisme qui, dans le passé, y a trouvé un puissant facteur de développement financier et industriel, de perfectionnement technique et d'expansion à cause de l'existence de vastes marchés vierges à conquérir et à transformer en appareil d'absorption de ses capitaux et de ses produits, trouvera au contraire sa mort dans les prochaines luttes pour les raisons suivantes :

1° La guerre est inévitable parce que la crise économique oblige l'appareil industriel capitaliste à produire artificiellement, c'est-à-dire sans corrélation avec les besoin de la société, puisque la paupérisation des masses (produit inévitable de l'économie capitaliste) ne les élève pas à la fonction de marché capable d'absorber la production.

Produire artificiellement signifie produire pour les besoins guerriers, lesquels servent aussi pour ranimer en partie la capacité d'achat des masses : ceux qui produisent obus et canons échangent leur salaire contre des aliments, des vêtements, etc...; et, par cette voie, ils absorbent une partie de la plus-value que l'économie capitaliste ne leur permettrait pas d'absorber autrement.

Par conséquent la production guerrière n'engendre pas la crise économique en régime capitaliste; mais elle est, au contraire, un élément de soulagement et sert à la combattre.

Et, puisque chaque besoin économique se traduit en un besoin idéologique-politique, nous voyons s'accentuer le nationalisme, produit naturel des rapports économiques correspondant aux moyens de production et de propriété propres à la société capitaliste; et il est certain que l'accentuation du nationalisme marchera de pair avec l'aiguisement de la crise économique.

2° Les rivalités nationalistes, comme produit inévitable et naturel de l'économie capitaliste, sont insurmontables sans sortir de l'économie capitaliste elle-même; et ce sont les heurts violents de ces rivalités nationalistes, trouvant leur apogée dans la guerre, qui créeront les conditions nécessaires pour passer de l'économie capitaliste à l'économie socialiste.

3° La prochaine guerre englobera le monde entier, de même que la crise actuelle entièrement.

Dans ces collisions, il est naturel que le capitalisme mondial se divise en deux blocs luttant l'un contre l'autre et il ne peut en être autrement.

Chacun de ces deux blocs a besoin d'une base idéologique pour entraîner ses

propres masses, pour se justifier à leurs propres yeux et rendre noble sa propre cause, au nom de laquelle l'humanité subira la plus affreuse mutilation que l'histoire ait jamais enregistrée. Mais, dans la prochaine guerre mondiale, le capitalisme, régime de sang et de boue, sera lui-même étouffé dans le sang.

Quels seront ces deux blocs et quelles seront leurs bases idéologiques respectives ?

4° Dans l'orientation politique et sociale actuelle des différentes nations, on trouvera une réponse se rapprochant beaucoup de la réalité. En tout cas, il est certain que d'un côté on mobilisera au nom de la démocratie et de la liberté (tout en étouffant l'une et l'autre) contre le fascisme.

Et de ce côté-ci on trouvera certainement les nations qui détiennent actuellement l'hégémonie économique et, parmi elles, la France, les Etats-Unis, le Japon, principaux profiteurs de la guerre 1914-1918.

De l'autre côté, on trouvera comme base idéologique la « revanche nationale » et la lutte contre les responsables de la crise car, de ce côté-là, on fait croire que la cause de la crise économique n'est pas le régime capitaliste mais le traité de Versailles, l'égoïsme et l'incompréhension des « méchants capitalistes » français et américains détenteurs de l'hégémonie financière et qui imposent leur volonté dans les rapports internationaux.

C'est dans ce sens que s'orientent : *a*) le fascisme italien, *b*) l'Allemagne dans son ensemble puisque le parti communiste dégénéré en mettant au premier plan la libération nationale plonge dans la pire des confusions idéologiques, confusion qui aboutit à une affreuse falsification des intérêts révolutionnaires du prolétariat, *c*) l'Angleterre qui est poussée à s'appuyer sur l'Allemagne, sa concurrente d'avant guerre.

Pour ce qui est de l'U.R.S.S., elle ne pourra pas rester neutre; au contraire, il est tout à fait probable qu'elle sera la première à être attaquée et, si l'on analyse son orientation politique et économique, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, orientation tendant au développement national, on voit que, dans ce but, elle n'hésitera pas à sacrifier les intérêts révolutionnaires du prolétariat mondial d'une part et que, d'autre part, elle se livre déjà à une politique de glissement parmi les rivalités inter-impérialistes par son action diplomatique; on peut donc affirmer, sans crainte d'être démenti par l'histoire, qu'elle se trouvera aux côtés du deuxième bloc. Elle justifiera encore une fois sa position au nom de la théorie anticommuniste de la « construction du socialisme dans un seul pays ».

Il est certain que ce sera sous ce masque séduisant que la Troisième Internationale pourra achever sa trahison du prolétariat révolutionnaire mondial. (*Pour la renaissance communiste,* n° 1, 17 février 1933, Paris.)

La signification du* 6 *février.

Les événements du 6 février permettent fréquemment de présenter les gouvernements radicaux comme des expressions de la petite et moyenne bourgeoisie, des

« remparts de la République et de la démocratie » contre lesquels s'est déchaînée une attaque du grand capitalisme et du fascisme. Sur la base de cette interprétation erronée, le parti socialiste appuie les gouvernements radicaux menacée par la « réaction », et des gens qui se prétendent communistes leur demandent des mesures capables de repousser l'attaque fasciste du capitalisme. La social-démocratie affirmera qu'un gouvernement démocratique sera la condition même pour maintenir les conquêtes ouvrières. En outre, elle ne manquera pas de prendre les expériences d'Italie, d'Allemagne et d'Autriche pour prouver qu'il faut agir immédiatement dans ce sens. D'autre part, centristes et oppositionnels de toutes nuances exigeront des mesures énergiques du gouvernement radical au pouvoir, ainsi que de leurs acolytes socialistes, afin de les mettre « au pied du mur » et penseront avoir déterminé ainsi un mouvement de progression de la lutte prolétarienne. En effet, selon leur raisonnement, radicaux et socialistes ne pouvant que se montrer incapables de repousser le fascisme, après le démasquement de ces derniers, le prolétariat n'aurait plus qu'à faire son entrée triomphale en scène pour réaliser ses buts spécifiques.

Les éléments qui sont à la base des éléments que nous critiquons se rapportent évidemment à une analyse absolument fausse du sens des élections de mai 1932. Il paraîtrait que ces élections ont porté au pouvoir un parti qui représente les intérêts des petits paysans, de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire de couches sociales foncièrement opposées au grand capitalisme et dont la défense ne peut être assurée que par l'action victorieuse du prolétariat. Avec une telle conception, il est facile d'affirmer que, seule, une perspective et une tactique qui s'inspirent de ces « conditions réelles » permettront graduellement la liquidation des radicaux, des socialistes, et feront apparaître les communistes comme les seuls capables de sauvegarder les intérêts communs de la petite bourgeoisie et du prolétariat.

Mais une brève analyse de l'œuvre des gouvernements de « gauche » entre juin 1932 et janvier 1934, réduit à néant cette position. Les gouvernements Herriot, Boncourt, Daladier, Sarraut et Chautemps, n'ont jamais sacrifié (tant au point de vue agraire, industriel et financier) les intérêts du grand capitalisme, au profit de la petite bourgeoisie. Que cela soit la conversion des rentes, la politique des contingentements, l'intervention de l'Etat sur les marchés agricoles, le renflouement des entreprises industrielles et bancaires, la participation de l'Etat aux Compagnies de Chemins de fer, toujours c'est l'intérêt du grand capitalisme qui a prédominé. A ce propos, Herriot inaugurant l'ère des gouvernements radicaux en 1932, répondait aux propositions socialistes de Huygens qu'il ne voulait pas répéter l'expérience de 1925, c'est-à-dire se heurter à l'offensive du « mur d'argent ». Malgré cela, les socialistes pratiquèrent leur politique de soutien, donnant ainsi une majorité parlementaire aux différents gouvernements de « gauche ».

Par conséquent, il est clair que la base petite bourgeoise du parti radical accédant au gouvernement, ne signifie pas qu'il puisse être un bastion de défense contre le capitalisme financier. Et cela non seulement en considération de la politique qu'il

applique, politique qui va à l'encontre des intérêts des petits paysans, mais aussi parce qu'il faudrait nécessairement admettre que les classes moyennes, en France, puissent jouer un rôle historique autre qu'en Italie, en Allemagne, où l'on représente le fascisme comme un mouvement des classes moyennes. En troisième lieu, cela signifierait donner aux élections qui entraînèrent la victoire des radicaux une signification que les consultations électorales n'ont jamais eue en régime capitaliste, c'est-à-dire admettre qu'elles puissent déterminer une évolution de la société vers des positions favorables aux classes opprimées alors qu'elles ne sont qu'une forme de liaison du capitalisme avec l'ensemble de sa société.

Le marxisme ne déduit pas ses positions politiques, sa tactique, de la base sociale des partis qui agissent dans la société, mais *en fonction du rôle qu'ont des forces sociales déterminées, des partis.* Le facteur électoral est considéré par lui comme l'expression d'un rapport de forces en présence, donc de classes. En l'occurrence, en 1932, puisqu'il n'y eut pas une victoire communiste mais la victoire du bloc des gauches, cette dernière devra être considérée comme expression de la meilleure forme de domination capitaliste, à un moment déterminé de son évolution et nullement comme une position des classes moyennes favorable au prolétariat. La victoire des « gauches » se rattache, en dernière analyse, à un phénomène qui s'est d'ailleurs vérifiée dans d'autres pays. Lorsque la crise économique atteignit le point final de la contingence favorable et que débuta la crise, la bourgeoisie se replie rapidement sur son aile gauche afin d'empêcher un regroupement immédiat des masses prolétariennes autour de leurs organisations de classe. Faire croire aux masses ouvrières qu'elles seront défendues au parlement par les gouvernements de gauche, tel est alors le but du capitalisme. Mais quand l'approfondissement de la crise s'accompagne d'une désagrégation du front prolétarien où le réformisme triomphe en mettant les grèves hors-la-loi, alors triomphe le capitalisme et l'heure à sonné de balayer les gouvernements de gauche ayant réalisé leur fonction.

C'est donc exclusivement sur la base de la lutte des deux classes fondamentales de la société : le capitalisme et le prolétariat qu'il sera possible de comprendre la victoire du bloc des gauches en mai 1932 et non en fonction d'une politique soi-disant indépendante des classes moyennes. Il faudra donc considérer les gouvernements radicaux comme des formes de domination capitaliste, apparaissant pour briser les possibilités qui pourraient exister pour une attaque indépendante de la classe ouvrière.

Le 6 février doit être examiné non en fonction du caractère violent que revêtirent les manifestations, mais en fonction de la lutte entre prolétariat et bourgeoisie. Il ne suffit pas de citer les chocs sanglants de la place de la Concorde pour pouvoir affirmer qu'il existe une opposition fondamentale entre la droite et la gauche bourgeoise. Que l'on tienne seulement compte du fait qu'entre Hitler et Roehm n'existait aucune opposition fondamentale et pourtant on connaît les conséquences du 30 juin. Par ailleurs, la meilleure confirmation de notre opinion, est le vote de trêve au gouvernement national issu de «

l'émeute », par l'ensemble des radicaux.

Les manifestations violentes du 6 février sont des symptômes du climat historique actuel. Si jadis le roulement entre la droite et la gauche se faisait parlementairement, aujourd'hui cela requiert des manifestations violentes qui découlent du déclin du capitalisme et, en fin de compte, de son désir de manœuvrer le prolétariat, de le pousser en dehors de ses organismes et loin de ses revendications de classe, pour l'enrôler dans la guerre de demain.

La conversion du capitalisme français vers la droite découlait des nouvelles situations et particulièrement de la nécessité de passer à une attaque générale contre les conditions de vie des masses travailleuses. Dans des époques révolutionnaires, lorsque le prolétariat marche à l'assaut du pouvoir, ce sont les formations de gauche et d'extrême gauche bourgeoises qui sont les plus qualifiées pour défendre le régime capitaliste. Par contre, lorsque cette attaque révolutionnaire n'est plus l'axe de toute l'évolution sociale, le capitalisme opère une conversion à droite, moyen le plus efficace pour préparer une nouvelle guerre. Le passage à un gouvernement de droite correspond donc à une nécessité absolue pour le capitalisme qui verra à ce moment la gauche occuper des positions aptes à empêcher l'intervention du prolétariat pouvant entraver cette évolution du capitalisme.

La première édition du gouvernement Daladier voulait réaliser l'Union Nationale autour du parti radical. Ce qui prouve bien que droite et gauche ne sont pas irréductiblement opposées. S'il n'y a pas réussi, cela tient aux caractères particuliers de l'époque impérialiste, à la nature contradictoire de toutes les forces qui surgissent de la société capitaliste. Ces remous contradictoires ne s'expriment pas seulement dans l'opposition des classes fondamentale de la société, mais comprennent les formations qui s'agitent au sein de la classe capitaliste elle-même. Marx, contre Lassale, avait déjà mis en évidence cette donnée de fait et c'est au centrisme que revient le mérite d'avoir ridiculisé, par la formule « classe contre classe », une des positions centrales du marxisme. Celui-ci n'identifie pas uniformément toutes les expressions d'une société ou d'une classe, dont la loi est la contradiction permanente entre ses composants. Le marxisme recherche plutôt quelles contradictions pourront déterminer le choc révolutionnaire pouvant engendrer la nouvelle société. Et ici il faut immédiatement dire que, seule, l'opposition entre capitalisme et prolétariat peut féconder des mouvements révolutionnaires. Le parti du prolétariat, loin de voiler les contradictions qui existent au sein même de la bourgeoisie, les mettra en évidence, afin d'empêcher la classe ouvrière de rechercher l'appui d'une formation bourgeoise, car toutes les luttes internes du capitalisme sont inévitablement appelées à se résoudre en faveur de la bourgeoisie.

Quant aux classes moyennes, il faut que le prolétariat ait réalisé sa victoire insurrectionnelle, détruit le mécanisme de domination de la bourgeoisie, pour qu'elles se déterminent à appuyer l'œuvre du prolétariat. Sans l'intervention du prolétariat, la société bourgeoise ne peut que se mouvoir dans une direction favorable aux intérêts du grand capitalisme.

Tenant compte des considérations émises, il est possible de comprendre que le 6 février fut une partie entre deux forces sociales qui, tout en étant opposées entre elles, n'avaient pourtant qu'un seul but : défendre le régime capitaliste.

Le prolétariat n'avait aucun choix à faire ce jour-là, entre les deux partenaires en présence. Il devait se regrouper autour de ses positions de classe, pour permettre le développement immédiat de ses luttes.

Actuellement, l'on ergote beaucoup sur les intentions de Daladier ou de Frot lors des événements du 6 février. Mais, pour les marxistes, les idées politiques n'ont aucune force propre; elles relèvent des classes qu'elles expriment. Même si les premières propositions de Frot, le 7 février au matin, avaient été acceptées et que le cabinet Daladier était resté au pouvoir, il est certain que très rapidement — Frot ou Blum ne pouvant faire appel à la révolution prolétarienne qui aurait été le seul moyen effectif d'empêcher la réalisation des plans du capitalisme — l'Union Nationale se serait quand même constituée.

Lors des événements du 6 février, le parti du prolétariat, au lieu de pousser les ouvriers à opter entre les différents clans bourgeois, tactique qui a conduit à la victoire du fascisme en Allemagne, aurait dû démontrer que la situation ne se déroulait pas autour du dilemme Tardieu-Frot, Daladier, mais que la lutte entre ces derniers représentait le paravent derrière lequel se dessinait l'attaque générale du capitalisme contre la classe ouvrière, contre ses organisations de classe, pour la préparation des conditions concrètes de la guerre de demain. *(Bilan, Bulletin théorique mensuel de la Fraction de gauche du P.C.I., 1934,* Paris-Bruxelles.)

L'antifascisme : formule de confusion.

L'expérience démontre, et cela anéantit la possibilité de distinction entre fascisme et capitalisme, que la conversion du capitalisme en fascisme ne dépend pas de la volonté de certains groupes de la classe bourgeoise, mais répond à des nécessités qui se rattachent à toute une période historique et aux particularités propres à la situation d'Etats se trouvant dans une situation de moindre résistance aux phénomènes de la crise et de l'agonie du régime bourgeois. Les expériences d'Italie et d'Allemagne peuvent — dans la mesure où une séparation étanche est possible — nous mener à cette conclusion : lorsque le capitalisme se voit obligé de passer à l'organisation fasciste de la société, les bataillons fascistes fournissent les troupes de choc qui se dirigent contre les organisations de classe du prolétariat. Les formations politiques démocratiques de la bourgeoisie affirment alors une opposition au fascisme, laquelle a pour but d'appeler le prolétariat à confier la défense de ses institutions aux lois démocratiques et aux institutions. En outre, la social-démocratie, qui agit dans le même sillon que les forces libérales et démocratiques, appelle également le prolétariat à poser comme revendication centrale le recours à l'Etat pour

obliger les formations fascistes à respecter la légalité pour les désarmer ou même pour les dissoudre. Ces trois courants politiques agissent sur une ligne parfaitement solidaire : leur source se retrouve dans la nécessité pour le capitalisme d'aboutir au triomphe du fascisme, là où l'Etat capitaliste a pour but d'élever le fascisme jusqu'à en faire la forme nouvelle d'organisation de la société capitaliste.

Puisque le fascisme répond à des exigences fondamentales du capitalisme, c'est sur un autre terrain opposé que nous pourrons trouver une possibilité de lutte réelle contre lui. Il est vrai qu'aujourdhui, nous nous exposons souvent à voir falsifier des positions que nos contradicteurs ne veulent pas combattre politiquement. Il suffira, par exemple, de s'opposer à la formule de l'antifascisme (qui n'a aucune base politique), parce que les expériences prouvent que, pour la victoire du fascisme, les forces antifascistes du capitalisme *ont été aussi nécessaires* que les forces fascistes elles-mêmes, pour s'entendre répondre : « peu importe d'analyser la substance programmatique et politique de l'antifascisme, ce qui nous intéresse, c'est que Daladier est préférable à Doumergue, que ce dernier est préférable à Maurras, et, dès lors, nous avons intérêt à défendre Daladier contre Doumergue, où Doumergue contre Maurras. Ou, selon les circonstances, Daladier ou Doumergue, puisqu'ils représentent un obstacle à la victoire de Maurras et que notre devise est « d'utiliser la moindre fissure dans le but de gagner une position d'avantage pour le prolétariat ». Evidemment, les événements d'Allemagne, où les « fissures » que pouvaient représenter d'abord, le gouvernement de Prusse, ensuite Hindenburg-von Schleicher, n'ont été, en définitive, qu'autant d'échelons permettant l'ascension du fascisme, sont de simples bagatelles dont il ne faut pas tenir compte. Il est entendu que nos objections seront taxées d'antiléninistes où d'antimarxistes; on nous dira que, pour nous, il est indifférent qu'il y ait un gouvernement de droite, de gauche ou fasciste. Mais, à ce dernier sujet, nous voudrions, une fois pour toutes, poser le problème suivant : *tenant compte des modifications survenues dans les situations de l'après-guerre, la position de nos contradicteurs qui demandent au prolétariat d'intervenir pour choisir entre les formes de l'Etat capitaliste, la moins mauvaise, ne reproduit-elle pas la même position défendue par Bernstein appelant le prolétariat à réaliser la meilleure forme de l'Etat capitaliste ?* L'on nous répondra peut- être que l'on ne demande pas au prolétariat d'épouser la cause du gouvernement pouvant être considérée comme la meilleure forme de domination... au point de vue prolétarien, à tel point d'imposer au capitalisme une forme de gouvernement démocratique. Dans ce cas, l'on ne ferait que modifier les phrases et le contenu resterait le même. En effet, si réellement le prolétariat est en condition d'imposer une solution gouvernementale à la bourgeoisie, pourquoi devrait-il se borner à un tel objectif au lieu de poser ses revendications centrales pour la destruction de l'Etat capitaliste ? D'autre part, si la force ne lui permettait pas encore de déclencher son insurrection, l'orienter vers un gouvernement démocratique, n'est-ce pas l'aiguillonner sur une voie permettant la victoire de l'ennemi ?

Le problème n'est certainement pas comme le voient les partisans du « meilleur

choix » : le prolétariat a sa solution du problème de l'Etat, *et il n'a aucun pouvoir, aucune initiative en ce qui concerne les solutions que donnera le capitalisme au problème de son pouvoir.* Il est évident que, logiquement, il y aurait avantage à trouver des gouvernements bourgeois très faibles permettant l'évolution de la lutte révolutionnaire du prolétariat; mais il est tout aussi évident que le capitalisme ne constituera des gouvernements de gauche et d'extrême-gauche, qu'à la condition que ces derniers représentent la meilleure forme de sa défense dans une situation donnée. En 1917-1921, la social-démocratie accédant au gouvernement réalisa la défense du régime bourgeois et fut la seule forme permettant l'écrasement de la révolution prolétarienne. *En considérant qu'un gouvernement de droite aurait pu directement orienter les masses vers l'insurrection, les marxistes devaient-ils préconiser un gouvernement réactionnaire* ? Nous formulons cette hypothèse pour prouver qu'il n'existe pas de notion de forme de gouvernement meilleure ou mauvaise valable en général pour le prolétariat. Ces notions existent seulement pour le capitalisme et suivant les situations. La classe ouvrière a, par contre, le devoir absolu de se regrouper sur ses positions de classe pour combattre le capitalisme sous la forme qu'il revêt concrètement : fasciste, démocratique ou social-démocratique.

La première considération essentielle que nous ferons en regard des situations actuelles, sera la proclamation ouverte que le problème du pouvoir ne se pose pas aujourd'hui d'une façon immédiate pour la classe ouvrière, et qu'une des manifestations les plus cruelles de cette caractéristique de la situation est le déclenchement de l'attaque fasciste, ou l'évolution de la démocratie vers les pleins pouvoirs. Dès lors, il s'agit de déterminer sur quelles bases pourra s'effectuer le rassemblement de la classe ouvrière. Et ici une conception vraiment curieuse va séparer les marxistes de tous les agents de l'ennemi et des confusionnistes qui agissent au sein de la classe ouvrière. Pour nous, le rassemblement des ouvriers est un problème de quantité; le prolétariat ne pouvant s'assigner pour but immédiat la conquête du pouvoir, se rassemble pour des objectifs plus limités, mais toujours de classe : les luttes partielles. Les autres, qui afficheront un extrémisme de bluff, altéreront la substance de classe du prolétariat et affirmeront qu'il peut lutter pour le pouvoir à n'importe quelle époque. Ne pouvant poser ce problème sur ses bases de classe, c'est-à-dire sur la base prolétarienne, ils l'émasculeront substantiellement en posant le problème du gouvernement antifasciste. (*Bilan, Bulletin théorique mensuel de la Fraction de gauche du P.C.I., 1934,* Paris-Bruxelles.)

Les ouvriers étrangers hors la loi !

Nous avons déjà attiré, dans de précédents numéros, l'attention des militants sur la situation tragique créée pour les ouvriers étrangers, par la nouvelle politique des gouvernements bourgeois, et par la carence totale des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière française. Nous avons indiqué comment notre effort pour

créer un « Comité de défense de la main-d'œuvre étrangère » sur la base du front unique, avait abouti à un échec, par suite du sabotage des sphères dirigeantes tant de la C.G.T. et du parti socialiste que de la C.G.T.U. et du P.C.

La bourgeoisie qui montre son incapacité totale de trouver la moindre mesure pour atténuer le chômage, continue à jeter du sable aux yeux des masses par une démagogie cynique sur la soi-disant « protection du travail national ». Cette « protection du travail national » en réalité ne diminue nullement le chômage parmi les ouvriers français, mais introduit un *régime spécial* pour les ouvriers étrangers, dont les conséquences se répercuteront non seulement sur la catégorie des prolétaires en question, mais sur tout le prolétariat de France. Il s'agit tout bonnement d'introduire progressivement les mesures fascistes dont se servent Hitler et Mussolini pour spolier la classe ouvrière et les maintenir au pouvoir malgré la crise.

Une courte analyse des derniers décrets fera comprendre aux militants que nous n'avançons pas des phrases dans le genre du bavardage stalinien sur la fascisation de la démocratie, mais que nous montrons simplement les faits dans toute leur gravité.

Désormais est supprimée pour les ouvriers étrangers toute liberté de déplacement d'un département à un autre. Chaque ouvrier étranger qui veut se déplacer, ne peut le faire, s'il n'obtient au préalable le consentement des pouvoirs de la localité où il veut se rendre. Le changement des cartes d'identité est désormais réglé de telle façon, que son renouvellement automatique est aboli, et nécessite l'obtention d'un avis favorable de la part du ministère du travail pour chaque changement de carte ou de profession. Cet avis favorable, s'il est accordé, est limité à la stricte durée du contrat ou du certificat de travail délivré par le patron. Dans le cas où l'avis favorable est refusé (ce qui arrivera le plus souvent) l'ouvrier ou chômeur étranger est obligé de retirer une carte de non-travailleur (qui coûte 100 francs) ou de quitter la France.

D'autre part, à une des séances du parlement, on a voté à l'unanimité, sans discussion, une loi permettant d'envoyer les chômeurs étrangers recevant le chômage, à des travaux obligatoires non payés, dans les forêts.

Nous posons donc aujourd'hui à la classe ouvrière française, à ses organisations politiques et syndicales, ces questions : se décidera-t-on à comprendre ce que signifient ces lois contre les ouvriers étrangers ?

Admettra-t-on que soit créée une armée de briseurs de grève, liés aux pouvoirs publics et au patronat (ce qui est une conséquence des lois sur la résidence et sur le renouvellement des cartes d'identité) ? Ne voit-on pas qu'en embrigadant des milliers de chômeurs dans les camps de travail forcé, la bourgeoisie inaugure un système de sur-exploitation et de sur-profit ?

Enfin qui nous garantit que toutes ces lois, limitées pour l'instant aux étrangers, ne seront pas étendues demain à l'ensemble de la classe ouvrière en France ?

Puisque la bourgeoisie prend exemple chez Hitler et Mussolini, elle saura aussi appliquer prochainement leurs méthodes. « Diviser pour régner », telle sera la tactique;

après les étrangers, cette première catégorie de « hors-la-loi », on s'en prendra aux coloniaux, puis aux mauvais français que sont les socialistes, syndicalistes, communistes, et enfin à tout le prolétariat.

Tout est une question de temps et de résistance de la part de la classe ouvrière organisée. La bourgeoisie peut, aujourd'hui déjà, fêter une première victoire. Encouragée par la non-résistance des organisations ouvrières, avec l'accord tacite des communistes eux-mêmes, parfois sous l'impulsion des députés socialistes (Frossard), elle a procédé à des premiers essais de fascisation envers la main-d'œuvre étrangère.

Les ouvriers étrangers vaincus, sans défense, après une telle attitude de leurs frères français qui les ont laissé tomber, retourneront dans leur pays, prêts à être conquis par le chauvinisme; ceux qui ne peuvent pas y retourner, constitueront l'arme principale du patronat dans sa lutte contre les travailleurs.

La classe ouvrière veut-elle cela ? Les organisations politiques et syndicales se rendent-elles compte du crime qu'elles commettent ? Si non il est encore temps de réagir, avant que les lois n'entrent en pratique, de mobiliser les ouvriers autour des mots d'ordre suivants : contre la fascisation progressive, pour la défense du droit d'asile, pour du travail à tous les ouvriers sans distinction de nationalité et de race ! (*L'Internationale,* Organe de l'Union communiste, 22 février 1935, Paris.)

La guerre prochaine sera impérialiste.

...

La guerre future sera universelle et divisera de nouveau le monde en deux camps ennemis. On ne peut encore aujourd'hui fixer avec certitude quelle sera la composition des deux blocs, mais on peut néanmoins affirmer que dans tous les deux se trouveront des pays férocement impérialistes et d'une structure politique fasciste ou semi-fasciste.

La présence de l'U.R.S.S. dans un de ces deux blocs n'aura aucune influence sur le caractère de la majorité des participants dudit bloc. Ce que l'U.R.S.S. et les dirigeants du P.C. peuvent, c'est faciliter le camouflage du vrai caractère du bloc devant les masses et servir certains impérialismes et fascismes de la même manière qu'à une autre période, Wilson et le wilsonisme ont servi Clemenceau et Lloyd George.

Lénine, et l'I.C. dans les premières années après sa fondation, n'ont pas cessé d'affirmer que la paix de Versailles n'est pas durable et qu'une nouvelle guerre en sortira. Aujourd'hui, nous sommes à la veille de la réalisation de ces prévisions. Tandis qu'en Extrême-Orient mûrit chaque jour le conflit du Pacifique, en Europe se poursuit fébrilement la révision par les armes de l'ordre établi par le Traité de Versailles.

Le capitalisme mondial a, pendant quatre ans, de 1914 à 1918, lutté au prix de sacrifices innombrables, pour un premier partage du monde. De cette guerre sont sortis vainqueurs des pays qui maintenant disposent de vastes territoires, de colonies, de semi-colonies, pays sous mandat, protectorats, zones d'influence, etc. Une autre série de pays,

les vaincus, et les nouveaux Etats ont été privé de colonies et de moyens de développer leur industrie et leur commerce.

Un certain équilibre a existé malgré tout pendant dix-huit ans entre ces pays. Aujourd'hui, la crise économique a rompu l'équilibre et de nouveau la question du partage du monde se pose; et il est même en train de se réaliser. Le signal en a été donné par le Japon qui s'est jeté sur la Chine. Son succès relativement facile l'a incité à poursuivre la préparation du conflit décisif avec l'Amérique. Pour cette préparation, le Japon a besoin de la base de Vladivostock au même titre qu'il a eu besoin du chemin de fer de l'Est chinois. Cette menace pousse l'U.R.S.S. et les U.S.A. à se soutenir mutuellement et à lutter ensemble contre le Japon.

En tout cas, on sera loin d'une guerre anti-soviétique ou anticommuniste, puisque les acteurs principaux et les buts d'une telle guerre seront nettement impérialistes.

Pour détruire le dernier espoir que l'U.R.S.S., sous la conduite de Staline, peut avoir une attitude anti-impérialiste ou mener une guerre anti-impérialiste, il suffit de suivre son attitude face à la dernière avance du Japon sur Pékin et la Mongolie. L'U.R.S.S. ne bouge pas, laissant les mains libres au Japon, malgré les appels du gouvernement de Nankin. Pourtant, l'aide à la Chine serait justifiée, au moins pour sauver les fameux soviets chinois, dont les bureaucrates de l'I.C. se servent comme d'une réclame, mais qu'ils sont loin de vouloir vraiment défendre.

En Europe, la lutte est aussi loin d'être circonscrite à une lutte entre « l'hitlérisme et la démocratie », comme veulent le présenter les bureaucrates des deux Internationales. Malgré les affirmations répétées chaque jour que « le seul trublion de la paix, c'est Hitler », l'Allemagne n'est pas encore décidée à commencer la guerre et elle multiplie les gestes et déclarations pacifistes. Par contre, un des pays « *intéressés au maintien de la paix* » (*Humanité* dixit), l'Italie, a commencé, avec l'approbation de la France (accord de Rome), la guerre en Abyssinie.

Cette guerre coloniale en Abyssinie est la préface nécessaire à la guerre impérialiste future, de même que la Tripolitaine et le Maroc furent une introduction à la guerre de 1914. L'Italie appartient nominalement aux pays vainqueurs, c'est-à-dire à ceux qui sont opposés à la révision du Traité de Versailles et par conséquent « *ne veulent pas la guerre* », (encore *Humanité* dixit), et pourtant, c'est elle qui commence.

Mais dans ce cas aussi, comme pour la Chine, Litvinov n'est pas pressé de dénoncer l'agresseur et défendre l'Abyssinie. C'est plutôt le contraire que l'U.R.S.S. Fera, pourvu que Mussolini ne se lie pas trop à Hitler.

En résumé, la guerre prochaine sera impérialiste, menée par des impérialistes et pour des buts impérialistes. Conséquence directe du traité de Versailles, elle aura pour objectif la révision ou le maintien par la force de ce traité. Quel que soit le caractère de classe de l'U.R.S.S., entraînée dans cette guerre, elle sera avec un bloc impérialiste contre l'autre, et n'influencera pas le moins du monde le caractère de la guerre.

La politique actuelle de l'U.R.S.S. démontre que parallèlement à la politique

d'abandon de la révolution prolétarienne, la bureaucratie soviétique abandonne la lutte anti-impérialiste, laissant les peuples opprimés à leur sort (Chine, Abyssinie). Les questions : fascisme-antifacisme, hitlérisme, guerre au communisme, défense de la démocratie, seront des questions de deuxième ordre, c'est-à-dire qu'elles serviront aux différents belligérants pour masquer les vrais buts de guerre, mais ne constitueront nullement les objectifs réels des impérialistes.

Le devoir des révolutionnaires est d'indiquer dès maintenant le véritable caractère de la guerre prochaine et lutter avec acharnement contre la falsification criminelle des chefs de la IIe et IIIe Internationales.

Nous rejetons le mot d'ordre de « Défense de l'U.R.S.S. » comme trompeur, et nous maintenons comme seul marxiste celui de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, expression du défaitisme révolutionnaire qui conduisit à l'Octobre 1917. (*L'Internationale*, Organe de l'Union communiste, 2 juillet 1935, Paris.)

Les ouvriers de Brest et de Toulon ont montré la voie.

...

Les ouvriers de Brest d'abord, de Toulon ensuite, ont décidé de manifester contre la réduction de leurs salaires que l'application de décrets-lois comportait.

Naturellement les ouvriers des arsenaux de Brest et de Toulon ont donné à leur protestation un caractère de classe : c'est-à-dire qu'ils ont manifesté en toute indépendance.

Pour exprimer leur indignation contre l'application des décrets-lois, ils n'ont pas demandé la permission à l'autorité administrative locale (préfets) et nationale (ministre de l'Intérieur).

Immédiatement ils ont trouvé devant eux toutes les forces répressives de l'Etat « démocratique » bourgeois. Leurs ateliers furent occupés par la garde mobile. Et quand, en signe de protestation ils se sont rendus dans la rue, les mêmes forces leur ont barré la route. Le feu a été ouvert sur les colonnes ouvrières. Le sang a coulé. Il y eut des morts et des blessés. Les ouvriers se sont battus héroïquement. Des barricades ont été dressées. Des quartiers complets ont dû être pris d'assaut par les forces policières. La population ouvrière des deux centres maritimes s'était jointe aux manifestants. Tous les éléments existaient pour élargir la lutte sur l'échelle nationale : effervescence dans les ports et dans les arsenaux, émotion profonde dans la classe ouvrière à l'annonce des événements qui venant après une série de manifestations aurait pu être la base d'un vaste mouvement de solidarité.

Pourtant les ouvriers des arsenaux de Brest et de Toulon ont dû céder. Les éléments essentiels qui les ont obligés à abandonner leur lutte sont les suivants :

1 ° l'entrée en action de toutes les forces répressives de l'Etat;

2° la trahison ignoble des organisations politiques et syndicales qui auraient dû

prendre la direction du mouvement pour l'élargir et non pour le trahir et pousser à la rentrée des ouvriers sans conditions.

Pendant que les ouvriers de Brest et de Toulon se battaient avec les forces policières, et pendant qu'ils répandaient leur sang sur le pavé de deux villes, les dirigeants du Parti socialiste et communiste lançaient un appel commun invitant les ouvriers à cesser la lutte et à donner à celle-ci un caractère « calme et digne ». Les représentants de la C.G.T. et de la C.G.T.U. suivaient leurs compères des organisations politiques.

Les Blum et les Cachin, Jouhaux et Racamond découvrirent dans les manifestations sanglantes de Brest et de Toulon la main provocatrice de Laval. Selon eux ce ne serait pas la colère des ouvriers qui fut à l'origine des manifestations, mais une provocation sciemment mise en scène par Laval.

Les meilleurs combattants de ces journées historiques furent mis à l'index comme des agents de la provocation.

Un drapeau tricolore déchiré — acte qui coûta la vie au jeune ouvrier Chevalier — fut publiquement réprouvé par toute la racaille bureaucratique qui est à la tête des organisations politiques et syndicales en France.

Jamais dans l'histoire du mouvement ouvrier, on n'avait assisté à une trahison aussi ignoble et ouverte comme celle de la bureaucratie stalinienne et réformiste envers les ouvriers de Brest et de Toulon.

Les arguments qui ont servi à consommer une telle trahison sont multiples. L'essentiel est « la provocation de Laval ».

Dans toutes les manifestations, il y a des provocateurs. Les ouvriers révolutionnaires le savent par expérience.

La tâche des provocateurs est rendue difficile quand le mouvement est dirigé par les organisations responsables.

Elle devient un jeu d'enfant quand les organisations ouvrières se désintéressent ou sabotent le mouvement, comme ce fut le cas à Brest et à Toulon.

Si dans ces manifestations sanglantes, il y eut provocation, le provocateur n'est pas Laval, mais Blum et Cachin, Jouhaux et Racamond.

Quelles sont les raisons qui ont amené ces hommes à accomplir une aussi ignoble trahison envers la classe dont ils prétendent défendre les intérêts ?

Les événements de Brest et de Toulon ont formé le clou d'une campagne acharnée contre un seul membre du ministère actuel : Laval.

Pourtant la chose est assez claire : les forces de police qui ont ouvert le feu contre les manifestants de Brest et de Toulon dépendent directement du ministre de l'Intérieur qui est M. Paganon, membre du Parti radical-socialiste. Le créateur des décrets-lois est M. Régnier, membre du Parti radical-socialiste. Dans le même ministère participent quatre ou cinq autres radicaux-socialistes, dont M. Herriot au titre de ministre d'Etat.

Comment se peut-il que seul M. Laval soit rendu responsable par l'*Humanité* et le *Populaire ?*

L’explication est simple et élémentaire : le rôle essentiel n’a pas été joué par les organisations ouvrières mais par le Front Populaire.

C’est le Front Populaire qui a brisé le mouvement des ouvriers de Brest et de Toulon.

La C.G.T. et la C.G.T.U., le Parti socialiste et le Parti stalinien, se sont dissous dans le Front Populaire.

On attaque Laval, mais on oublie d’attaquer les radicaux-socialistes, membres du ministère actuel, et particulièrement M. Paganon, principal responsable de la répression brutale exercée à Brest et à Toulon.

On n’attaque pas les ministres radicaux parce qu’ils sont les amis de Daladier et Cot, membres du Front Populaire, alliés de Blum et de Cachin, de Jouhaux et Racamond.

Le Front Populaire a obtenu le baptême du sang. C’est du sang ouvrier. Les bureaucrates staliniens, les chefs de la S.F.I.O. et les dirigeants réformistes se sont souillés. Noske et Scheidemann, Zorgiebel et Severing ont des émules.

Les ouvriers révolutionnaires de France ont avec les événements de Brest et de Toulon un tableau de ce que sera demain le gouvernement du Front Populaire.

Il ne peut être qu’une tentative extrême pour sauver le régime bourgeois. Au travers des dirigeants socialistes et staliniens, réformistes et unitaires, on cherche à rallier la classe ouvrière à cette opération contre-révolutionnaire.

Le gouvernement de Front Populaire pour atteindre son but ne peut qu'aggraver encore la situation matérielle des classes laborieuses.

Ce gouvernement doit réprimer et réprimera avec la force, comme il fut fait à Brest et à Toulon, toute tentative de lutte révolutionnaire de la classe ouvrière.

Le gouvernement de Front Populaire n’est que la continuation de la domination de la bourgeoisie avec la complicité des dirigeants des organisations ouvrières. (*L’Internationale,* organe de l’Union communiste, 20 septembre 1935, Paris.)

Antisémitisme et union sacrée.

L’antisémitisme et les persécutions contre les juifs furent depuis toujours l’accompagnement de la réaction sociale. Hitler et le « nazisme » allemand n’ont rien inventé en suscitant à tous les moments difficiles pour lui, lorsque surgissent les signes de mécontentement dans les masses, la diversion classique « haro sur le juif », « le juif, c’est le coupable ». Le tzarisme russe, la réaction roumaine ou polonaise ont usé à fond des mêmes procédés, à de nombreuses occasions, toujours avec les mêmes mots d’ordre et pour le même but.

Aussi les partis ouvriers se réclamant du marxisme ont-ils considéré depuis toujours comme leur devoir de combattre l’antisémitisme, forme d’oppression sociale, sans pour cela favoriser en rien le nationalisme juif ou les théories particularistes des

socialistes juifs.

Lénine et les bolchéviks ont maintes fois pris position contre l'antisémitisme en Russie. Ils ont même appelé les organisations du parti à constituer des groupes de défense de la population juive contre les « pogromes ». Mais en même temps, Lénine a vigoureusement combattu le nationalisme du Bund, qui puise dans les persécutions antijuives la justification de son particularisme et de son « autonomisme ». L'histoire ultérieure a démontré que Lénine a vu là, avec raison, la racine de l'opportunisme et du social-patriotisme du Bund pendant la guerre et après.

Avec Hitler, le problème reste le même.

Mais pour le stalinisme, dans cette question également, il y avait matière à des zigzags. Pendant les premiers mois de l'hitlérisme, les sections juives des Partis communistes ne veulent rien entendre de la moindre action contre l'antisémitisme de Hitler. Chaque action entreprise par les socialistes juifs fut traitée de « nationalisme ». Les staliniens s'efforcèrent de démontrer que tous les partis et groupements juifs sont fascistes ou social-fascistes et par conséquent solidaires de Hitler. C'était dans la période d'avant l'unité d'action et le Front Populaire.

Après la signature du pacte franco-soviétique et l'avènement du Front Populaire, la tactique des staliniens juifs change complètement.

Ils forment en vitesse un comité de coordination avec les socialistes juifs (qu'ils taxaient hier de social-fascistes), duquel les militants d'opposition communiste sont soigneusement éloignés. Ce comité a soi-disant comme tâche de coordonner la lutte contre le fascisme et l'antisémitisme; en réalité, il ne montre pas davantage d'activité que le comité de coordination entre le P.S. et le P.C.F.

Mais, peu à peu, se modifia radicalement la position de la section communiste juive sur l'antisémitisme et la question juive. Cette position, qui a cessé depuis le triomphe du stalinisme d'être marxiste, est passée d'un nihilisme national et d'une hystérie ultra-gauche à un nationalisme pur et une absence totale de principes de classe. Depuis la politique du Front Populaire, en un clin d'œil, les dizaines d'années de travail, d'éducation et d'organisation de classe des ouvriers juifs ont été piétinées et détruites par la nouvelle tactique de la section juive du P.C.F.

Le comité de coordination s'avéra déjà insuffisant puisque composé seulement des partis se réclamant de la classe ouvrière, il fallut créer le Front populaire juif. Avec l'aide et sous le patronage du Front populaire français, une entreprise analogue a donc été créée parmi les juifs de Paris, comprenant depuis la section juive du Parti stalinien jusqu'aux organisations juives typiquement bourgeoises comme le syndicat d'entrepreneurs et de patrons, le parti sioniste, etc. Ce Front populaire juif était si fort de café que même les socialistes juifs (Bund) l'ont trouvé trop opportuniste et contre-révolutionnaire et ont refusé d'y adhérer.

Le but de ce Front Populaire est naturellement de lutter contre l'antisémitisme de Hitler. En réalité, il servira à faire la propagande pour l'union sacrée et la préparation à la

guerre. Parmi les juifs, cela se manifeste de façon très caractéristique et très claire. Tandis que l'aile gauche de ce Front Populaire, c'est-à-dire les staliniens, agite avant tout le danger d'agression antisoviétique et mobilise les masses contre Hitler et pour la défense de l'U.R.S.S., l'aile droite, tout en agitant aussi contre Hitler appelle les mêmes masses à se grouper autour de l'alliée de l'U.R.S.S., la France.

Voilà comment on se partage le travail. Les staliniens servent d'agents de recrutement « de gauche » pour la « chair à canon », et se sont mis d'accord avec l'organisation des « Volontaires et combattants juifs pour la France » afin de tromper les masses sur les mots d'ordre : lutte contre l'antisémitisme et défense de l'U.R.S.S. L'Association des Volontaires et combattants juifs dont le président d'honneur est M. Fabry, ministre de la Guerre, qui a par ailleurs des attaches avec les Croix de Feu, se trouve aujourd'hui, grâce aux staliniens juifs, dans le Front Populaire, et se prépare de nouveau à remplir la même mission qu'en 1914, c'est-à-dire fournir à l'impérialisme français des soldats et des volontaires juifs qui par suite de diverses circonstances ne sont pas mobilisables. (*L'Internationale,* organe de l'Union communiste, 15 novembre 1935, Paris.)

La grève contre les organisations ouvrières.

La caractéristique des mouvements de grève qui viennent de se dérouler en France et en Belgique est qu'ils se déroulent en dehors et contre les organisations syndicales et les partis ouvriers existants. La France nous a donné l'exemple le plus net de cette évolution. L'occupation des usines et des magasins, forme de lutte choisie par les ouvriers et qui a eu le succès que nous connaissons, n'est pas le fait des organisations syndicales. Celles-ci réprouvent d'ailleurs cette forme de lutte. Il est vrai qu'une fois déclenchée, les travailleurs se trouvent incapables de diriger eux-mêmes leurs luttes. L'initiative révolutionnaire si féconde dans le déclenchement de la bataille se révèle insuffisante en ce qui concerne la direction de la grève. Les ouvriers au sein des usines réalisent par la grève « sur le tas » une unité que les syndicats sont incapables de créer. Mais cette impulsion créatrice s'arrête aux limites de l'usine ou du magasin. Les ouvriers sont incapables de créer une direction centralisée de la grève par la voie de leurs comités d'entreprises. C'est là que l'organisation syndicale va prendre sa revanche. Elle accapare la direction du mouvement et pendant tout un temps, elle va tirer moralement et matériellement un bénéfice considérable du monopole qu'elle exerce. Ce mouvement va faire affluer provisoirement vers les syndicats des milliers et des milliers de nouvelles recrues; les syndicats vont reconquérir pour un temps encore un prestige nouveau dont ils avaient bien besoin. Mais ces faits ne peuvent pas nous faire perdre de vue ce point capital, c'est que la source d'où les syndicats vont retirer provisoirement une nouvelle vigueur est entièrement étrangère au syndicat. Le syndicat essaye d'encadrer le mouvement, de l'endiguer, mais il

n'en est pas l'élément propulseur. Pour donner à leurs batailles le maximum de puissance, les travailleurs non seulement ne peuvent plus s'appuyer sur leurs syndicats mais ils sont obligés de se dresser contre eux, de puiser ailleurs les forces 3 nécessaires.

Cette situation se trouve on ne peut mieux expliquée dans une note de l'agence Havas en date du 6 juin. Parlant de la situation qui s'est développée à Paris à la suite de l'occupation massive des lieux de travail, la note dit : « L'excitation des premiers jours passée et l'enthousiasme éteint après de longues heures de séquestration volontaire, dans des lieux peu indiqués même pour un campement provisoire, les grévistes acquièrent davantage chaque jour le *sens de l'organisation* et, de ce fait, sont plus enclins à entendre les *paroles de raison* des dirigeants syndicaux. »

« *La conduite du mouvement de grève contrôlée par les organisations syndicales évitera les fausses manœuvres et, par conséquent, pourra amener une solution rapide dans un cadre général, le seul qui puisse éviter un rebondissement du conflit.* »

Cette note cliche avec une précision extraordinaire les positions de la bourgeoisie en face d'un mouvement qu'elle n'a nullement prévu. Il lui est impossible d'y mettre fin sans employer des moyens dont le résultat peut amener le pire. Elle est désarmée devant l'ampleur de la grève sur le tas. Il lui est impossible de déloger les ouvriers des usines, même avec toutes ses brigades de gardes mobiles et autres. D'autant plus que l'entrée en action de ces brigades l'obligerait à faire un saut dans l'inconnu. Une répression brutale du mouvement, outre qu'elle ne garantit nullement le résultat escompté, ruinerait d'un coup le gouvernement du « Front Populaire », cette pièce maîtresse de l'arsenal des moyens dont la bourgeoisie dispose pour égarer l'opinion ouvrière et cela avant qu'on ait trouvé quelque chose de mieux pour le remplacer. Dès lors, si la manière forte ne peut pas être employée, il faut employer le chemin détourné des négociations. Dans ces négociations, les syndicats joueront un rôle de tout premier ordre. On fait s'asseoir Jouhaux à une même table avec les représentants de l'Industrie. On fait croire aux travailleurs que la lutte ne se déroule plus dans les usines ni dans la rue, mais qu'elle se joue maintenant autour du tapis vert. La presse bourgeoise, même pas la plus réactionnaire, ne fera quoi que ce soit pour empêcher la C.G.T. à redevenir maîtresse de la situation. Pour briser la lutte ouvrière, la bourgeoisie française fonde tous ses espoirs sur l'organisation syndicale. Jouhaux et consorts sont les complices du capital. Voilà la vérité. (*Bulletin de la Ligue des communistes internationalistes,* Cinquième année, Juillet 1936, n° 7, Bruxelles.)

La scission dans la Ligue des communistes internationalistes de Belgique.

…

Nous lisons dans la résolution qui fut votée à la Conférence du 21 février 1937 (Bulletin n° 2 de la Ligue) : « L'humanité se trouve devant ce dilemme : ou bien continuer à subir le capitalisme, mais alors sous sa forme la plus brutale mais aussi la plus adéquate

à l'état de tension extrême des antagonismes sociaux : le *fascisme,* ou bien s'engager dans la voie du socialisme, grâce à la *révolution prolétarienne* et la dictature du prolétariat. » Ici perce déjà, en substitution du dilemme capitalisme — socialisme, l'autre dilemme fascisme — socialisme, formule contenant l'altération profonde et définitive de la théorie de classe. Toute la vision des événements espagnols en est troublée. La guerre entre le gouvernement républicain et Franco ne sera plus vue comme une forme imposée par la violence des situations au capitalisme afin de massacrer les travailleurs (l'équivalent donc de la manœuvre de compromission tentée par Barrios immédiatement après le 19 juillet), mais c'est sous la pression des ouvriers que Caballero et le Front Populaire se seraient chargés, malgré eux, d'une fonction qui ne serait plus capitaliste, mais prolétarienne ou philo-prolétarienne. Le rapport Hennaut contient à la page 8, la phrase suivante qui n'est pas occasionnelle mais la révélation de l'idée centrale qui l'inspire : « Si la vigilance et la volonté de lutte des ouvriers n'avaient pas dépassé le degré d'antifascisme des gouvernants, porte-parole du Front Populaire, il est certain que le fascisme espagnol serait vainqueur depuis longtemps. »

La thèse centrale du marxisme sur la conquête du pouvoir et suivant laquelle tout gouvernement capitaliste a une fonction spécifiquement et *uniquement* anti-prolétarienne, est remplacée par l'autre thèse du gouvernement obligé par les ouvriers à réaliser la politique contre-nature de la lutte antifasciste.

Au cours de la polémique contre notre fraction, Hennaut nous a souvent reproché notre schématisme, notre prétendu anti-marxisme, parce que nous nous obstinions à considérer que le dilemme fascisme — antifascisme reste dans les limites de la société capitaliste, de la domination bourgeoise et que la seule voie de salut qui s'offrait au prolétariat, c'était la lutte de classe contre l'Etat capitaliste, celui de Franco tout autant que l'autre de Caballero. Hennaut écrit à la page 27 du rapport cité : « Nous savons que la défense de la démocratie n'est que le *côté formel* de la lutte, l'antagonisme entre le capitalisme et le prolétariat en étant son essence réelle. Et à condition de n'abandonner en aucune circonstance la lutte des classes, la tâche des révolutionnaires est d'y participer. » Les questions de mots n'ayant d'importance que pour autant qu'elles révèlent de profondes divergences politiques, il ressort de la phrase que nous avons reportée, que le gouvernement républicain n'est que le côté formel de la substance politique que serait la lutte de classe du prolétariat. D'ailleurs, dans la résolution adoptée le 21 février 1937, nous lisons : « Déjà maintenant, la bourgeoisie n'est en réalité plus représentée dans le gouvernement de Madrid que par des politiciens qui ne représentent plus qu'eux-mêmes. » Les tragiques événements de Barcelone où, en levant le drapeau de l'immobilité du front d'Aragon, au nom du « Plan de la Victoire », le gouvernement républicain — le même exactement que celui de février 1937 — écrase dans le sang la résistance des ouvriers à une réorganisation de l'Etat bourgeois catalan, prouve nettement et cruellement la puissance anti-prolétarienne de ce gouvernement qui, d'après Hennaut, était soumis à la vigilance des ouvriers.

Sur le terrain des principes, le dilemme démocratie — fascisme sera considéré par Hennaut comme l'expression *formelle* de la lutte prolétarienne contre le capitalisme alors que, dans les Directives de 1931, ce même dilemme était considéré comme l'expression *substantielle* de la lutte du capitalisme contre le prolétariat.

Dans les dites « Directives » de 1931, nous lisons sur le problème du parti : « La prise du pouvoir, la destruction de l'Etat bourgeois, telles sont les principales étapes conduisant au socialisme. *Elles ne peuvent être franchies que par une classe ouvrière réellement consciente qui est parvenue à se créer les organes nécessaires à cette lutte.* (Souligné par nous, n.d.r.) Parmi ces dernières, figure la constitution d'un Parti communiste réellement révolutionnaire incarnant la conscience du prolétariat, sa volonté de lutte, sa capacité d'organisation et la sûreté d'orientation nécessaire au triomphe final. » Ici l'existence du parti est présentée comme une condition indispensable à la réalisation des conditions pour la lutte révolutionnaire, faute de quoi cette situation n'existe pas. Dans la résolution, la *condition* se transforme en une *tâche* et l'on parlera de « révolution espagnole » après avoir constaté que « Ni les anarchistes ni le P.O.U.M. ne remplissent cette fonction » (celle du parti donc).

L'appréciation de la situation avait évidemment une importance capitale car, suivant que l'on y découvrait les caractères révolutionnaires ou non, en résultait l'appel aux ouvriers pour participer en masse à la guerre « antifasciste » parce que « la lutte conséquente contre Franco pose le problème de la destruction du capitalisme », ou l'alerte aux ouvriers sur le cruel traquenard qu'on leur tendait, afin qu'ils se dirigent vers la transformation en guerre civile contre le capitalisme des deux guerres fasciste et anti-fasciste, les deux expressions actuelles de la guerre civile du capitalisme contre le prolétariat.

... La question qui a toujours formé le nœud des contrastes entre les marxistes et les révisionnistes, est réapparue dans les polémiques ayant abouti à la scission de la Ligue belge des communistes internationalistes. Dans la lutte des classes, les réformes de l'Etat bourgeois préparent la voie de leur suppression : le 24 juillet 1936 prépare le 4 mai 1937; les socialisations, les milices, les expropriations, que la résolution elle-même qualifie de « réformes », ne peuvent être réalisées que par un gouvernement ouvrier, donc après la destruction de l'Etat bourgeois capitaliste. La compatibilité provisoire entre l'Etat bourgeois et les socialisations révèle non un acheminement possible vers la transformation possible de la société, mais la dissimulation de l'ennemi pour faire face à une situation extrêmement tendue. Le devoir de ceux qui prétendent éclairer les esprits des ouvriers est de leur montrer le gouffre dans lequel ils tombent en n'apercevant pas le marché que fait l'ennemi : contre la cessation provisoire de la gestion de l'industrie, il obtient le massacre des centaines de milliers de travailleurs, en même temps que l'écroulement du prolétariat international tout entier.

La lutte des marxistes contre les réformistes ne portait nullement sur le fait s'il fallait ou non conquérir de meilleures positions pour les exploités, mais sur l'autre

problème que le prolétariat ne pouvait jamais accepter de mener sa lutte sous la direction de l'Etat bourgeois réformé. La majorité de la Ligue, en qualifiant de guerre prolétarienne la guerre d'Espagne, a rejoint les positions réformistes et des contre-révolutionnaires. Les prolétaires de Barcelone qui le 4 mai 1937 ont fait la grève même dans les industries socialisées, ont donné, par leur sang, une nouvelle confirmation à la théorie de la lutte des classes.

Les divergences entre la majorité de la Ligue et notre fraction portaient donc sur des questions fondamentales du communisme : sur celles du parti et de l'Etat. A part les désaccords sur la nature de la situation espagnole (eux aussi d'une importance capitale), l'enjeu du débat portait sur la politique à emprunter pour la construction du parti, pour la conquête du pouvoir.

En Espagne se joue le sort de millions d'exploités du pays — aussi bien d'ailleurs que le sort du prolétariat mondial tout entier. Lorsqu'on a dit aux ouvriers qu'ils peuvent mener une guerre malgré la direction que garde le capitalisme; lorsqu'on a dit aux ouvriers que les armes peuvent servir à la lutte pour le socialisme alors que la bourgeoisie détient le pouvoir et dirige les opérations, on est tombé de ce fait même, dans le rang des contre-révolutionnaires.

...

Communisme, Bulletin mensuel édité par la fraction belge de la Gauche communiste internationale, n° 5, 15 août 1937, Bruxelles.)

Thèses sur la situation en France.

(En vue de la constitution de la fraction française de la gauche communiste internationale) soumises à la discussion au sein du bureau et des fractions.

1. — Le problème qui se posa, en 1936, devant le capitalisme français était analogue et non identique à celui qu'eurent à résoudre les bourgeoisies des autres pays et particulièrement d'Italie et d'Allemagne. Analogue car il s'agissait de broyer la classe prolétarienne, en une situation où les conditions objectives existaient pour la lutte révolutionnaire; non identique car, en fonction des caractéristiques de l'économie française, le capitalisme devait substituer à la méthode de la *violence* qui aurait pu favoriser la formation de la conscience de classe du prolétariat (construction de la fraction de gauche, prémisse indispensable du parti du demain), l'autre méthode de l'intoxication idéologique de la classe ouvrière, incorporée au mécanisme de l'Etat démocratique.

2. — En l'absence des conditions historiques pour la formation du parti de classe (bouleversement des rapports sociaux), la présence de la fraction de gauche est la condition indispensable pour l'affirmation du prolétariat dans le déroulement de la lutte des classes. Le développement de l'antagonisme économique n'est que la condition *objective* du processus de formation de la fraction. Il l'est non dans ce sens, que son

évolution favorable à la classe ouvrière (luttes revendicatives victorieuses) propulserait la marche parallèle vers la construction du parti, mais dans l'autre sens, que la formation de tout organisme prolétarien et l'agencement de la théorie marxiste doivent s'ancrer dans les ressorts économiques de la lutte des classes. L'élément indispensable du devenir de la classe ouvrière — la conscience se révélant dans la construction de la fraction — peut tout aussi bien se dégager des défaites que des victoires des luttes partielles. La ligne de démarcation, les confins préservant la vie et le développement de la classe ouvrière, se trouvent uniquement dans la résistance du prolétariat aux tentatives de l'ennemi de le rattacher à l'organe fondamental de la domination bourgeoise : l'Etat capitaliste. Seul l'antagonisme Prolétariat-Etat peut exprimer politiquement et historiquement l'antagonisme Salaire-Profit. Par contre, l'augmentation des salaires aux dépens de l'accumulation du capital, mais se répercutant dans un élargissement de l'emprise étatique sur les organisations ouvrières, conduit, avec la « victoire » revendicative, à la pulvérisation politique du prolétariat.

En juin 1936, les accords de Matignon ont représenté une victoire capitale de la bourgeoisie : ils ont la même valeur politique que la marche sur Rome et la prise du pouvoir par Hitler car ils ont permis de camper l'Etat capitaliste au sein de toutes les organisations prolétariennes.

3. — Au point de vue économique, les événements des deux dernières années infirment l'une des interprétations révisionnistes du marxisme, en donnant, par contre, une nouvelle et éclatante confirmation de la justesse scientifique de ce dernier. La loi de l'évolution générale du capitalisme est celle de la production et de l'accumulation progressive de plus-value. Mais, l'absence d'accumulation (arrêt ou stagnation de la production) ne supprime pas l'exploitation du travail et la création de plus-value : production et accumulation de plus-value sont deux opérations sociales qui, généralement se conjuguent mais pas nécessairement, pour que le système capitaliste continue à vivre. A la sauvegarde de ce dernier préside uniquement la loi du profit considérée non sous l'angle de la formation et du développement du capital, mais sous l'angle de l'extraction de plus-value au prolétariat. Nous savons que le taux du *profit* n'est pas en correspondance directe et proportionnelle avec le taux de la plus-value, tout comme une perte de capital ne supprime pas l'exploitation du travail. Ce n'est donc pas le taux de profit qui règle les conditions de la lutte des classes mais bien le taux d'exploitation. Si celui-ci augmente, les conditions de l'action ouvrière n'en deviendront pas meilleures mais pires, et cela même si, comme il en a été le cas ces dernières années en France dans plusieurs entreprises non étatisées, les affaires ne se soldent pas avec un bénéfice assurant la rentabilité du capital. Le processus de la baisse du taux d'exploitation est par conséquent inséparable de la lutte contre l'emprise de l'Etat capitaliste sur les organismes ouvriers; cette baisse en atteignant les bases économiques du régime ne peut se concevoir en dehors de la lutte visant à la destruction de cet Etat.

Tout comme en Allemagne et en Italie dans l'immédiat après-guerre, en France

aussi, parce que la classe ouvrière se trouvait, en une position d'attaque, le capitalisme a dû renoncer temporairement à poursuivre l'élévation du taux de profit en se bornant à maintenir l'exploitation ouvrière.

4. — Le capitalisme peut confier au gouvernement du Front Populaire la tâche essentielle de briser les fondements internationalistes de la lutte prolétarienne et de mobiliser des masses pour la guerre impérialiste (tâche qui revint au fascisme en Italie et en Allemagne), parce qu'il possède une masse puissante de manœuvre (plus-value nationale et coloniale) lui permettant de ne plus subordonner la vie économique du régime à la transformation immédiate du profit en capital. C'est ici que réside la signification réelle de la politique de la « traite sur l'avenir », lancée par le Front Populaire, qui puisera dans les milliards de plus-value accumulés dans les banques, dans le temps où les capitaux s'en vont à l'étranger afin de bénéficier de conditions plus rentables et ne reviendront en France qu'au moment où l'affaiblissement de la classe ouvrière évoquera des possibilités de passer à l'attaque des conquêtes de mai 1936.

5. — Dans l'ultime phase du capitalisme, celle de son déclin, c'est l'enjeu fondamental de la lutte des classes qui règle l'évolution historique : l'antagonisme mondial entre le capitalisme et le prolétariat. Ceci est vrai tant au point de vue économique que politique. C'est en présence des cabinets français de « gauche » de la législature 1932-1936 que le capitalisme allemand passe à la phase décisive de la lutte contre la classe ouvrière (avènement de Hitler); c'est sous le gouvernement de Sarraut, qu'Hitler réoccupe la Rhénanie; c'est le gouvernement Blum qui, prenant l'initiative du « Comité de non-intervention » réalise la condition du succès le plus favorable de l'Italie et de l'Allemagne en Espagne; c'est alors que les conditions sont réalisées pour le deuxième gouvernement Blum qu'Hitler occupe l'Autriche. Et chaque fois, le capitalisme français évite de réagir à l'attaque fasciste, par une action capable d'arrêter l'offensive du capitalisme allemand, mais par contre il retire de ces situations le maximum de profit possible : en rattachant toujours davantage le prolétariat français à l'Etat. Pendant ce temps, c'est en présence des difficultés nationales et internationales du capitalisme français, que les capitaux émigrent à l'étranger se refusant à répondre à l'appel de Blum qui, en désespoir de cause, dresse son plan basé sur la nécessité de copier la politique économique du fascisme : en présence de l'impossibilité de rétablir la rentabilité des capitaux dans le procès normal de production il propose d'organiser l'économie de guerre où la rentabilité est fonction de la production d'instruments de destruction.

6. — Des conceptions fondamentales également internationales sont indispensables pour le prolétariat : leur inexistence équivaut à l'éclipse politique du prolétariat. Le capitalisme allemand a rendu en argent sonnant la solidarité qui lui avait été offerte par le capitalisme des autres pays, et la bourgeoisie française en particulier : la réoccupation de la Rhénanie, l'intervention en Espagne, l'Anschluss ont scellé la manœuvre qui a abouti à empoisonner les masses, luttant désormais, non plus pour la fraternisation avec les ouvriers allemands, mais contre les « coblensards » qui menacent « l'intégrité de la patrie

», contre la droite qui hésite à recourir à la politique du « poing sur la table » en vue d'opposer immédiatement l'armée aux plans de guerre du fascisme, les masses qui — sous le deuxième gouvernement Blum — en arrivent à sacrifier les 40 heures pour les nécessités de la production de guerre.

En face de ce processus projetant l'ensemble des masses dans les bras de la patrie capitaliste et vers le massacre des exploités au-delà de la frontière, et pour compléter la réussite de la manœuvre sanglante du capitalisme, les groupes de l'extrême-gauche agissant parmi les ouvriers se sont chargés de désarticuler les réactions surgissant de minorités et d'individualités de la classe ouvrière. Le programme du Front Populaire était trop ressemblant à celui de la guerre de 1914 que des générations entières d'ouvriers avaient cruellement payé de leur vie. Pour permettre au capitalisme de le travestir et de briser la moindre résistance prolétarienne, il fallait prouver que si les situations nouvelles confirmaient une opposition avec le programme de 1914, c'était parce qu'elles exigeaient la lutte contre les objectifs du capitalisme visant à retourner la guerre à son profit qu'il fallait que la guerre qui n'était pas mise en question fut mise au service d'objectifs révolutionnaires.

Du premier « Rassemblement pour la Paix » — qui se conjuga avec la manifestation de la Bastille où les traîtres parvinrent à mêler les emblèmes tricolores et les notes de la « Marseillaise » aux drapeaux rouges et aux refrains de l'« Internationale » — jusqu'aux manifestations ultérieures, les groupes de « l'extrême gauche » ont contaminé les ouvriers avec leur propagande interventionniste dépassant même les limites pour tant forcenées des socialistes et des centristes.

La guerre d'Espagne fut l'occasion pour « Trotskystes », « Union communiste », « Révolution prolétarienne » de prouver — avec des références à Marx et Lénine qui constituent un insulte aux conceptions internationalistes de ces chefs — qu'il fallait pousser à la victoire des armées capitalistes et républicaines, et s'opposer au défaitisme des gouvernements démocratiques qui, par complicité ou faiblesse, permettaient la victoire des armées fascistes.

Ce que le capitalisme ne pouvait pas intégralement réaliser avec les matériaux dont il disposait à l'intérieur des frontières il l'a réussi en important d'Espagne les armes idéologiques qui étaient indispensables pour détruire l'idée internationaliste chez les prolétaires.

L'inexistence d'un courant internationaliste au sein des groupes de l'extrême gauche, prouve que la composition intégralement anti-prolétarienne du programme de ces derniers, rend impossible la fécondation dans une fraction de gauche des réactions primaires qui se manifesteraient en leur sein.

7. — Les conditions dans lesquelles se fit la scission de Tours, se sont révélées meurtrières pour le prolétariat français.

C'est sous la direction de Lénine que le Parti bolchévik fut construit au travers de la lutte des fractions. C'est sous la direction de Lénine aussi, à la tête de la Troisième

Internationale, que le Parti communiste français fut constitué, au détriment des enseignements acquis, par le rassemblement confusionniste des courants sur le programme internationaliste qui ainsi servait de paravent aux divergences profondes qui les opposaient. Lénine obéissait, à cette époque, à la conception centrale exprimée apparemment par les situations et suivant laquelle la plus valide des défenses du premier Etat prolétarien contenait l'inévitabilité du succès de la révolution mondiale; pendant que les problèmes reliés à la genèse des partis communistes ne pouvaient avoir qu'une importance secondaire. Or, les événements ultérieurs ont confirmé que ces problèmes constituaient la pierre angulaire pour toute la vie de la classe prolétarienne, c'est sur ce front uniquement que l'on pouvait concevoir la défense et l'élargissement de la révolution russe. Le « Parti de masse » construit à Tours devait se révéler, par la suite, l'organisateur de la confusion en masse, alors que les « oppositions » qui s'en séparèrent furent incapables d'engendrer une fraction de gauche, prémice du parti de classe de demain. Par contre le parti, amputé de ces éléments, est devenu, sur l'échelle internationale, le représentant le plus attitré du « chauvinisme rouge » permettant à Cachin de revendiquer à juste titre une cohérence parfaite entre sa position de 1914-1918 et celle de 1936-1938.

A la scission de Tours, le noyau initial du « Comité pour la Troisième Internationale » — qui parce qu'il contenait en son sein le courant internationaliste de 1914-1918, recélait aussi les possibilités d'une évolution marxiste ultérieure — fut liquéfié dans le *bloc* appelé à la direction du parti. L'Internationale, responsable de la formation de ce bloc, dut exercer une extrême souplesse à son égard car seule la voie des compromis pouvait assurer son maintien. D'où la politique aboutissant à la scission syndicale (dans le domaine où les communistes doivent lutter pour l'unité) et au front unique entre les partis politiques dégénérant dans les blocs électoraux en vue du gouvernement ouvrier et paysan (dans le domaine où par contre les communistes ne peuvent agir qu'en vue d'une délimitation constante de tous les autres partis et courants). Outre que l'Internationale dut appuyer souvent l'une ou l'autre des « fractions de dirigeants » se disputant, non sur des positions théoriques et politiques, mais en vue de recevoir l'investiture de Moscou pour leurs manœuvres au sein du parti.

De ces vices congénitaux, devait découler le fait que la crise du mouvement communiste international, se refléta en France par la dissipation totale du capital accumulé par le prolétariat de ce pays dans sa lutte contre la guerre de 1914-1918 : les trois courants essentiels du « Comité de la Troisième Internationale » qui ne trouvèrent pas dans la Troisième Internationale le ciment marxiste pouvant les unifier, se disloquèrent; ceux qui venaient du « syndicalisme révolutionnaire » y retournèrent en créant la « Révolution prolétarienne »; le courant marxiste de Loriot s'émietta pour disparaître ensuite; Souvarine fut amené à réviser la théorie marxiste sur les classes pour la défense des positions opposées de la démocratie. Trotsky acheva l'œuvre destructrice en s'écartant délibérément de tous les noyaux rattachés à Tours pour accréditer le mouvement publicitaire de la « Ligue » où la confusion politique, portée à son faîte,

dégénéra en une lutte entre aventuriers politiques.

8. — L'incorporation du prolétariat au système capitaliste s'est consommée au travers de l'unification syndicale, du rassemblment populaire, de la conjugaison des « victoires » partielle avec le courant apportant son appui à la guerre impérialiste d'Espagne, du ralliement à l'économie de guerre en France. La plus grande concentration des masses autour des positions capitalistes signifia en réalité l'emprise massive du capitalisme sur le prolétariat. Ceci constitue le démenti le plus net aux « stratèges marxistes » dirigeant des groupements minuscules et qui ont pour devise « le travail de la masse », ou le « boucan politique » pour étourdir les ouvriers. L'évolution à « gauche » du capitalisme français, son accélération (la formule de Trotsky du gouvernement Blum-Cachin), loin de contenir l'éclosion d'un prétendu contraste entre le Front Populaire et la bourgeoisie, portait en son sein l'inévitabilité de la chute de la classe ouvrière. La première orientation de gauche du Front Populaire, puis celle de droite s'exprimant au travers du gouvernement Daladier, les vicissitudes ultérieures tout aussi bien que l'éventuelle éviction du Front Populaire et son remplacement par un gouvernement axé à droite, seront autant de moments de la lutte victorieuse du capitalisme contre le prolétariat.

La fraction de gauche exige, comme postulat central, celui de la délimitation intransigeante des questions principielles. La fraction de gauche représente le seul organisme pouvant révéler le prolétariat à lui-même et le soustraire à l'emprise de l'ennemi.

9. — Dans l'impossibilité de s'appuyer sur des individualités ou les courants « anti-centristes », de la « Révolution prolétarienne », du parti « trotskyste » et de l'Union communiste, puisqu'aucune réminiscence marxiste ne subsiste, en leur sein, après l'œuvre de démolition de Trotsky, le Bureau affirme cependant que la fraction de gauche ne peut être construite en « ignorant » ces formations, mais bien en les considérant comme des retranchements extrêmes de l'opportunisme destinés à décomposer toute réaction prolétarienne orientée instinctivement vers ces courants. C'est donc par la polémique sévère contre eux que l'on pourra diriger vers la construction de la fraction de gauche les éléments prolétariens susceptibles de préparer le Parti de la révolution communiste mondiale. (*Octobre,* Organe mensuel du Bureau international des fractions de la gauche communiste, n° 4, mai 1938, Bruxelles.)

Bref aperçu de la communauté.

...

Bien qu'elle doive inéluctablement commencer avec des hommes et des femmes de nations, de races, de forces, de capacités, etc., différentes, il est évident qu'elle ne saurait absolument s'établir que par une indifférenciation physique, raciale, linguistique... par le mobilitisme des hommes, l'effondrement inévitable des croyances, et des préjugés; en un

mot l'*Unification sociale du milieu devenu pour tous* (virtuellement du moins) *la terre entière* (en attendant la conquête des astres prévue par les « biocosmistes » de « *la vie universelle* »). Les seules différences qui resteront seront les absolument inévitables : de *lieu* (on ne saurait se trouver en personne et en même temps en deux points différents), d'*atavisme* (pendant longtemps, malgré le mélange des races, des castes, des nationalités... joueront des atavismes particuliers, souvent extrêmement forts), des *âges,* des *sexes,* etc.

LA COMMUNAUTE ETABLIE IMPLIQUE TROIS SERIES DE FAITS :

1. *Travail commun.*

1° Ce qu'il n'implique pas :

Que les hommes soient nécessairement groupés en des villes immenses, en de vastes usines (*cosmometapolis*). Cela, c'est du stalinisme, du Satanisme à la Wells. Qu'il n'y en ait point qui travaillent solitaires; les artistes par exemple. Il n'implique donc pas une sorte de « planisme » fabriqué de toutes pièces, pour les besoins de leur cause, par certaines individualités d'élite, du genre de Jouhaux par exemple... bien que les efforts de tous les hommes aient besoin d'être coordonnés au commencement et à la fin, surtout pour les questions de *base* (inutile de planter du café là où il pousserait mal alors que le *Monde* peut manquer de certains produits qui là justement pousseraient bien). Chacun d'autre part, peut apporter à l'*œuvre commune* les modifications résultants de sa propre expérience, de sa propre existence dans un milieu qu'il est *seul,* après tout, à avoir traversé et dont il a pu retirer des enseignements nouveaux. Il ne faut pas qu'une seule idée géniale qui passe par la tête d'un individu soit perdue pour les membres de la Communauté; alors qu'actuellement, c'est littéralement le gaspillage des forces, les inventions achetées pour être tenues sous le boisseau, etc. La négation de cette domination des élites (comme ils l'appellent) n'implique pas que, à l'instar de ce qui se voit pour les artistes, par exemple, on ne s'inspire pas plus particulièrement de ceux qui, manifestant le plus intensèment leur propre vie, leurs propres capacités, ou simplement travaillant davantage ou plus consciencieusement, sont allés plus loin que les autres dans une voie... Car inexistence future d'une lutte des classes n'implique pas disparition de compétitions d'un autre ordre, de l'émulation... les hommes posséderont sans doute de plus en plus un amour conscient, mais guidé, éclairé par la raison... il y aura toujours forcément des heurts, des querelles idéologiques, scientifiques, artistiques...

2° Ce qu'il implique :

La terre commune, les moyens de production et de déplacement communs, toutes relations simplifiées et accélérées, la confusion de toutes frontières et limites administratives... D'autre part, nous l'avons vu, tout travail, même le plus solitaire, est fondamentalement relié à l'œuvre commune dont le but est la création, la consécration, la

manifestation et la reproduction de la vie humaine (c'est-à-dire de la vie de chaque homme pour soi).

2. *Nourriture commune.* (Par nourriture, on entend évidemment bien davantage que le pain de chaque jour, mais l'instruction, la récréation, les nouvelles, les voyages, le cinéma, la danse, la musique, l'amusement, etc.)

1° Ce qu'elle n'implique pas :

Que tous soient astreints à un régime alimentaire semblable (régime quart-gamelle), ni que tous doivent prendre leurs repas ou leurs récréations en de vastes réfectoires ou salles communes avec sonnerie pour savoir quand il faut s'asseoir ou se lever (phalanstère). En effet, il n'est nullement prouvé, jusqu'à nouvel ordre, que les caractéristiques alimentaires du peuple italien ou culturelles de l'allemand soient *génériques.* On fait ce qui fait son affaire. Je ne veux pas, pour ma part, que le jour où je refuse du vin ou de la salade, j'aie des comptes à rendre à n'importe qui... Chacun est son propre maître dont celui qui nie la liberté risque immédiatement un jet du premier objet venu sur la tête.

2° Ce qu'elle implique :

La puissance qu'a acquise l'homme de se nourrir, de se *faire* en quelque sorte *de ses propres mains* (et non plus de se *laisser faire*). Quand on dit : *de ses propres mains,* on veut dire des mains de n'importe quel individu vivant en société et de celles de son *semblable.* Nous insistons tout particulièrement sur ce terme de *semblable : un autre soi-même.*

3. V*olonté commune.*

Nous nous permettons d'insister aussi sur ce point. Là-dessus, nous ne craignons pas de nous revendiquer, non plus de la Révolution de 1789, mais de cette Allemagne où règne depuis longtemps une volonté, une activité à toute épreuve au service d'une Communauté malheureusement plutôt mystificatrice : où voudrait se trouver et se perdre chaque Allemand comme un *soi* en un *soi-même* vu en grand.

1° Ce qu'elle n'implique pas : Que la volonté d'un individu ou d'une « compagnie » devienne la volonté coercitive d'une majorité.

2° Ce qu'elle implique : Que la volonté de chacun devienne celle de tous et inversement, dans la mesure où tous veulent la liberté du travail, l'affranchissement du travailleur, l'égalité des droits, ... que présuppose l'établissement de la Communauté. Il n'y faut pas envisager, comme font, je crois, certains stirnériens, le *travail* d'une part;

l'art, les distractions, l'amusement de l'autre, les opposant d'une manière irréductible. Qui ne cuisine pas avec amour ne fera jamais de bons plats; il n'est pas prouvé néanmoins qu'il suffise à remplacer la science ou l'art culinaire. Ayant reçu de notre existence en ce pays le goût (?) de l'individualisme qui s'y manifeste d'une façon assez effrénée, songeons, en ce qui concerne tout ce que l'individualisme ne saurait nous apporter, à voir grand et à voir large, et nous le ferons quand nous aurons mis de côté toutes mesquines rivalités de clans, voulant travailler pour la communauté aussi naturellement que pour nous-mêmes, et laissant s'installer en nous cet *impératif catégorique* que Marx nous a laissé entrevoir dans sa « *critique du droit* ». Nous, fidèles à la science dont Marx nous a ouvert le livre, n'oublierons pourtant pas que cette « Introduction à la critique » s'est adressée au Prolétariat Allemand, mais au Prolétariat conscient. Quand nous nous dresserons en tant que classe productrice, nous le ferons avec la même union que, pour une raison apparemment moins intéressante, l'abolition du Diktat, s'est dressé le peuple allemand affamé par les nations victorieuses dont le Prolétariat l'avait abandonné.

Conclusion.

Notre affirmation paraîtra-t-elle surprenante ? Nous ne prétendons pas que la république soit davantage réalisée dans les Etats prétendus démocrates que dans les Etats à caractère fasciste (U.R.S.S. Exceptée). L'individualisme acharnée du Français, de l'Anglais, de l'Espagnol et surtout de l'Américain du Nord... n'est pas forcément davantage à priser, du point de de la Communauté, c'est-à-dire de l'Homme enfin rendu à lui-même, que le sens « social » de l'Italien (les Italiens sont sociables), « grégaire » de l'Allemand (ce dernier, d'après quelqu'un qui le connaît bien, ne s'est jamais senti aussi libre que lorsqu'il participe à une tâche commune).

De toute façon, l'opposition dont *le capital,* qui domine *de très haut* démocraties et fascismes, tâchera de faire le levier de sa prochaine *guerre localisée* (une guerre générale serait pour lui par trop dangereuse) est fausse et mystificatrice en tous points. L'ennemi de la République, l'ennemi de la Communauté des hommes et des femmes libres, se déterminant eux-mêmes et ne se laissant déterminer par nul *hiérarque, quel qu'il soit,* cela n'est pas plus Hitler ou Mussolini que les bandits qui nous gouvernent et qui nous pillent (nous ne parlerons pas de Staline, lequel est hors concours !), c'est le *capital libre : l'argent ! Terrasser le capital, en détruire la circulation sans pour cela revenir au troc :* il faudra tôt ou tard en venir là ! Mais comment est-ce possible ? Tout simplement si chaque producteur prend les produits de son travail, refuse de s'en laisser déposséder par l'entreprise pour un salaire (monnaie, billets, tickets, peu importe !), refuse donc de payer qui ou quoi que ce soit : propriétaires, transports, aliments, etc... Mais les boutiquiers fermeront leurs portes ? Non, ils ne fermeront leurs portes que s'ils voient les producteurs roulés par leurs hommes politiques, mais s'ils voient les producteurs prenant leur propre sort en main, ils deviendront ce qu'ils doivent être : de simples dépositaires des denrées (il

n’y a plus de marchandises), des outils, etc... *il faut se servir et non plus servir !* Ce ne seront ni les églises, ni les partis, ni les syndicats ni même les conseils qui feront la révolution, cela sera l’individu quand la société bourgeoise sera décomposée jusque dans ses bases les plus profondes; *cela sera les producteurs quand leur majorité aura compris la valeur sociale immense de ce geste si simple : prendre, prendre avec sa propre main, ne pas attendre qu’on vous en donne la permission, prendre de suite, et prendre pour soi et les siens.* A ce fait si simple correspond un autre fait non moins simple qui est : garder pour soi, ne rien donner, ne rien payer, suivant la formule populaire :

« *Ce qui est bon est bon à prendre et ce qui est bon à prendre est bon à garder.* »

Et cette circulation du *capital* sous sa forme actuelle hypermobile, tandis que producteurs et nationaux restent de plus en plus enchaînés, serait d’ores et déjà anéantie (*l’or caché* n’est plus un *capital :* c’est de la *terre*)... et nous n’aurions pas cette monstrueuse *économie de guerre* laquelle en France possède déjà un ministre sous une appellation euphémiste et trouve l’appui de la partie de la classe ouvrière qui a passé à l’ennemi en perdant son caractère de classe productrice pour devenir un vulgaire corps de fonctionnaires bourreaux, payés grassement par le budget; les métallurgistes staliniens ou fascistes d’une couleur différente. Car seules pourront maintenant raviver cette circulation du grand *capital,* source éternelle de profits, des *guerres,* des guerres à outrance, des guerres indéfinies, *larvées, localisées, sporadiques. La guerre en un mot à l’état permanent,* du moins en virtualité, entre les *nations* c’est-à-dire entre les *prolétaires,* les gros bourgeois et une partie des fonctionnaires, avec les ouvriers-bourreaux de leurs frères, s’étant déjà embusqués d’office pour la prochaine. Ainsi les choses termineront par où elles ont commencé. (Prolétariat Fraction théorique. *A tous les producteurs, Contre le fatalisme de la Gauche communiste, Contre l’opportunisme de la Ligue des Communistes Internationalistes, Thèse. La Communauté,* 1938-1939 (?). Texte écrit par Raoul Bremond, Aubagne.)

Annexe.

LE MARTYRE DE LA TUNISIE.
ANTIFASCISME ? UN MOT ET UNE DUPERIE.

...

Récapitulons.

En 1911, le sang coule à Tunis, parce que le gouvernement veut, sans aucun droit, immatriculer un cimetière musulman.

En 1912, exil de Jeunes Tunisiens.

1914-1918, 60 000 tirailleurs tunisiens sont tués... en défendant la « mère patrie ».

1924. Le sang ouvrier coule à Bizerte, 2 dockers sont tués par la police.

1925. La C.G.T.T. est dissoute, 6 de ses militants condamnés de 5 à 10 ans de

bannissement.

1933. Année de la lutte contre les naturalisés français, 1 tué au cimetière de Sidi-el-Mezri; 2 à Monastir; 8 indigènes condamnés à 2 ans de prison chacun.

1934. Victimes à Ksar Hellal, Moknine, Teboulba, tombées dans la lutte contre la naturalisation.

1934. Déportation aux confins du Sahara, dans l'espoir qu'ils ne reviendront pas, des militants nationalistes tunisiens et autres.

1936. Front Populaire est né.

Les prisonniers — qui ne sont pas morts — sont rendus à la liberté. Les morts seront vengés... Ça a changé, en effet :

Mars 1937 : 17 tués à Metlaoui.

Mars 1937 : 3 tués à M'Dillah.

Juillet 1937 : 2 tués à Djerissa.

Janvier 1938 : 6 tués à Bizerte.

Avril 1938 : 22 tués à Tunis, a dit M. Guillon à Radio-Cité le 18 mai, mais il a menti.

Avril 1938 : Tout ce qui en Tunisie vibre et veut la liberté est en prison !

Voulez-vous comptez avec moi, camarades de la C.G.T., partie prenante du Front Populaire, qui deviez venger les morts de Tunisie :

50 morts OFFICIELS, à porter *uniquement* au compte du Front Populaire, et plus de 500 blessés.

Au 15 juin :

285 condamnations fermes,

360 années de prison,

190 000 francs d'amende, qui se transformeront sans doute en années de prison.

Plus de liberté d'aucune sorte, pour les hommes dignes de ce nom.

Qu'est-ce cela, sinon du fascisme ?

ANTIFASCISME ? UN MOT ET UNE DUPERIE

Oui, l'antifascisme n'est qu'un mot et une duperie.

Pendant qu'au nom de l'antifascisme, on s'acharne à réprimer tout un peuple après l'avoir poussé à des solutions de désespoir, on laisse les fascistes faire bien tranquillement leurs petites affaires.

Les fascistes italiens font tout ce qu'ils veulent en Tunisie sans être le moins du monde inquiétés.

On ne fait rien contre l'O.V.R.A., cette police politique secrète italienne, qui traque les réfugiés.

Rien pour la suppression des « dopolavoro », qui sont de véritables foyers du fascisme.

Rien contre le port des insignes, les défilés des ballilas et projections de films de propagande fasciste.

Rien pour essayer de découvrir les auteurs de l'attentat qui, le 15 décembre 1937, coûta la vie au réfugié politique Ugo Tarano... (*La révolution prolétarienne*, n° 273, 25 juin 1938.)

SUR LE PROGRAMME ACTUEL DU P.C.

Avec la régularité inexorable d'un pendule, dès que le capital français est menacé, le P.C.F., représentant officiel et indiscuté des anciennes et des nouvelles victimes du « régime », des masses laborieuses en difficulté, des travailleurs exploités, de tous les humbles gens qui font le peuple de France, la nation française, le P.C.F. donc, fidèle à sa vocation profonde, se sent une âme de rassembleur, et formule ses propositions, qui font pâlir d'horreur les économistes « bourgeois » (les formuleurs de propositions étant, de par leur affiliation au P.C., des économistes « marxistes »).

A la fin de 1971, alors que le capital français se heurte de plus en plus à de douloureux problèmes, que les prix montent, comme le nombre des chômeurs, le P.C. jette son pavé dans la mare : il propose l'alternative populaire à la gestion du capital.

Ce n'est certes pas la première fois que le P.C. formule un programme. Mais ce qui est intéressant dans ce cas, c'est que la crise s'annonçant sérieuse, l'éventualité d'une solution « de gauche » aux difficultés du capital apparaît possible, sinon probable.

Il est donc nécessaire de voir en quoi consiste ce programme « Changer de cap », ce qu'il propose de faire pour sauver le capital. Il est facile de parler à ce sujet de démagogie. En fait ce programme n'est « démagogique » que dans la mesure où il s'adresse au « peuple ». Pour ne pas surcharger l'exposé, les citations extraites du programme ne sont pas suivies du numéro de la page. Le lecteur méfiant aura ainsi l'occasion de lire l'original dans son intégralité.

En introduction, le « Programme pour un gouvernement d'union populaire » nous présente un tableau effroyable intitulé : « la France en crise », Nous ferons la connaissance des victimes, des coupables, de la crise elle-même, pour entrevoir finalement l'espoir d'une solution.

Les victimes : « Des millions de Français, notamment des personnes âgées, vivent dans le dénuement, dans la gêne. Des millions d'autres voient leurs revenus rongés par une inflation galopante et par une fiscalité injuste et écrasante. Le petit paysan est chassé de sa terre, l'ingénieur écarté des responsabilités, l'artisan et le commerçant écrasés par les impôts et par les exigences du grand capital. »

Le coupable : c'est donc le « grand capital », c'est-à-dire « la domination des puissances d'argent ». La preuve est d'ailleurs faite : « Tandis que les monopoles géants accumulent des profits fabuleux, grand patronat et pouvoir ne cessent de demander aux travailleurs, à l'immense majorité de la population, de consentir de nouveaux sacrifices. » Les responsables de cette crise sont donc bien cette « petite minorité de grands capitalistes qui impose sa loi, la loi du profit monopoliste », cette « politique du grand capital étroitement lié au pouvoir en un mécanisme unique qui domine, pressure, régente le pays ».

Les coupables sont très explicitement désignés : « les cinq ou six grands groupes financiers composent avec les groupes géants étrangers, sans considération de l'intérêt national... Ils s'attribuent une part croissante de la richesse nationale, provoquent la stagnation des revenus des travailleurs, le surinvestissement, l'apparition de masses de capitaux flottants... L'oligarchie financière domine, en fin de compte, toute l'économie française. »

La crise : A part l'existence de toutes les victimes du « grandi capital », comment se manifeste la crise, quelle est sa caractéristique ?

« L'économie du pays souffre de distorsions graves, de gaspillages énormes et, dans certains secteurs, d'un véritable retard industriel. D'immenses potentialités matérielles et humaines sont laissées en friche.. Les richesses du pays sont mutilées, altérées et détournées au profit de quelques grandes sociétés privées. » On peut donc résumer l'analyse de la crise faite par le P.C. ainsi : la politique des grands monopoles qui imposent leur loi conduit à une sous-utilisation des forces productives.

La solution : Il faut s'en sortir. Comment ? Par l'action du P.C., car : « il n'y a pas de politique de progrès social et national qui soit possible en France sans le P.C... Nous, communistes, nous sommes des rassembleurs. Nous voulons unir dans l'action les travailleurs manuels et intellectuels, de la ville et de la campagne, croyants et non-croyants, l'ensemble de ceux qui souffrent de la domination étouffante du grand capital monopoliste et de son pouvoir... Le P.C.F. s'est placé en tête de l'action pour rassembler les victimes du capitalisme, toutes les énergies populaires dans la lutte pour rendre la nation maîtresse d'elle-même ».

Il faut donc constituer un nouveau Front Populaire, mais cette fois avec un véritable programme du P.C., quelque chose de sérieux :

« Nous avançons, sur toutes les questions qui se posent aux travailleurs et au pays, des solutions constructives qui se fondent sur une connaissance approfondie des réalités économiques et des besoins sociaux. La démagogie n'est pas notre fait. Notre souci du bien public, notre aptitude à gérer les affaires publiques, notre sens de l'Etat sont d'ailleurs reconnus par les millions et les millions de Français qui voient les communistes à l'œuvre dans les municipalités qu'ils dirigent. »

Nous verrons d'abord la solution proposée par le programme : le développement des forces productives, et ensuite les illusions sur lesquelles tout repose.

1. *Le développement des forces productives.*

« La politique industrielle démocratique doit assurer une utilisation plus efficace des capacités de production existantes et une meilleure diffusion de l'innovation. Elle permettra ainsi de répondre aux besoins les plus urgents et de préparer un essor sans précédent des forces productives de la nation. »

Pour ce faire, l'action poursuivie aura un double but : améliorer le rendement du producteur — améliorer le rendement des moyens de production.

A. *L'amélioration du rendement du producteur.*

Pour les auteurs du programme, le producteur en question n'est évidemment pas le prolétaire destructeur du capital; le producteur, c'est le capital variable : « l'augmentation régulière du pouvoir d'achat des salaires est nécessaire aux salariés, et d'abord aux moins payés, pour entretenir et renouveler leur force de travail dans les conditions de la vie moderne ».

On espère améliorer ce capital variable avant le travail — au travail — après le travail.

1° Avant le travail :

Mesures pour la jeunesse : droit de vote à 18 ans; statut démocratique du soldat; droit au métier (comme on le voit, le P.C. est bien un parti pour la jeunesse). Réforme de l'éducation nationale : essentiellement conseils de cogestion, laïcisation, gratuité, bourses; la justification : « l'accès à tous à l'éducation et à la culture n'est pas seulement un droit conforme à la justice sociale. Il répond à la fois aux intérêts de chaque individu et aux impératifs du développement du pays. Son but : « l'éducation démocratique visera la satisfaction des besoins de la nation par la promotion de tous; l'orientation et la sélection s'effectueront selon les capacités des individus et non seulement leur origine sociale ou la fortune de leurs parents ».

On espère ainsi que chaque individu puisse accéder au travail adéquat, conforme aux « besoins de la nation », qu'il soit le meilleur au poste où il se trouve.

2° Pendant le travail :

Nous traiterons dans la seconde partie de la participation.

Les salaires : ils seront augmentés (le fameux « entretien de la force de travail »), qui plus est, « en élargissant le marché des biens de consommation, l'élévation du pouvoir d'achat des salaires contribuera par ailleurs, d'une manière déterminante, à l'expansion économique ».

Pas de salaire inférieur à 1 000 F. Mais la hiérarchie demeure : si on la réforme, ce ne sera guère que pour « ramener l'amplitude de la hiérarchie réelle à des proportions liées aux critères de qualification et de responsabilités ». Les cadres, qualifiés et responsables, peuvent donc faire confiance aux communistes. Les conditions de travail : la semaine sera de « 40 heures » (comme en 1936 !), les cadences seront « limitées », le congé « allongé » et les conditions de travail « transformées ».

Toutes ces mesures sont « indispensables à la reproduction normale de la force de travail et rendues nécessaires et possibles par le développement technique et économique

» (on se disait aussi...).

Plus de discriminations : pour la femme, qui aura enfin des droits égaux aux hommes. Pour le travailleur immigré, qui aura « les mêmes droits que les travailleurs français ». Dans ce cas, on ne comprend pas très bien la nécessité du statut prévu.

Tout s'explique lorsque l'on sait que « le nombre de travailleurs immigrés accueillis en France chaque année sera déterminé par le plan démocratique. » Il est donc nécessaire de bien les tenir en mains par un « statut ». Mais cela n'enlève rien au principe démocratique : ils seront traités comme les travailleurs français, c'est tout dire...

Formation permanente : « Tout travailleur, toute personne non active désireuse d'acquérir une qualification professionnelle a droit à une formation permanente ». « Les dispositions visant à la rémunération du temps consacré au perfectionnement seront complétées. Le gouvernement en imposera aux entreprises et établissements l'application intégrale. Elles seront développées en fonction des besoins et des possibilités de l'économie nationale. »

On retrouve ici le principe « démocratique » : chacun à sa place.

3° Après le travail :

Mais le travail n'est pas tout dans la vie. Heureusement le Programme le sait bien :

Prestations sociales : les frais médicaux seront gratuits... pour le futur. Pour l'immédiat, ils seront remboursés à 80 % ! Les prestations familiales revalorisées et indexées ! Quant à la retraite... 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes, une pension égale à 75 % des 10 meilleures années, sans compter des « avantages sociaux » innombrables.

Equipements collectifs : « la crise du logement, des transports, des équipements de santé, détériorent les conditions de vie des travailleurs, rend plus précaire la réparation de la force de travail, entraîne des dépenses individuelles supplémentaires très importantes... elle est source de gaspillage et freine l'essor économique ».

Culture : le temps de non-travail avait été pour l'instant, peu organisé par le capital. Le P.C. va donc y contribuer en promettant « l'essor culturel ».

Pour « soustraire la culture à l'emprise des affaires », l'essentiel de l'action va consister à « restaurer le caractère de service public dans toutes les entreprises où il est aujourd'hui mis en cause, O.R.T.F. en premier lieu ». Dans le même ordre d'idées, il y aura une extension des commandes de l'Etat aux artistes. Mais parallèlement à cette étatisation culturelle, et contrairement à ce qu'on pourrait croire, « toute forme de précensure et de censure sera abolie » (il faut donc se méfier des conclusions hâtives).

B. *L'amélioration du rendement des moyens de production.*

Ce rendement devrait être amélioré par trois sortes de mesures : planification et entreprises nationalisées — concentration de l'appareil productif — réformes financières.

1° Rôle moteur du plan et des entreprises nationalisées :

« Le plan démocratique limitera les pressions monopolistes subsistantes sur le développement économique, renforcera la cohérence du secteur nationalisé. »

Le plan se veut le régulateur de la « Nouvelle Politique économique », qui se place dans le cadre de l'économie capitaliste, puisque « laisser les lois du marché jouer sans intervention de l'Etat reviendrait à saboter le mouvement démocratique ». Le Plan est le *deus ex machina* de la politique économique « communiste » il « exprimera les besoins individuels et collectifs à satisfaire. Il fixera les objectifs et les moyens de la politique économique dans les secteurs décisifs. Il comportera un ensemble de programmes de production et d'investissement au service des besoins ». Ce plan miracle doit assurer le plein emploi.

Cette planification est possible grâce aux nationalisations :

« Les nationalisations sont indispensables à la mise en œuvre de la politique économique et sociale fondamentalement nouvelle... La nationalisation permettra d'assurer les restructurations de l'appareil productif, les centralisations ou les décentralisations de ressources, les regroupements ou les reconversions éventuels, en fonction des besoins sociaux... Elle assurera la base économique de l'indépendance nationale. »

Concrètement « dans l'industrie, la nationalisation devra porter progressivement sur les secteurs clés, qui conditionnent en fait le développement des principales activités nationales et qui sont d'ailleurs largement financés sur fonds publics : sidérurgie et mines de fer, chimie, industrie pharmaceutique, pétrole, électronique, industries d'armement, aéronautique, grandes compagnies de transports aériens et maritimes, industrie nucléaire, industrie automobile, autoroutes ». (Nous traiterons plus loin de la nationalisation du secteur bancaire et financier.) Ces nationalisations concernent en majorité les branches d'industrie les plus modernes, les plus rentables (la sidérurgie et les mines de fer étant par contre des secteurs non rentables, à rationaliser plus facilement par une nationalisation « démocratique »).

Elles traduisent une nouvelle tendance du capital, en France : la planification du profit. Il s'agit d'empêcher les industries actuellement les plus « valorisantes » de suivre la « loi du profit monopoliste », qui se traduit par le « surinvestissement », de s'asphyxier elles-mêmes. C'est pourquoi un organisme centralisé doit réfréner l'intérêt immédiat des « monopoles », pour sauver l'intérêt supérieur du capital.

2° Concentration de l'appareil productif.

Cette concentration est prévue. Comme nous avons à faire à un gouvernement démocratique, la concentration n'a assurément pas le caractère habituel : « A l'opposé de la concentration capitaliste des moyens matériels et des hommes qui s'opère de manière autoritaire, sans relation avec les besoins, en fonction du profit, la nationalisation

regroupera et coordonnera les mêmes moyens par des méthodes démocratiques dans des buts fondamentalement opposés : c'est-à-dire dans l'intérêt collectif des travailleurs et du pays ». « Les problèmes principaux de notre industrie en son stade actuel ne peuvent trouver dans la création extensive d'unités de productions nouvelles leur solution exclusive. L'accent doit être mis sur la modernisation et le changement technique ». Outre la nationalisation, cette concentration s'effectuera par deux moyens.

Rationalisation de secteurs entiers : « développement et remise en ordre des secteurs de production répondant directement aux besoins sociaux » (industrie du bâtiment, des transports publics, agricoles et alimentaires, pharmaceutiques, redressement des secteurs du textile, des chaussures, de l'ameublement, etc...) « rattrapage des retards et modernisation des secteurs décisifs » (mécanique lourde, machines outils, chimie organique, calculateurs, télécommunications), « restructuration des secteurs de base et promotion des techniques de pointe » (énergie, transports, aéronautique, espace), « reconversion de la plupart des industries d'armement ».

Insertion des petites et moyennes entreprises et de l'agriculture dans le rapport capitaliste :

Tout ne sera pas nationalisé : « Un important secteur privé subsistera : les petites et moyennes entreprises sont utiles à la satisfaction des besoins de la population et du développement de l'appareil productif ».

Le même épineux problème se pose, comme en 1936 : faire entrer les classes moyennes dans le rapport capitaliste, sans les liquider. Pour ce faire, rien de tel qu'une politique « démocratique »; « en garantissant la petite propriété, fruit du travail et de l'épargne, le régime démocratique créera les conditions d'une activité fructueuse des P.M.E. ».

Pour éviter leur liquidation, « allègement des charges actuelles » (modification du calcul de l'impôt sur le revenu, allègement de la T.V.A., exonération de la patente pour les petits artisans, régime de prévoyance ».

Pour leur insertion dans le rapport capitaliste : « développement de la coopération entre P.M.E. et les entreprises nationales » (pour la production : programmes à moyen terme entre entreprises nationalisées et sous-traitants, opérations de rénovation, de modernisation, encouragement donné aux groupements d'entreprises, crédit à tarif préférentiel, assistance technique).

De même pour l'agriculture :

« Amélioration des structures agraires » (droit de préemption des petits et moyens paysans, prêts spéciaux du Crédit agricole, réglementation de la concentration); « développement de la coopération agricole » (soutien des coopératives), « insertion de l'économie agricole dans le plan » (orientation des productions, organisation des marchés).

Sans compter diverses « mesures économiques et sociales » (fixation des prix agricoles en fonction des coûts de production, permettant une « juste » rémunération des

petits et moyens producteurs).

Ces mesures tendent donc à favoriser les regroupements, à faire augmenter production et productivité, tout en donnant aux classes moyennes l'illusion d'échapper au salariat.

3° Réformes financières :

Elles tiennent une place importante; ce sont des « moyens nouveaux pour financer le progrès »; il y en a essentiellement trois :

Lutte contre la « dilapidation des ressources nationales » : (spéculation monétaire, sortie des capitaux, spéculation foncière et immobilière, etc.).

« Démocratisation de la fiscalité » : il s'agit d'accroître les prélèvements sur les entreprises pour diminuer les prélèvements sur les revenus des salariés (exonération pour le S.M.I.C., diminution de la T.V.A., augmentation des impôts sur les sociétés, nouvel impôt sur le capital et les grosses fortunes).

« Démocratisation du système bancaire et financier » : c'est-à-dire nationalisation, transformation des établissements en un « véritable service public dont la tâche sera de répondre aux besoins de la planification démocratique et de la coopération économique et financière entre les entreprises ».

Ces réformes permettront, on en est persuadé, une « politique démocratique du financement de l'économie » :

« L'autofinancement des entreprises sera limité et ajusté : les transferts entre les entreprises, leurs coopérations financières seront organisées et stimulées... L'institution financière chargée du financement de l'industrie gérera un fonds d'amortissement des investissements. Ce fonds permettra aux organismes de planification et aux entreprises de coordonner les implantations et les reconversions, il facilitera le contrôle de la politique du développement industriel. » Ainsi donc on se procure de nouvelles ressources, en particulier en récupérant des fonds qui se valorisaient par spéculation, pour les injecter dans le capital industriel, en fonction des intérêts du capital, c'est-à-dire de la planification du profit.

Toute cette grandiose architecture, destinée à extraire du capital tout ce qu'il peut donner actuellement comme productivité et production, repose sur de lourdes illusions, comme nous allons le voir.

2. *Les « illusions » du P.C.F.*

Nous mettrons illusions entre guillemets, car il ne s'agit pas d'erreurs de tactique ou stratégique que la réalité viendra corriger.

Il s'agit de considérations, d'analyses absurdes, mais qui sont nécessaires à la survie du P.C.

Ce qui frappe dans le Programme, c'est la prétention, d'une part d'instaurer un « capital à visage humain », d'autre part de préserver la France de la crise mondiale.

A. *Instaurer un* « *capital à visage humain* ».

Cette mystification est double : celle du capital au service des hommes; celle des hommes au service du capital.

1° Le capital au service des hommes.

Comme on l'a vu dans notre sous-partie consacrée à l'amélioration du producteur par une coïncidence qui paraîtrait miraculeuse si l'on ne savait pas que nous avons affaire à un « gouvernement démocratique d'union populaire », chaque mesure « sociale » a d'heureuses répercussions dans le domaine « économique ».

Que se soit pour remédier à la crise du logement, des transports, pour augmenter les salaires, réduire la durée du travail,, réformer l'éducation nationale, toutes les mesures deviennent propices au « développement du pays », à « l'essor économique ». Puisque des mesures « sociales » excellentes sont aussi de bonnes mesures « économiques », la réciproque doit être vraie : « non seulement nous ne sommes pas indifférents à la nécessité de l'expansion économique nationale, mais encore nous n'isolons pas le progrès social du progrès économique... l'un et l'autre , doivent aller de pair ».

Ainsi chaque décision prise par le gouvernement « démocratique » sera bonne socialement, économiquement et nationalement : « ce programme ne répond pas seulement aux besoins des travailleurs, de tout le peuple; il répond aussi aux intérêts les plus élevés de la nation »; « le P.C.F. veut aujourd'hui lever les entraves au déploiement de toutes les énergies créatrices de notre peuple, écarter les obstacles qui freinent l'épanouissement national »; « de grandes tâches nationales, sont à l'ordre du jour : assurer un développement équilibré et rapide de l'économie, impulser la révolution scientifique et technique, et les mettre au service de l'homme ».

Ainsi le P.C.F. prétend conserver le capitalisme sans ses conséquences. Il prétend conserver le capital et le salariat, le marché et la monnaie, les entreprises, les classes moyennes et la petite propriété, l'échange et la valeur, et pourtant échapper à la crise par le tour de passe-passe du gouvernement « démocratique ».

Citons quelques exemples à ce sujet :

« Des formes de coordination et de coopération entre les entreprises sont nécessaires... elles permettront progressivement aux entreprises nationales de se soustraire aux effets les plus nocifs de la concurrence et du marché capitaliste, tout en favorisant une saine compétition entre elles. »

Or toute entreprise vise à se valoriser au maximum, au détriment des autres. Il n'y a aucune différence entre la « saine compétition » et les « effets les plus nocifs de la concurrence ». Sans abolition de la loi de la valeur, l'entreprise ne peut avoir comme fin la

satisfaction des besoins humains. Par là même il ne saurait y avoir une réelle planification du profit : le capital est incapable de s'organiser rationnellement, la crise lui est absolument nécessaire. (Ainsi le retour de la « libre entreprise » dans les pays « socialistes ».)

« La politique d'aménagement du territoire aura pour objectif un développement harmonieux des régions. »

Là encore, même ignorance des lois du capital : il y aura toujours un pôle positif et un pôle négatif, accumulation et désaccumulation. Et ceci non seulement à l'échelle mondiale, entre pays industrialisés et pays sous-développés, mais aussi à l'intérieur d'un seul pays (voir les régions misérables des Etats-Unis). Si le Centre, le Sud-Ouest et la Bretagne sont « sous-développés », c'est par nécessité pour le capital, et non par une méchanceté du « grand capital ».

« La garantie principale de la stabilité monétaire réside dans l'élévation constante de la production nationale pour la satisfaction progressive des besoins des consommateurs et des échanges extérieurs. »

Or l'augmentation de la production conduit à la dévalorisation du capital, et l'inflation est justement le transfert dans la sphère monétaire de la dévalorisation (l'inflation sera traitée dans un ouvrage ultérieur). Rien à faire pour s'en sortir...

On en arrive ainsi à l'étalage de la pensée économique bourgeoise la plus vulgaire, l'ajustement automatique de la production aux besoins. Jean-Baptiste Say peut-être fier de ses disciples... Mais cette identification intérêt du peuple/intérêt du capital était nécessaire pour que le P.C. puisse proposer : les hommes au service du capital.

2° Les hommes au service du capital (ou : de la démocratie).

Pour faire accepter ce capital « nouvelle manière », le P.C. propose l'association des travailleurs à sa gestion. Comme nul ne l'ignore, c'est ce qui fait « la qualité de la vie » :

« Pour une part décisive, cette qualité de la vie résultera de la possibilité donnée à chacun d'intervenir de façon responsable et efficace dans les choix qui décident de son avenir et de l'avenir national.

Le développement de la démocratie économique et politique ne peut être assuré qu'en donnant à chaque travailleur, à chaque citoyen, la possibilité et les moyens d'être associé, à tous les niveaux, à la direction et à la gestion des affaires. »

La signification de cette participation est claire : « la participation effective des travailleurs à la détermination des objectifs, au choix des moyens, au contrôle de l'exécution, est nécessaire pour que les travailleurs aient la meilleure compréhension de l'intérêt collectif et de ces moyens ».

Ainsi les travailleurs n'auront pas (du moins on l'espère), d'envies inconsidérées, de désirs incompatibles avec « l'intérêt national » qui est aussi « l'intérêt collectif ».

Le rôle de tout ce qui peut servir à organiser, réglementer les travailleurs sera

accru; ainsi les syndicats et les statuts du personnel.

Le droit syndical sera développé. Les droits des délégués du personnel et des comités d'entreprises (élus sur des listes présentées par les syndicats) seront étendus. Les représentants des salariés (élus sur listes syndicales) géreront la Sécurité sociale en toute démocratie. Dans les entreprises nationales et du secteur public, il faudra « doter les travailleurs et leurs syndicats des pouvoirs nécessaires à leur intervention efficace sur la marché de l'entreprise à ses divers échelons ». Les syndicats seront même représentés dans les institutions du Marché Commun.

De même, les travailleurs des entreprises nationalisées et de la fonction publique seront dotés de nouveaux statuts, élaborés par leurs syndicats et le gouvernement (sans parler du statut de l'immigré).

Cette participation des travailleurs à la gestion du capital (« démocratie économique »), participation mais non autogestion, car se serait encore plus périlleux, se double, comme dans toute société capitaliste « bourgeoise » digne de ce nom, d'une « démocratie politique » : pluralité des partis, représentation proportionnelle, abrogation de l'article 16, droits du parlement, contrat de législature, extension des libertés individuelles, indépendance de l'autorité judiciaire, institution d'une Cour suprême (comme aux U.S.A. !).

Mais cette sauce est encore plus épicée : la police sera « démocratique » (comme en Angleterre !); « la force publique instituée pour la garantie des libertés individuelles et collectives devra rester en permanence au service du peuple souverain. Son rôle est de veiller, dans le respect du service public, à l'exercice des libertés et d'assurer la sécurité des personnes ».

L'armée sera aussi « démocratique » (comme en Israël !) : « elle sera exempte de mission de maintien de l'ordre public, objet propre des forces de police complètement séparées de l'armée. » Bien entendu : « veiller à l'exercice des libertés et assurer la sécurité des personnes » est synonyme du « maintien de l'ordre public ». La politique militaire aura entre autres buts « d'assurer la liaison la plus étroite et la confiance réciproque entre le peuple et l'armée, dans une participation commune au secteur militaire de la défense nationale ».

Ainsi le bon peuple de France, protégé par sa police, en liaison confiante avec son armée, pourra enfin « vivre mieux ».

Tout bon démocrate doit donc être heureux d'appartenir à un tel pays. Ainsi on reconnaît le droit à l'autodétermination des D.O.M. et des T.O.M., mais on précise bien que « leurs organisations les plus représentatives revendiquent le remplacement de leur statut actuel par un statut d'autonomie leur permettant de gérer librement leurs propres affaires ». Dans ce cas...

La bouffonnerie atteint son sommet lorsque le Programme, sur un ton émerveillé, s'adresse aux jeunes : « Cette démocratie favorisera le développement des valeurs morales de justice, de fraternité, de désintéressement et, en général, de toutes les valeurs

auxquelles la jeunesse est attachée ». Le P.C. se prépare des lendemains qui déchantent...

B. *Préserver la France de la crise mondiale.*

« Le régime démocratique garantira l'indépendance nationale, dégagera le pays de l'emprise des monopoles transnationaux sur ses rapports extérieurs, limitera les effets sur l'économie française de l'instabilité croissante des économies capitalistes. » Cette splendide confiance s'affirme par deux attitudes courageuses : conduire une politique « nationale » — promouvoir une coopération internationale « démocratique ».

1° Conduire une politique « nationale » :

La France fera preuve d'indépendance politique; elle reconnaîtra héroïquement la République démocratique du Vietnam, le G.R.P., le Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge (démocratie oblige), la R.D.A.; elle soutiendra les colonisés des colonies portugaises. Elle se retirera de l'O.T.A.N. Elle « créera les conditions matérielles et morales favorables à la constitution d'un potentiel militaire susceptible, selon la conjoncture internationale, d'être réduit ou accru ».

« Les échanges avec les pays capitalistes hautement industrialisés seront intensifiés et équilibrés conformément à l'intérêt français».

« Fort de l'important secteur public, l'Etat démocratique lui-même mènera les négociations non seulement avec les Etats étrangers, mais aussi en cas de besoin, avec les firmes multinationales. La position de la France vis-à-vis de ses interlocuteurs s'en trouvera renforcée » (on imagine la panique de l'industrie américaine, japonaise et allemande...).

« A l'époque des groupes financiers internationaux, l'internationalisation du crédit soumet la production française aux incertitudes du marché mondial et aux intérêts des financiers, cosmopolites. » Cette maudite époque s'achèvera : « les banques étrangères perdront le droit de collecter les dépôts. » Il n'y aura plus d'exode des capitaux ! l'économie française ne se laissera plus dépouiller !

Le P.C. néglige l'insertion de la France dans le marché mondial, et en particulier l'influence des investissements étrangers. La crise de 1968 avait pourtant montré toutes les limites d'une politique de « grandeur nationale ».

2° Promouvoir la coopération internationale :

« La France démocratique contribuera à faire prévaloir dans les relations internationales les principes de la coexistence pacifique entre Etats, quelque soit leur régime social. Soucieuse de contribuer par sa présence et ses initiatives à l'établissement d'une paix durable, la France sera désormais partie prenante et active dans toutes les négociations tendant à la cessation de la course aux armements et au désarmement. Le gouvemement démocratique renoncera à la force de frappe nucléaire. Plus généralement,

cette politique visera au désarmement nucléaire universel ».

C'est surtout sur le plan économique que le P.C. pense réaliser la coopération :

« La conduite de la France dans les échanges économiques internationaux sera animée par une double préoccupation : favoriser la tendance contemporaine à une large coopération internationale des forces productives, concevoir celle-ci dans l'intérêt des peuples en refoulant la mainmise des monopoles. L'économie moderne exige le développement de la coopération, y compris au niveau de la production. »

« Le développement d'échanges internationaux plus étendus, réciproquement avantageux et excluant toute pratique impérialiste et néocolonialiste, sera recherché avec les pays socialistes et avec les pays en voie de développement, et ceci sans exclusive. »

Sans rien comprendre à la nécessité de pays sous-développés pour le capital, le P.C. espère les insérer dans les rapports économiques d'une façon plus « juste » : « Le gouvernement démocratique agira notamment en faveur d'une réglementation internationale des échanges capable de garantir des prix stables et rémunérateurs aux producteurs des Etats en voie de développement pour remédier à la détérioration constante des termes de l'échange. »

« Le gouvernement démocratique proposera une réforme du F.M.I. qui fasse place à tous les peuples qui le désirent et où les décisions effectives ne seront plus l'apanage des plus riches puissances capitalistes. »

L'un des fleurons de la politique économique va être l'Europe : « Le gouvernement démocratique agira en vue de l'édification de la grande et véritable Europe, démocratique et pacifique, dont les peuples ont besoin ». Il y aura donc un « développement de plus en plus poussé dans tous les domaines entre tous les pays d'Europe, sans aucune discrimination ».

D'ailleurs ne convoquera-t-on pas à Paris une conférence « en vue de la création d'un organisme chargé de favoriser la coopération économique, scientifique et technique à l'échelle européenne sur les problèmes d'intérêt commun aux pays de notre continent ».

Le programme dit : « les échanges extérieurs seront développés en fonction de l'intérêt national ». On retrouve la même mystification qu'auparavant. De la même manière que l'intérêt du peuple c'est l'intérêt national, l'intérêt national c'est l'intérêt international. On ignore, semble-t-il que l'économie mondiale représente nécessairement des crises, des guerres, du sous-développement; qu'un pays comme la France peut être à la fois exploiteur et exploité, et il n'a pas le choix; il ne peut pas faire autrement tant qu'il y aura le capital.

Le P.C., concevant le capital comme l'exploitation du peuple par les monopoles qui dictent leur politique au gouvernement, en est naturellement amené à considérer que la solution à la crise est d'ordre politique, et passe par l'action d'un gouvernement « démocratique ».

Il n'y a donc pas de crise mondiale du capital, mais des crises particulières à chaque Etat (à l'exception des pays socialistes). Donc un Etat, par un changement «

démocratique » peut, et résoudre sa propre crise, et donner, par son exemple, la solution aux problèmes des autres Etats.

Nier le caractère mondial de la crise du capital, ignorer ce qu'est réellement le capital, et donc rejeter les responsabilités sur des gouvernements et des monopoles, c'est une mystification, qui a pour but de permettre au P.C.F. de proposer un programme national, de donner sa dernière chance au capital. Mais par là même, le P.C. sape ses propres fondements : la crise mondiale ne permettra pas la réussite de ce programme, auquel les conditions françaises (en particulier : rigidité des structures, réveil révolutionnaire) présentent de sévères obstacles.

Pour sauver le capital, le P.C. met en jeu sa propre existence. Il perdra l'un et l'autre.

Postface / A PROPOS DU PROGRAMME COMMUN...

Il nous paraît nécessaire à présent (avril 1973) de préciser certains aspects imparfaitement entrevus à l'époque de rédaction du précédent article (novembre 1972).

Il faut d'abord préciser la question d'une victoire électorale de la gauche : elle était parfaitement possible, le gouvernement en place ayant dû rameuter le ban et l'arrière-ban de sa clientèle pour surmonter cette difficile épreuve. Ce résultat négatif confirme bien, ne serait-ce que par la composition sociale du corps électoral, la quasi-impossibilité d'admettre certaines réformes, même limitées, en France. (Quant à les appliquer...)

Ceci étant dit, il convient de revenir sur le programme commun en tant que programme du capital. Il l'est dans la mesure où l'alternative actuelle est communisme ou capitalisme, et non gestion populaire ou gestion bourgeoise du capital.

Mais ce n'est pas la seule possibilité offerte au capital. Ses idéologues les plus « modernes », devant la crise qui vient, proposent sans rire la « croissance zéro ». Projet qui a le grand intérêt, non seulement de rassembler sous sa bannière toutes les bonnes volontés (car qui oserait s'opposer à la défense de notre milieu naturel), mais surtout de tenter de freiner dans certains secteurs la croissance trop forte du capital, conduisant à la dévalorisation et à la surproduction. Freiner, bien sûr, mais non stopper la croissance, car un capital qui ne se valorise pas est une contradiction dans les termes.

Cette nouvelle société s'organiserait en fait suivant une nouvelle distribution des investissements, orientés vers des secteurs apparemment improductifs, « sociaux ».

— Ralentissement de la croissance dans les secteurs industriels classiques;

— Apparition de nouvelles industries anti-pollution;

— Investissement du capital excédentaire dans la sphère dite sociale (infrastructure médicale, logements, loisirs, culture).

Le programme du P.C. apparaît ainsi comme bien anachronique pour le capital. Il n'est plus qu'un programme parmi d'autres du capital variable, et en tant que tel, dépassé par les projets auto-gestionnaires des gauchistes, dont le rôle réel apparaît de plus en plus

clairement, au fur et à mesure que se dévoile le mouvement communiste (grève de lycéens, grève des O.S.).

Albert Borczuk.